

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA
PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE
ET LES
LIMITATIONS APPORTÉES
AUX DROITS DES PROPRIÉTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 12 juin 1926, à 3 heures 1/2

PAR

ANDRÉ MADRE

Président de thèse : M. HITIER.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, Professeur.
PERREAU, "

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE Cujas ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1926

THESE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA
PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE
ET LES
LIMITATIONS APPORTÉES
AUX DROITS DES PROPRIÉTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 12 juin 1926, à 3 heures 1/2

PAR

ANDRÉ MADRE

Président de thèse : M. HITIER.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, Professeur.
PERREAU, „

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1926



INTRODUCTION.

« La conservation des forêts, déclarait, à la Chambre des Députés, M. De Martignac, dans son exposé des motifs, lors du dépôt du Code forestier, est l'un des premiers intérêts des sociétés, et, par conséquent, l'un des premiers devoirs des gouvernements. Tous les besoins de la vie se lient à cette observation; l'agriculture, l'architecture, presque toutes les industries y cherchent des aliments et des ressources que rien ne pourrait remplacer.

Nécessaires aux individus, les forêts ne le sont pas moins aux états. C'est dans leur sein que le commerce trouve ses moyens de transport et d'échange; c'est à elles que les gouvernements demandent des éléments de protection, de sûreté et de gloire.

Ce n'est pas seulement par les richesses qu'offre l'exploitation des forêts sagement combinée, qu'il faut juger de leur utilité; leur existence est un bienfait inappréciable pour les pays qui les possèdent, soit qu'elles protègent et alimentent les sources et les

rivières, soit qu'elles exercent sur l'atmosphère une heureuse et salutare influence. »

Et en présence d'intérêts aussi puissants il ajoutait :

« La destruction des forêts est souvent devenue pour les pays, qui en furent frappés, une véritable calamité et une cause prochaine de déchéance et de ruine. Leur dégradation et leur réduction au-dessous des besoins présents ou à venir, est un de ces malheurs qu'il faut prévenir, une de ces fautes que rien ne saurait excuser, et qui ne se répare que par des siècles de persévérance et de privations. »

Aussi les législateurs de 1827 reprochèrent-ils volontiers (1) à leurs prédécesseurs à l'Assemblée nationale d'avoir manqué de fermeté dans la gestion des forêts françaises tant dominiales que privées ; et se préoccupèrent-ils de parer aux abus d'une liberté qu'ils jugeaient excessive.

Leur œuvre cependant dut subir certaines attaques et des tentatives furent faites, tant au Sénat qu'à la

(1) « Les ordonnances antérieures à la Révolution avaient porté trop loin la gêne imposée à la propriété particulière. Les lois nouvelles tombèrent brusquement dans l'abus contraire, et rendirent aux propriétaires la libre et absolue disposition de leur bois. » M. DE MARTIGNAC. *Exposé des motifs du Code forestier*.

Chambre des Députés (1), pour affranchir de leurs règles tutélaires les propriétés forestières non domaniales.

Celles-ci n'eurent du reste aucun succès ; et, à l'heure actuelle, un projet récent (2) nous montre les pouvoirs publics orientés plutôt, vers une réglementation restrictive des droits du propriétaire forestier.

Ce projet a soulevé une émotion très légitime en un certain nombre de milieux ; et il nous a paru intéressant : à la fois de suivre à travers notre législation ces diverses tendances et d'envisager les répercussions économiques que pourrait occasionner la mesure proposée par Monsieur le Ministre de l'Agriculture.

Groupant sous trois titres différents, les propriétaires forestiers, Etat, établissements publics, particuliers, nous chercherons à voir rapidement comment s'est développée la forêt française, pour examiner, ensuite, les situations respectives, faites par la loi, aux communes et établissements publics d'une part, et aux particuliers d'autre part.

(1) Au Sénat le 24 juillet 1888, par M. VIETTE ; à la Chambre le 2 avril 1892, par M. PHILIPPON.

(2) Projet déposé à la Chambre le 11 février 1926, par M. DURAND, Ministre de l'Agriculture, enregistré sous le n° 2591.

CHAPITRE I.

L'Etat — Evolution historique de la forêt française

L'Etat, propriétaire de forêts, détenteur de la puissance publique, peut-il avoir un autre but que l'intérêt national? C'est-à-dire au point de vue qui nous importe, peut-il viser à autre chose qu'à la conservation de ses forêts?

Agir différemment, démontrerait de la part d'un gouvernement, une imprévoyance vraiment coupable et disons de suite que malgré les temps difficiles qui suivirent la guerre de 1914-1918, malgré les besoins pressants de nos régions dévastées enfin libérées, malgré la terrible crise financière qui étreint à l'heure actuelle notre pays, ce n'est pas une aliénation partielle ou totale de nos forêts domaniales qui eut lieu, mais au contraire l'acquisition par l'Etat de forêts particulières (1), indépendamment des terrains ache-

(1) Forêts particulières acquises par l'Etat (non compris les terrains de montagne) du 1^{er} janvier 1914 au 1^{er} janvier 1923.

Forêts d'Eu et forêts achetées pour la défense nationale	21.275 ha 30
Forêts particulières dévastées	2.822 ha 05
Total	24.157 ha 35

Rapport du Congrès de Grenoble (1925) par M. PERDRIZET, inspecteur des Eaux et Forêts.

tés pour assurer le maintien des terres en montagne.

Pourtant l'histoire nous apprend qu'il fut une époque où nos rois ne voyaient dans nos forêts qu'une source de plaisirs (pêche et chasse) et Pecquet dans son recueil de lois forestières nous en donne la raison : « ce n'était pas pour l'espèce de nos bois, que nos rois avaient en vue la conservation des forêts, il était trop commun et de trop peu de valeur. » Charlemagne instituant les forestarii, premier embryon de notre service forestier, ne prescrivit-il point : « simul custodiant bestias et pisces ».

Mais peu à peu, l'utilité de nos forêts en tant que production ligneuse fut reconnue. — « Les forêts sont la chose la plus utile et la plus requise de notre royaume, (Ordonnance de François I^{er}, 1520) — et avec le développement de ce sentiment apparurent de multiples édits, tendant à réprimer les abus sans nombre, qui se commettaient.

Un pas décisif dans la voie de la conservation de notre domaine forestier fut fait par l'Ordonnance de Moulins, 1586 — qui soumettait à des règles spéciales la coupe des hautes futaies et... proclamait l'*inaliénabilité* des forêts, qui, désormais, ne pourraient plus être détachées de la Couronne que comme apanages et encore avec clause de réversibilité.

Mais le désordre subsistait dans nos forêts. Henri IV constatait que « les premiers délits étaient commis par nos officiers » ; et, pour la première fois, laissant

de côté ce qui avait trait à la chasse publiait l'Ordonnance Générale de 1597.

Avec Louis XIV, Colbert reprit l'œuvre commencée et publia l'ordonnance de 1669, monument remarquable de notre droit forestier. Nombre des dispositions diverses contenues dans ses 32 titres ont inspiré les rédacteurs du Code forestier ; avec elle, nos forêts trouvaient une règle : pour leur administration, pour leur juridiction, pour leur exploitation, en même temps qu'une stricte limite pour les droits d'usage.

Il fallut la Révolution française pour réduire à néant le travail gigantesque déjà accompli. Frappée dans ses règles de juridiction par la loi du 11 août 1789, qui touchait aux maîtrises et tables de marbre, l'ordonnance de 1669 avait vécu quant à ses effets ; et les édits réapparurent nombreux : 3 novembre et 11 décembre 1789 ; 12 et 20 août 1790.

Cependant le législateur ne méconnaissait point l'utilité des forêts ; et, dans la loi du 23 août 1790, on peut lire : « L'Assemblée Nationale... considérant que la conservation des bois est un des objets les plus importants et les plus essentiels aux besoins et à la sûreté du royaume... a décrété ce qui suit : Les grandes masses de bois et forêts nationales sont, et demeurent exceptées de la vente et aliénation des biens nationaux, ordonnée par les lois des 17 mai et 25 juillet derniers. »

Mais la Convention, par un décret de 1795 ordonna

la vente des bois d'une contenance de moins de trois cents arpents; le décret d'août 1790 qui proclamait l'inaliénabilité pour les grandes masses forestières, comprenait sous ce nom les forêts de cent arpents.

Pour déplorable qu'eut été semblable mesure, la Convention avait une excuse, son impérieux besoin d'argent, besoin qui arracha à l'Empire l'aliénation de 300.000 hectares de bois — 23 septembre 1814.

Aliénations partielles sans doute, mais qui, se trouvant périodiquement renouvelées jusqu'en 1870, ont fait, que notre domaine forestier, amputé en outre des forêts d'Alsace et de Lorraine, figurait aux états d'assiette de 1874 pour une contenance de 990.612 hectares, après avoir été évalué, en 1795, par la commission du Conseil des Cinq-cents pour 2.592.706 hectares.

Diminuées quant à leur étendue, les forêts le furent aussi, quant à leur valeur; car dans la période révolutionnaire, chacun eut tendance à considérer comme siens, ces biens immenses, laissés en apparence sans maître et souvent sans défenseur immédiat (1).

Ce fut, enfin, la loi du 21 mai 1827 qui vint remet-

(1) « Le paysan pour faire une paire de sabots, choisissant tel sapin marqué par la marine, qui eût fait un mât de vaisseau, l'attaquait au pied par la flamme, le gâtait, le coupait, l'abattait; il saccageait, rasait dans la montagne le bois même, qui l'hiver eut soutenu les neiges, arrêté l'avalanche, protégé le village. » MICHELET. *Histoire de la Révolution*, titre 3, livre 9, ch. II.

tre l'ordre dans notre domaine. Par son ampleur et sa précision, elle mérite vraiment son titre de Code forestier. Jointe aux ordonnances réglementaires des 31 juillet et 1^{er} août 1827, elle constitue un ensemble si solide qu'elle est, encore aujourd'hui, le point fondamental de la législation en vigueur.

Pour avoir une idée du désordre qui régnait avant elle, il convient de signaler ici la loi du 20 mai 1836 et l'ordonnance royale du 14 décembre 1837. Mieux que tous autres faits, ces textes montrent l'état presque voisin de l'anarchie (1) où était tombé notre domaine forestier. La loi a pour but d'autoriser le gouvernement, à traiter de gré à gré avec les détenteurs de forêts usurpées; son article premier est ainsi conçu: « le gouvernement est autorisé à concéder aux détenteurs, sur estimation contradictoire et aux conditions qu'il aura réglées les terrains dont l'état n'est pas en possession et qu'il serait autorisé à revendi-

(1) « Il n'y a plus de propriété publique, chaque commune ou particulier s'en approprie ce qui lui convient, produit ou sol; les déprédateurs vont jusqu'à dire que puisque le Gouvernement ne les réprime plus, il les autorise. Tel village près Fontainebleau s'est partagé et a défriché un morceau entier de la forêt. A Rambouillet, du 10 août à la fin d'octobre, la perte est de 400.000 écus et les agitateurs demandent avec menace le partage de la forêt avec les habitants. Partout les dévastations sont énormes, prolongées pendant des mois entiers. et telles, dit le Ministre, que cette source de revenus publics est pour longtemps tarie. » TAINÉ. *Origine de la France contemporaine*, tome II.

quer, comme ayant été usurpés sur les rives des forêts domaniales, antérieurement à la publication de la présente loi. Les enclaves sont formellement exceptées de la présente disposition. L'ordonnance de 1837 précise à quelles conditions et sous quelles formes les détenteurs pourront souscrire une soumission d'acquiescer, et prescrit aux agents de veiller d'une façon toute spéciale à la stricte observation de la loi.

Cette faculté, donnée au gouvernement d'aliéner une partie du domaine forestier, autrement qu'aux enchères publiques, était limitée à dix ans et avait pour but d'éviter des procès interminables. « La longue possession des usurpateurs, la crainte de jeter le trouble dans la classe nombreuse, qui a fait de ces biens l'objet d'arrangements divers et de partages de famille, la multitude de procès qu'il faudrait soutenir pour faire rentrer l'Etat dans la propriété de ses terrains, enfin les frais qu'ils occasionneraient ont empêché et empêchent encore l'administration d'exercer son action dans toute la rigueur de son droit. » Ainsi s'exprimait M. le Ministre des Finances à la Chambre des Députés.

La multitude de procès, disait-il; c'est en effet qu'il s'agissait de disputer la propriété de 11.900 hectares environ, composés de 16.943 parcelles, répartis entre 10.477 détenteurs. Ces chiffres sont empruntés aux documents fournis aux Chambres législatives pendant la session de 1836. Ils se passent de tout commentaire.

Semblable chaos a depuis cessé, et si des erreurs regrettables, (telles que les aliénations partielles) sont parfois venues entraver l'accroissement de notre domaine forestier, il nous est très agréable de reproduire les chiffres des évaluations des étendues boisées, respectivement pour les années 1837 et 1923. Les premiers sont tirés du compte général rendu pour l'année 1837 par M. le Ministre des Finances, qui contient l'état par département de la contenance des forêts au 1^{er} janvier 1837. Les seconds sont extraits du rapport présenté en juillet 1925 au Congrès international du bois de Grenoble, par M. Perdrizet, inspecteur des Eaux et Forêts.

En 1837, les forêts couvrent 8.521.100 hectares, répartis ainsi :

Etat	1.098.784 ha.
Communes et établissements publics	1.803.206 »
Particuliers	5.619.110 »

En 1925 notre domaine forestier se compose de 10.346.686 hectares, savoir :

Etat	1.429.882 ha.
Communes et établissements publics	2.445.353 »
Particuliers	6.471.451 »

D'où il ressort que malgré des vicissitudes diverses, notre domaine forestier enregistre un excédent de 1.825.586 hectares, se décomposant en :

331.098 hectares pour l'Etat.

642.147 » pour les communes et établissements publics.

852.344 hectares pour les particuliers.

Accrue quant à son étendue, la valeur de nos forêts a, elle aussi, subi une augmentation notable, due à une administration sagement réglée sans doute, mais aussi, à ce corps d'officiers forestiers, corps d'élite s'il en fut, qui par ses efforts constants et sa vigilance toujours en éveil a su si bien régénérer nos forêts, que des droits d'affectation et d'usages mal définis avaient fortement atteintes.

Affectations et droits d'usage, c'étaient là, en effet, de lourdes charges pour notre richesse forestière, deux « servitudes dévorantes » qui se justifiaient à leur origine, mais n'en devenaient pas moins un danger réel pour la conservation de nos forêts.

Les affectations existaient dans plusieurs provinces, surtout en Lorraine dans les états des ducs; elles résidaient en des délivrances, faites à des établissements industriels que l'on avait voulu appeler dans une région, ou dont on avait voulu faciliter le développement.

« Ces concessions, dit M. de Martignac, consistaient en des livraisons annuelles d'une quantité déterminée de bois, moyennant une rétribution qui n'était en aucune proportion réelle avec la valeur des matières livrées. »

Parmi ces concessions, accordées pour raisons économiques, en paiement de services ou quelquefois obtenues par l'intrigue, les unes avaient un terme, les autres étaient faites à perpétuité.

Les graves conséquences que pouvaient entraîner surtout ces dernières, n'avaient d'ailleurs pas échappées à nos rois et l'ordonnance de 1669 s'explique sur cette matière, avec une précision et une rigueur, que nous n'avions encore pas rencontrée, puisqu'elle va jusqu'à abolir par avance les libéralités que son auteur ou ses successeurs pourraient se laisser aller à accorder : « Ne sera fait à l'avenir aucun don ni attribution de chauffage, pour quelque cause que ce soit; et, si par importunité ou autrement, aucunes lettres ou brevets en avaient été accordés ou expédiés, défendons à nos cours de parlement, chambres des comptes, grands maîtres et officiers d'y avoir égard. »

Un texte aussi clair et aussi énergique, rapproché de l'ordonnance de Moulins 1566, qui édictait une interdiction absolue d'aliéner en tout ou en partie le domaine royal, fut-ce même en apanages, suffisait largement pour tenir comme nulles et non avenues les concessions accordées en violation des règles posées; mais en plus, en Lorraine, c'est-à-dire là où il existait le plus d'affectations, un édit du 21 décembre 1446 consacrait les mêmes principes.

Dans ces conditions, comment ne pas admettre les conclusions de M. de Martignac: « Les affectations actuellement existantes ne peuvent donc être valables si on les considère comme accordées à perpétuité. Dans ce cas leur nullité serait évidente, car elles auraient été concédées en violation des dispositions

prohibitives qui formaient le droit commun. Elles ne peuvent avoir de validité et d'effets que si l'on reconnaît que le souverain, en les accordant, sans en déterminer la durée, se réservait le droit d'en fixer le terme et d'en modifier les conditions. »

Et ces considérations, jointes aux inconvénients économiques, résultant de la disproportion déraisonnable entre la valeur fixée pour les affectations et la valeur progressive du prix des bois et de l'atteinte grave portée par semblables institutions « à cette libre concurrence qui enrichit le pays et que toutes les industries pareilles ont, en France, le droit de réclamer et d'attendre » paraissaient suffisantes aux commissaires du gouvernement pour justifier les articles du Code de 1827, qui, tout en laissant subsister pour un court terme les affectations, en décidaient l'abrogation prochaine.

Pour nous, en présence du tort considérable causé à nos forêts, nous sommes heureux de constater, qu'effectivement, les dispositions du Code de 1827 ont classé dans le domaine historique la question des affectations.

Semblable solution ne fut point prise vis-à-vis des droits d'usage; et cependant ceux-ci étaient nombreux autant que variés: on les divisait :

1° En pâturage et pacage au droit de faire paître les bestiaux, en panage-païsson, droits de glandée, arrière-glandée, fainer ou grainer, visant pour ceux-ci,

plus particulièrement l'entrée des porcs dans les bois.

2° En droit d'affouage ou usages au bois de chauffage, en maronage ou usage au bois d'œuvre, en ramage qui se divise en grand et petit ramage : le premier consiste en droit au bois « 1° à maisonner, c'est à savoir prendre et avoir bois pour bâtir, réparer et entretenir les maisons usagères pour les combles, planchers, cloisons, portes et fenêtrages seulement desquelles à cette fin seront tenus de faire les quatre principaux murs et pignons de maçonnerie, de pierres ou de briques et non de bois. (Arrêt de la table de marbre du 10 août 1582.) 2° A charruer, c'est-à-dire propre à faire tous les instruments que l'agriculture exige.... 3° A chauffer. »

Le second est la faculté de ramasser le menu bois mort abattu par le vent ou séché sur le tronc et de couper le mort bois, c'est-à-dire le bois ne portant pas de fruit, neuf menues espèces, limitativement indiquées dans la Charte normande de Louis X le Hutin (saulx, marsaulx, épines, pruisne ou bois punais, seur ou sureaux, aulnes, genêts, genièvres et ronces) 1314.

Si pour les droits d'usage le législateur ne prescrivait point une suppression analogue à celle visant le droit d'affectation, c'est que ceux-ci avaient une toute autre origine.

Sans doute quelques droits d'usage avaient bien été concédés à des communes lors de leur affranchisse-

ment, mais pour la majorité, ces droits remontaient à l'époque où l'abondance des produits ligneux était telle sur notre sol que chacun se servait à sa guise, sans nul souci du voisin, et cette possession, plusieurs fois séculaire, ne pouvait se rayer d'un mot même par la volonté du législateur.

C'est ce qu'exposait M. Martin de Villers dans la séance du 23 mai 1827: « ...Les droits d'usage pèsent fortement sur la propriété. Il est bon de se souvenir aussi que ces sortes de concessions ont été souvent faites : ou dans l'intérêt du public ou dans l'intérêt des propriétaires. On voulait attirer des habitants dans un lieu désert, donner de la valeur à des biens qui en étaient dépourvus; il faut ensuite supporter les sacrifices que l'on s'est imposé pour se procurer des avantages qu'on ne pouvait obtenir qu'à ce prix. Si cela n'était pas, on manquerait à la foi promise.

Dans cette matière comme dans toutes celles, qu'une nouvelle législation peut embrasser, on doit respecter les contrats faits sous l'empire des lois existantes. S'agit-il du droit civil ou du droit public, ce principe fait la sécurité de tous.»

Aussi, pour respecter les droits acquis, l'état a-t-il laissé subsister ces droits d'usage ; par l'article 62 du Code forestier « il ne sera plus fait à l'avenir, aucune concession de droits d'usage, de quelque nature et sous quelques prétextes que ce puisse être », il interdit à l'avenir toute nouvelle atteinte à ses droits de

propriétaire; mais, si bien réglementés qu'ils soient, sans aller jusqu'à démembrer la propriété, ces usages constituent une gêne sérieuse, qui se traduit par un notable amoindrissement de jouissance.

Néanmoins, malgré les coupes considérables, nécessitées par les besoins en bois de la défense nationale, malgré la destruction de nos forêts dans les départements du Nord, en dépit des 166.000 hectares boisés détruits par les combats, malgré les bois mitraillés et leur coefficient de dévastation moyen évalué à 30 %, l'Etat français avec ses 1.429.882 hectares de forêts domaniales y compris les 155.969 hectares des départements de la Moselle (75.342 hect.) du Bas-Rhin (58.241 hect.) et du Haut-Rhin (22.386 hect.) est de beaucoup le plus riche propriétaire forestier de notre pays.

CHAPITRE II

Les Communes et les Etablissements publics. Soumission de leurs bois au régime forestier et part qu'il conserve dans l'administration de leurs forêts.

A côté des bois, qui relèvent du domaine de l'Etat, se trouvent sur notre sol les forêts des Communes et des Etablissements Publics, réparties sur notre territoire d'une façon tout autre que celles de l'Etat.

Par suite de la confiscation des biens ecclésiastiques, opérée par décret de l'Assemblée Nationale en date du 19 décembre 1783, l'Etat se trouve propriétaire de forêts, dans tous les départements à quelques exceptions près, mais son domaine se trouve surtout groupé en masses importantes : en Lorraine, Bourgogne, Champagne, venant pour la plupart des anciens ducs et comtes de ces provinces ; dans les environs de Paris, la Normandie, les bords de la Loire, autrefois parties intégrantes du domaine royal ; dans le Midi, où le Comté de Foix (Ariège) possède encore une grande étendue boisée originairement propriété personnelle d'Henri IV ; enfin dans les dunes de Gas-

cogne plus récemment fixées par d'importantes plantations.

Les biens des communes sont surtout situés à l'est du méridien de Paris. Une ligne passant par Dunkerque, Beauvais, Paris, Bourges, Carcassonne couperait la France en deux parties, dont l'une aurait tous les bois communaux, l'autre rien.

Si l'on excepte les régions Pyrénéennes et sous-Pyrénéennes où la montagne noire du Tarn et les landes de Gascogne occupent une place importante, l'on pourrait dire, que les bois communaux n'existent pas dans l'Ouest.

Nos Départements les plus riches en forêts communales sont ceux de Meurthe et Moselle, de la Meuse, des Vosges, de la Haute-Marne, de la Haute-Savoie, de la Côte d'Or, du Doubs et du Jura, qui en comptent chacun une centaine de millé hectares.

Et cette quantité importante de bois d'après les articles 1^{er} et 90 du Code forestier est soumise au régime forestier, pour la presque totalité du moins, puisque sur 2.445.353 hectares, 268.142 hectares seulement échappent à la régie de l'administration.

Comment justifier cette ingérence de l'Etat sur ces domaines, qui ne sont pas siens ?

Est-ce une question de méfiance vis-à-vis des administrateurs ?

Si l'on s'en tenait aux premières lignes du rapport que Monsieur Favard de Langlade présentait sur ce

chapitre à la Chambre des Députés, l'on pourrait être tenté de le croire.

« Les biens, que possèdent les Communes et les Etablissements publics sont administrés par des mandataires légaux, dont il serait imprudent que les pouvoirs ne fussent pas limités. La prospérité des agrégations diverses concourent au bien général de la grande communauté, qui les réunit toutes, il importe au Gouvernement d'imprimer une bonne direction à la gestion de leur fortune et de les préserver des conséquences dangereuses d'une administration trop indépendante. »

Cependant, il nous semble que les conseils municipaux, tout comme les conseils d'administration de nos établissements publics sont, de par leur recrutement, et de par la volonté du législateur composés surtout d'hommes mûrs, déjà pleins d'expérience, et qui, dans les pays forestiers, ont tous, de par le milieu même où ils vivent, une connaissance assez grande de la forêt.

D'autre part, leur nombre n'assure-t-il pas au milieu des assemblées une discussion, d'où devra sortir la lumière; et serait-ce trop présumer du bon sens français que de croire que la sagesse, qui veut la conservation des forêts, serait respectée ?

Pour la majorité des cas, nous ne le croyons pas ; car à côté de toutes considérations d'intérêt national. l'intérêt direct et bien compris des communes se

trouve immédiatement en jeu. Laisser piller, arracher ou détruire par des usages mal surveillés ou des coupes abusives les forêts des communautés, ce sont là actes d'une imprévoyance vraiment coupable, car quelles ressources pourrait-on tirer par la suite d'un sol ainsi réduit à l'état de maquis !

Sans doute le mode d'exploitation des forêts communales risquerait de manquer d'uniformité, mais le mal serait minime, presque négligeable et insuffisant pour justifier l'ingérence de l'Etat.

Ce qui serait plus grave, c'est si, laissant de côté cette sage administration dont nous parlions, des administrateurs, par négligence, par complaisance coupable ou pressés par quelques besoins d'argent, jugés plus ou moins impérieux, anéantissaient, d'un seul coup, cette propriété commune dont la gestion leur est confiée pour en percevoir immédiatement tous les fruits, au risque de supprimer à jamais un revenu quelconque.

Agir ainsi, c'est bien se comporter en propriétaire qui jouit, selon la vieille formule, du droit d'abuser sur sa propre chose, cependant semblable procédé nous paraît illicite, car ces forêts, qui sont propriété de la commune ou de la communauté, ne relèvent du pouvoir des administrateurs que pour la juste perception des fruits qu'elles produisent; la génération précédente n'avait pas plus le droit de priver de cette jouissance la génération actuelle que celle-ci d'en frustrer la génération future,

Aussi, pour prévenir de tels abus, une loi vigilante s'imposait, et ce d'autant plus que ce que nous appellerons le règne de tel ou tel administrateur est toujours limité à un temps très court, et que la tentation n'est que plus forte pour celui-ci de profiter de son passage au pouvoir pour réaliser au détriment de ses successeurs.

À côté de cette raison impérieuse de limiter les droits de jouissance des communes et établissements publics, il convient de rappeler que la loi du 14 décembre 1789 place les conseils municipaux sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives. « La protection, dont ont besoin les communes et établissements publics, a toujours pris sa source dans une sage fiction, qui, les regardant comme mineurs, justifie la prévoyance du législateur et l'intervention tutélaire de l'autorité dans le maniement de leurs propres affaires. » (Favard de Langlade. Rapport à la Chambre des Députés.)

La limitation des droits des administrateurs des communes ou des établissements publics nous apparaît donc en elle-même comme une mesure dictée par une sage prudence et tout à fait conforme à notre droit administratif; mais que dire d'une limitation, se traduisant par une soumission au régime forestier dans les termes édictés par l'art. 90 du Code forestier? « Sont soumis au régime forestier, d'après l'art. 1^{er} de la présente loi, les bois taillis ou futaies apparte-

nant aux communes et aux établissements publics, qui auront été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière par l'autorité administrative sur la proposition de l'administration forestière et d'après l'avis des conseils municipaux ou des administrateurs des établissements publics. »

L'importance de la question est très grande, car le régime forestier n'est autre chose qu'un ensemble de règles spéciales, édictées pour l'administration des forêts, c'est-à-dire : « un régime d'exception dont l'effet est de placer les bois, qui y sont soumis, en dehors du droit commun, soit en leur imposant un aménagement particulier et en apportant de nombreuses restrictions au droit de propriété, soit en créant à leur profit des servitudes spéciales au préjudice d'héritages voisins, soit enfin en établissant, pour un grand nombre de contestations dont ils peuvent être la source, des juridictions exceptionnelles tant dans l'ordre judiciaire que dans l'ordre administratif. » (Meaume.)

L'on pourra sans doute objecter que les communes ou établissements publics auront à faire connaître leur avis sur la possibilité ou la non possibilité d'aménagement de leur bois, possibilité qui une fois reconnue, suffira pour faire classer ceux-ci sous le régime forestier; mais en définitive un décret interviendra et l'on peut se demander ce que pèsera un avis du conseil municipal, un avis du conseil général (loi de 1871) mis en

parallèle avec un rapport du préfet ou de l'administration forestière? et il nous apparaît en définitive que ces avis ne sont exigés en quelque sorte que par simple politesse, et avec la ferme volonté de n'y apporter aucun crédit, si besoin est.

Cette dernière remarque, en ce qui concerne la soumission de telle ou telle forêt, communale ou d'établissement public, au régime forestier, ne constitue d'ailleurs pas dans notre esprit une critique, car nous l'avons dit, le régime forestier est un régime exorbitant du droit commun et privatif de droits pour le propriétaire; dans ces conditions nul ne s'y soumettrait de bon gré; et il est bien à prévoir que les avis seraient souvent opposés à la soumission au régime forestier. Les respecter dans ces conditions serait laisser sans effet l'art. 90 et priver le patrimoine communal ou d'établissements publics d'une réglementation, que nous avons reconnue nécessaire.

Mais quelle est l'étendue de cette réglementation?

Lorsque nous envisageons l'administration de ces mêmes bois, qu'il s'agisse d'aménagement, de modification d'aménagement, de vente ou, ce qui est plus grave, de coupes extraordinaires ou de défrichements nous retrouvons deux organisations, l'une constituée par les propriétaires usufruitiers ou leurs représentants, l'autre par l'administration forestière.

Pour l'ordonnance d'aménagement, nous avons vu plus haut le rôle respectif de ces groupes. Quant aux

ventes, l'art 100 du Code forestier, nous semble suggestif. « Les ventes des coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires, seront faites à la diligence des agents forestiers et en présence du maire ou d'un adjoint pour les bois des communes et d'un des administrateurs pour ceux des établissements publics, sans toutefois que l'absence des maires ou administrateurs dûment appelés entraîne la nullité des opérations. »

Au contraire, l'agent forestier est-il absent : « Toute vente ou coupe effectuée par l'ordre des maires des communes ou des administrateurs des établissements publics, en contravention au présent article, donnera lieu contre eux à une amende qui ne pourra être au-dessous de 300 fr., ni excéder 6000 fr., sans préjudice des dommages intérêts qui pourraient être dus aux communes ou établissements propriétaires. Les ventes ainsi effectuées seront déclarées nulles. »

En ce qui concerne le défrichement, l'article 91 fait défense absolue de défricher sans autorisation expresse et formelle du gouvernement. Il est vrai que le Conseil général devra fournir son avis. (10 août 1871.)

Quelques faits nous paraissent dignes d'être mentionnés ici ; ils marquent une évolution dans le sens de la limitation des droits de propriété.

Autrefois, d'après le Code de 1827, les communes ou établissements publics avaient le choix des gardes, auxquels la défense de leur propriété forestière devait

être confiée, à charge d'obtenir l'agrément de l'administration forestière qui pouvait d'ailleurs contrôler ceux-ci et les faire révoquer par le préfet si besoin était.

Une loi du 25 mars 1852 vint retirer le pouvoir de nomination aux propriétaires pour le confier aux préfets, en laissant subsister les art. 97, 98 et 99 du Code, réglant les pouvoirs de l'Administration forestière sur ces gardes. De nos jours, la question est résolue par la loi du 30 octobre 1919 qui domanialise les préposés forestiers communaux.

Dans le même ordre d'idées, mais d'une manière non moins significative, nous rencontrons le décret du 26 novembre 1918, portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'application de la loi du 2 juillet 1913 relative au reboisement et à la conservation des forêts privées, qui dans son paragraphe 3 stipule: « Les associations reconnues d'utilité publique ne peuvent, en vertu de l'article 2 de la loi du 2 juillet 1913, acquérir à titre onéreux des bois, forêts ou terrains à boiser, ni conserver des bois, forêts ou terrains à boiser acquis à titre gratuit, qu'autant que le conservateur des Eaux et Forêts de la région des biens aura reconnu les terrains susceptibles de reboisement et les bois ou forêts susceptibles d'exploitation régulière ou de reconstitution. En cas de contestation à ce sujet de la part du conservateur, il est procédé à une vérification contradictoire

au vu de laquelle il est statué par le Ministre de l'Agriculture.

La décision reconnaissant les terrains susceptibles de reboisement, et les bois et forêts d'exploitation régulière ou de reconstitution, comportera de plein droit leur soumission au régime forestier. »

Plus récemment, la loi du 25 mars 1922 dispose : « Si un conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés par une dépense obligatoire, ou allouait une somme insuffisante, l'allocation serait inscrite au budget par décret du Président de la République pour les communes dont le revenu est de neuf millions et au-dessus, et par arrêté du préfet pour celles d'un revenu inférieur. »

Aux apparences, quelqu'un de non prévenu serait presque en droit de se demander : qui, des communes ou établissements publics d'une part, ou de l'administration d'autre part, est le propriétaire ?

Nous ne trouvons que deux cas où le véritable propriétaire agit seul, sans autorisation.

Le premier, le seul de quelque importance est consacré par l'article 105 du Code forestier, c'est lorsqu'il s'agit de coupes affouagères, « chaque année, dans la session de mai, le conseil municipal déterminera lequel de ces trois modes de partage sera appliqué (1).

Il pourra aussi décider la vente de tout ou partie de l'affouage au profit de la caisse communale ou des affouagistes — 8 avril 1910. — Dans ce cas la vente

(1) Le partage peut avoir lieu : ou bien par feu ou bien moitié par chef de famille ou de ménage et moitié par tête d'habitant ou bien par tête d'habitant. Art. 105, *Code forestier*, § 1.

aura lieu par voie d'adjudication publique, par les soins de l'administration forestière. »

Le second vise le cas où un affouagiste, après délivrance par l'autorité forestière, n'aurait pu emmener sa part d'affouage, faute d'avoir acquitté sa taxe affouagère. Le maire peut disposer des bois... ce qui se comprend puisque une autorisation des Eaux et Forêts est déjà intervenue.

A côté de cette diminution des droits du propriétaire, il nous faut signaler une autre charge très lourde, imposée par l'article 93 du Code forestier. « Un quart des bois, appartenant aux communes et aux établissements publics sera toujours mis en réserve lorsque ces communes ou établissements posséderont au moins 10 hectares de bois réunis ou divisés. Cette disposition n'est pas applicable aux bois peuplés totalement en résineux. »

Cette prescription a pour origine une ordonnance royale de 1537, dans laquelle François I^{er} interdit à tous évêques et abbés de couper leurs bois de haute futaie.

A la suite de celle-ci les chevaliers de Jérusalem, pour se refuser à l'impôt, se prévalurent de ce que l'ordonnance de 1537 les privait des ressources nécessaires; en 1561 une autorisation de vente partielle leur fut accordée, et dans une ordonnance réglant l'aménagement des forêts royales, fut insérée une clause étendant aux communautés ecclésiastiques

l'obligation de laisser croître en futaie, le tiers de leur domaine boisé.

Une ordonnance de 1573 réduisit du tiers au quart la portion qu'il fallait laisser croître en futaie; puis dans l'ordonnance générale de 1597 nous retrouvons la disposition suivante: « Pour remettre et conserver à l'avenir le plus qu'il sera possible de bois en nature de haute futaie; avons ordonné et ordonnons, conformément aux édits faits par nos prédécesseurs, que tous ecclésiastiques et communautés, ayant bois et forêts communes en usage, seront tenus à réserver et garder une tierce partie pour remettre et conserver en bois de haute futaie. »

Avec l'ordonnance de 1669, la partie réservée fut ramenée du tiers au quart. « Voulons que.... la quatrième partie, au moins, des bois dépendant des évêchés; abbayes, bénéfices, commanderies et communautés ecclésiastiques soit toujours en nature de futaie. (Ord. 1669. Ch. II, titre XXIV, art. 2). Le surplus des bois taillis sera réglé en coupes ordinaires de 10 ans au moins. (Art. 3.)

Et le titre XXV de la même ordonnance dans ses articles 2 et 3 édicte les mêmes prescriptions pour tous les bois communs.

Ainsi est parvenu jusqu'au Code forestier cette institution dite du quart en réserve. Il convient de noter à ce sujet que l'ordonnance de 1669 ne fait aucune distinction d'essence, quant à la réserve, alors que l'art.

93 du Code forestier exclut formellement les massifs d'essence résineuse.

Lors de la discussion du Code forestier, une controverse s'était élevée à ce sujet à la Chambre des Députés entre M. Nicod de Rouchaud et M. Dudon :

Le premier demandait la suppression de la disposition finale de l'art. 93, présentant comme argument que l'intérêt bien compris des communes était précisément la conservation de ces quarts en réserve, qui fournissaient, et l'ombre nécessaire au développement des jeunes sujets et les bois d'œuvre de grandes dimensions : le fait était pour lui si incontestable que malgré un arrêt du Conseil d'Etat de 1730, décidant que les forêts de sapins de Franche-Comté ne seraient pas obligées d'avoir des quarts en réserve, l'usage avait prévalu de conserver ceux-ci, conformément à une jurisprudence admise dans le Dauphiné.

À quoi, M. Dudon, rétorquait : certainement, là où les quarts en réserve existent, nous ne demandons point de les abolir, mais là où ils ne sont point imposés, ne les imposons pas ; le mode d'exploitation des pineraies est tout différent de celui des taillis, et il est inutile de venir changer le mode de jouissance des communes dans ces sortes de forêts. Ce fut cette manière de voir qui prévalut.

Pour reculée que soit l'origine des quarts en réserve, se justifient-ils aujourd'hui ?

C'est une lourde charge avons-nous dit :

En effet, ou bien ce quantum du quart est pris sur l'étendue boisée, et alors c'est toute une partie qui ne rapportera rien ou presque rien pendant de longues années; puis quand viendra l'époque de leur maturité, il faudra se contenter de jouir de l'ombre de ces grands arbres, jusqu'à ce que leur âge augmentant, ils dépérissent eux aussi peu à peu (1)! alors, mais alors seulement, c'est-à-dire lorsqu'ils auront perdu de leur valeur, l'autorisation de les couper pourra être obtenue sans invoquer le cas de nécessité.

Ou bien, c'est sur la totalité du sol forestier des collectivités que sera prélevée la réserve en laissant

(1) « Les forêts domaniales ou communales possèdent souvent des arbres renommés dans la contrée, soit par les souvenirs historiques qui s'y rattachent, soit par l'admiration qu'inspirent la majesté de leur port ou leurs dimensions exceptionnelles. De tels arbres font partie de la richesse esthétique de la France, ils ajoutent à la beauté du paysage... ils font aimer et apprécier une forêt.

» J'attache la plus grande importance à ce qu'ils soient, de la part du service forestier, l'objet d'une protection constante. On ne devra sous aucun prétexte les comprendre dans les exploitations, tant qu'ils donneront quelques signes de vitalité. » *Circulaire administrative du 29 juin 1889* de M. DUBRÉE, Directeur Général des Forêts.

Dans le même sens: *Revue mensuelle du Touring Club de France* d'octobre 1912 protestant contre l'abatage d'arbres en forêt de Fontainebleau, où dans la partie, dite artistique, les plus beaux sujets, même dépérissants ne sont vendus que lorsqu'ils sont complètement morts, à moins qu'ils ne soient abandonnés à la pourriture sur le sol même, où le vent les a couchés.

L'Etat perd de la sorte un revenu considérable.

croître, au-delà des révolutions usuelles, des baliveaux choisis parmi les plus jolis sujets pour en faire des arbres de bois d'œuvre : pour ceux-ci nous aurons les mêmes inconvénients que pour les quarts réservés en futaie, et en outre, de par leurs branchages et leurs racines, ils appauvriront le sol, le couvriront d'un feuillage si épais, que le plus souvent au bout de deux ou trois coupes, ils auront tué autour d'eux toute végétation.

Dans ces conditions l'impérieuse nécessité peut seule justifier semblable institution. Disons de suite que nous ne la voyons pas.

Très sage était cette mesure des quarts en réserve quand le fer était inconnu, quand les grands bois devaient fournir et les charpentes des maisons, et les arbres des moulins à vent, et les poutres de nos ponts, et les bois de nos vaisseaux. Que Colbert, qui rêvait de faire de notre marine la première du monde, ait conservé cette réserve, cela nous semble tout naturel, et eût été presque folie de sa part de n'y point songer : mais aujourd'hui la charpente métallique ou en ciment armé supplée au bois, le minotier n'a que faire des moulins à vents, les Ponts et Chaussées ne pensent plus aux ponts en bois, nos arsenaux eux-mêmes font appel aux métaux pour remplacer cette matière.

A quoi bon, dans ces conditions, maintenir une législation surannée ?

En dehors des cas où le maintien du sol ou la

vigueur des rayons solaires trop vifs l'exige, c'est-à-dire dans les pays de montagne ou de sable, nous ne voyons nulle utilité à maintenir cette réglementation. Non que nous estimions néfaste cette méthode de culture qui cherche à régénérer le sol forestier, en quelque sorte automatiquement, en ménageant de vieux arbres qui assurent les semis, mais semblable procédé demande parfois une grande différence dans le marquage des bois et toujours beaucoup de latitude laissée à l'opérateur; il nous semble qu'imposer une proportion quelconque de réserves ne peut être que nuisible.

Nous référant d'ailleurs à l'exemple de la Franche-Comté, qui, bien qu'exemptée de l'obligation des quarts en réserve, préfère s'y soumettre, parce que tel lui semble être son intérêt, nous ne voyons pas quel danger l'abrogation des quarts en réserve ferait courir à nos forêts; et ce surtout qu'elles sont pour l'aménagement, le martelage, leur exploitation; leur vente soumises au régime forestier.

L'on nous objectera: que ce n'est pas par une idée de défiance vis-à-vis des administrateurs forestiers que l'article 93 a été maintenu, mais que si son abrogation n'a pas été décidée, c'est pour conserver aux communes une source de revenus où elles pourront puiser en cas de nécessité.

Nous répondrons que pour se faire une opinion sur le bien-fondé de cette affirmation, il suffit de se repor-

ter : aux termes mêmes de l'ordonnance d'exécution : « Hors le cas du dépérissement des quarts en réserve, l'autorisation de les couper ne sera accordée que pour cause de nécessité bien constatée, et à défaut d'autres moyens d'y pourvoir » ; ou encore à l'arrêté ministériel du 4 février 1837, qui, précisant les époques où les demandes en autorisation de coupes des quarts en réserve devront être formées, précise dans son paragraphe 4 : « les demandes, qui ne seraient pas adressées aux conservateurs dans le délai fixé par le paragraphe 2 de l'art. 1 seront renvoyées au travail de l'année suivante... sauf les cas de demandes nécessitées par la force majeure. »

Sans nier qu'il est des circonstances où les communes ou établissements publics, ont trouvé dans leurs quarts en réserve des ressources précieuses : il nous semble que bien d'autres moyens existent pour constituer aux communes des ressources extraordinaires : mise de côté d'une partie de l'argent provenant de la vente de leurs bois — augmentation de la taxe affouagère... et puis, nous l'avons vu, beaucoup de communes en France ne possèdent aucune forêt, et cependant, tout comme leurs sœurs plus privilégiées, elles ont ou peuvent avoir, elles aussi, des besoins urgents ou extraordinaires, auxquels elles savent faire face.

Supprimer les secours des quarts en réserve, c'est donc, remettre toutes nos communes dans le même droit commun ; et les habitants de celles, qui, autre-

fois, puisaient dans leurs bois réservés, pour faire face à des dépenses imprévues, paieraient, il nous semble bien volontiers, les centimes additionnels qu'on leur pourrait demander, car ils en seraient largement indemnisés par l'augmentation de leur revenu forestier.

Nous avons indiqué plus haut, cette anomalie existant entre les collectivités propriétaires, qui ne décident rien et leurs gérants, qui se comportent en maîtres presque absolus. Bien que fondé sur cette sorte de substitution à l'infini, au profit des générations futures, reposant sur la propriété des communes ou établissements publics, et sur cette fiction administrative, qui voit dans ces derniers des êtres mineurs, dont la tutelle est confié au gouvernement, le régime actuel fut l'objet de plusieurs essais de modifications, tendant à augmenter l'influence de ces propriétaires sur l'administration de leur chose. Des propositions furent faites en ce sens tant au Sénat qu'à la Chambre des Députés.

Une première de Monsieur Ordinaire (1870) aboutit à la loi de 1871. Au lieu de faire trancher tous les différends par les Conseils Généraux, comme le proposait l'honorable député, l'on rendait obligatoire l'avis de ces conseils pour les questions importantes. Il y avait là un geste de bonne volonté, mais peut-être dangereux. Les Conseils Généraux sont sans doute des corps électifs et administratifs ; mais leur tendance

est parfois assez marquée à abandonner ce rôle d'administration, qui leur est dévolu pour se mêler de politique ; or introduire la politique, à quelque degré que ce soit, dans une administration est certes un fait regrettable ; mais lui permettre de se glisser dans l'administration des forêts, qui constitue essentiellement, une œuvre de longue haleine, nous paraît l'équivalent d'une catastrophe irréparable, susceptible d'entraîner à brève échéance la ruine de ce patrimoine, que l'on voulait défendre.

Peu de temps après, Monsieur Viette, Ministre de l'Agriculture déposa en 1887 un projet d'un autre ordre, la fin de la législature ne permit point au Sénat de l'examiner.

Il fut repris en 1892 par Monsieur Philippon à la Chambre des Députés. Ce dernier proposait une commission arbitrale mixte, où se trouveraient côte à côte des représentants des corps élus, des délégués du gouvernement, des membres de l'administration forestière, ceux-ci d'ailleurs en majorité.

Ajoutons que cette commission serait quant à ses décisions soumise au Ministre de l'Agriculture.

Une commission de ce genre présente certes de gros avantages ; il serait à notre sens regrettable seulement d'y voir figurer des conseillers généraux, le trésorier-payeur général et le préfet.

Admettant à la rigueur ce dernier, en tant que tuteur légal des communes et établissements publics,

pour les motifs donnés plus haut, nous écarterions les conseillers généraux; quant au trésorier-payeur général malgré sa compétence financière incontestable, et la haute autorité qui s'attache à sa personne, nous ne voyons point sa place dans semblable commission, qui devrait comprendre des officiers forestiers et des représentants autorisés des collectivités propriétaires, les premiers en nombre double des seconds, de manière à ce qu'en cas de conflit, l'intérêt forestier c'est-à-dire national, l'emporte assurément.

Mais, dira-t-on, il n'y aura rien de changé, tout comme auparavant, les véritables propriétaires seront submergés.

Si, il y aura quelque chose de nouveau, ceux-ci auront pu présenter leurs revendications et si elles sont justes et soutenables, il aura suffi que les propriétaires rangent à leur opinion tel ou tel officier forestier pour faire triompher leur thèse : en un mot, ils auront non plus voix consultative, mais voix délibérative.

Que l'on ne s'y trompe point, répliqueront les gens opposés à cette réforme, les officiers forestiers feront bloc et voteront tous comme un seul homme. C'est là, pensons-nous, un préjugé que ne soutiendra aucun de ceux qui ont approché cet admirable corps qui constitue l'administration forestière; son libéralisme est tel qu'en l'état actuel des choses nous ne considérons pas comme si illusoire que l'on pourrait le croire,

le recours hiérarchique administratif, qui passant de l'inspecteur local à l'inspecteur principal, de celui-ci au conservateur et de ce dernier au directeur des forêts constitue à nos yeux une garantie sérieuse de saine justice.

Et cette largeur de vue, que nous signalons, a peut-être contribué davantage à faire accepter la domania-
lisation des gardes communaux que la difficulté éprouvée par les collectivités propriétaires pour trouver des préposés communaux.

Il n'en reste pas moins que l'intérêt de semblable projet ne peut échapper, car l'esprit même de l'administration forestière, auquel nous devons tant de difficultés aplanies, n'est point à l'abri de changement, tel par exemple, celui qui pourrait être provoqué par une modification apportée dans le recrutement de son personnel.

CHAPITRE III.

Les Particuliers

§ I. — Etendue du droit de propriété quant aux domaines forestiers.

Grâce à l'esprit de l'administration forestière, à la compétence indiscutable de ses agents, peut-être un peu à l'accoutumance, la question des bois communaux et d'établissements publics passe au second plan; mais nous le devons aussi à une nouvelle tendance collectiviste, qui faisant réaction contre l'esprit individualiste révolutionnaire, voit dans la conservation des forêts une question d'intérêt public tellement importante que le respect dû à la propriété privée, ne semble même plus un obstacle suffisant pour préserver les bois des particuliers de la main-mise de l'Etat.

Ceux-ci, conformément à l'article 544 du Code civil, ont en effet sur leurs biens « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'ils n'en fassent pas un usage prohibé par les lois ou les règlements » ou, pour reprendre les vieux termes du Droit romain, ils ont sur leur chose l'usus, le fructus, l'abusus.

En régime de liberté absolue le propriétaire peut

donc planter son champ en bois ou arracher son bois pour remettre son champ en culture. S'il lui plaît de laisser croître ses arbres, il peut le faire de même qu'il lui est loisible de les couper quand et comme il lui convient.

Quand il lui convient, c'est-à-dire à l'âge de ses bois ou à la saison de l'année qu'il lui plaît.

Comme il lui convient, c'est-à-dire abattre d'une même fois tous ses arbres, ce sera la coupe à blanc estoc, arracher les souches — ce sera du défrichement, — laisser repousser son bois qui lui donnera du taillis simple. Il peut encore couper son bois en laissant grandir sur son terrain quelques sujets plus ou moins nombreux, — il aura alors du taillis sous futaie — ces sujets réservés, il aura le droit de les choisir lui-même, ce sera son opération de martelage ; il lui est également licite de ne retirer de son bois que quelques pieds d'arbres pour élever les autres en bois de haute futaie, il fera ainsi une coupe jardinatoire.

Si l'étendue boisée, qu'il possède, est un peu importante, il aura la faculté de se fixer à lui-même un aménagement, c'est-à-dire de limiter chaque année la coupe de ses bois à telle ou telle étendue de manière à avoir un revenu presque fixe, ou bien de considérer ses bois comme une réserve, dont il percevra le produit le jour, à l'heure, et dans la mesure qui lui conviendra.

Qu'il se comporte de l'une ou de l'autre de ces manières il ne fera qu'user de son droit de propriété

et ce droit n'a-t-il pas été proclamé inviolable et sacré ? et n'est-il pas confirmé expressément dans l'article 2 du Code forestier. — Les particuliers exercent sur leur bois tous les droits résultant de la propriété, sauf les restrictions qui seront spécifiées dans la présente loi — et cependant ce droit est aujourd'hui menacé.

La poussée socialiste, que nous enregistrons de nos jours, n'est pourtant pas encore parvenue à rayer de nos institutions le droit de propriété. Aussi pour justifier l'intervention du Gouvernement dans la gestion des forêts particulières, met-on en avant l'intérêt supérieur qu'offre pour une nation la partie boisée de son sol.

On a parlé d'une crise ouvrière qui résultera, dit-on, infailliblement dans un temps très court des coupes de bois abusives, qui ont lieu actuellement sur notre territoire.

Après nous avoir montré des chômeurs, sans espoir de travail, avec des familles dans la misère et tout le triste cortège qui accompagne semblable crise, l'on a cherché à persuader à l'agriculture, que faute d'une loi précise, rigoureuse, immédiate, les massacreurs de bois allaient tarir les rivières et les fleuves, et transformer en désert notre si riant pays.

Il n'est jusqu'à notre industrie elle-même que menace d'anéantir cette rage dévastatrice des propriétaires, qui livrent à la hache les arbres parfois

séculaires, où le manufacturier trouvait les bois de charpente et d'œuvre, matières premières indispensables à son usine.

Enfin, un dernier tableau manquait : celui de ces villages et de ces faubourgs inondés avec toute la désolation qu'entraîne ce fléau, qui lui aussi était imputable à la destruction effrénée des beaux bois de France.

Ce dernier argument avait un grand mérite, il frappait plus vivement que les précédents l'esprit des masses, et puis la Seine en ces dernières années se montra menaçante, d'où un regain d'actualité contre ce qu'on a appelé la déforestation; et surtout il parlait au cœur même de la capitale, aux portes mêmes de la Chambre des Députés, il touchait la population parisienne, qui aime bien que ses représentants l'écoutent et qui sait, au besoin, le leur rappeler.

Si bien qu'aujourd'hui, la presse, la poésie, l'opinion publique aidant, nous nous trouvons en présence de textes et de propositions tendant à donner à l'administration forestière le contrôle des bois particuliers, documents sur lesquels nous reviendrons.

De tous les motifs indiqués, bien peu nous ont paru convaincants :

La crise de chômage et de misère ne nous paraît nullement à craindre; dans notre pays, combien n'appelle-t-on pas d'ouvriers étrangers, parfois bien indésirables pourtant, pour suppléer à notre main-

d'œuvre nationale, qui, de par la guerre et notre faible natalité, reste trop souvent défailante.

Le problème industriel nous laisse d'une indifférence complète, car, que l'on ne s'y trompe point, il y a là une question d'intérêt privé qui guide ces réclamations; il ne s'agit pas de savoir si l'intérêt national l'emportera sur l'intérêt privé, mais bien si l'intérêt de tel ou tel usinier, l'emportera sur celui du propriétaire.

En effet, en admettant qu'il soit prouvé que le bois d'œuvre, c'est-à-dire les vieux arbres présentant de fortes dimensions et une certaine rectitude, deviennent plus rares en France, nous ne voyons nullement pourquoi une industrie aurait à s'en plaindre. Si leur nombre va en décroissant, c'est donc que dès aujourd'hui la demande de ces bois est supérieure à leur production; or, s'il s'agit de chênes, par exemple, il faut admettre un minimum d'un siècle et demi pour qu'un jeune baliveau devienne propre aux bois d'œuvre; dans ces conditions, la quantité totale de cette catégorie du matériel ligneux serait donc à répartir sur 150 ans; mais réduire pendant 150 ans à la disette une industrie quelconque, n'est-ce pas par avance la condamner à mort ?

La vérité est toute différente : les industries, quelles qu'elles soient, qui emploient du bois ne sont nullement menacées, elles puisent autant qu'il leur est possible dans nos forêts françaises; puis, comme en

dépît des prix assez élevés, parfois offerts, elles ne peuvent avec nos bois suffire aux besoins de leurs clientèles, elles font appel aux bois étrangers et coloniaux pour le plus grand avantage d'ailleurs de nos colonies, dont les 100 millions d'hectares boisés sont encore en grande partie inexploités (1).

Que notre production nationale vienne à diminuer, elles puiseront dans une plus forte proportion parmi les bois exotiques et, comme il est à supposer que les moyens de transports et avec eux les possibilités de pénétration dans nos territoires coloniaux, n'iront qu'en s'améliorant et s'intensifiant, nous ne verrons alors à notre sens qu'une évolution économique normale, nous allions dire souhaitable.

Mais ce n'est pas à dire que certaines usines n'auront point à souffrir; ce seront celles qui, installés dans un centre insuffisamment boisé, auront vu disparaître tout le matériel ligneux qui les entourait et dont elles vivaient; pour subsister il leur suffira de sortir de la routine parfois séculaire, où elles se com-

(1) Monsieur Boutteville, Inspecteur Général des Travaux publics des Colonies évalue en 1919 la superficie totale de nos forêts coloniales à 100 millions d'hectares. Les colonies les plus riches en étendue boisée sont :

L'Algérie, 2.900.000 ha dont 2.500.000 à l'Etat ; le Maroc, 1.500.000 ha; la Guyane, 5.000.000 ha; la Côte d'Ivoire, 12.000.000 ha; Madagascar, 9.000.000 ha; le Gabon, 20.000.000 ha; l'Indo-Chine, 25.000.000 ha; le Cameroun, 15.000.000 ha.

plaisaient et de s'adapter au nouveau régime économique.

Ce régime est dès maintenant en transformation profonde : l'utilisation du fer, du ciment armé, et beaucoup d'autres applications des métaux ont retiré au bois un grand nombre de débouchés, d'où déjà un certain déséquilibre; et en outre le développement dans certaines régions (Sologne-Landes) des résineux, bois de moindre consistance que les essences dites dures — chêne, orme, frêne — n'était pas apparu à l'origine avec toutes ses conséquences. Or ces bois croissent beaucoup plus vite que le chêne et l'on peut compter qu'en une période variant de 60 à 100 ans, ces pins sont susceptibles de fournir des bois d'œuvre. Ceux-ci ne sauront suppléer en toutes occurrences les bois durs, mais, pour un grand nombre de cas, la substitution des uns aux autres n'aura aucun inconvénient sérieux.

Dans ces conditions, pourquoi sacrifier les droits du propriétaire à l'intérêt de l'usinier ?

Ce dernier, ou bien était installé dans la région depuis un long temps, et alors c'est lui-même qui a exploité les bois dont il critique la disparition, et il nous paraît difficile de le suivre dans cette voie, ou bien son installation était récente, l'emplacement qu'il s'était fixé était mal choisi, et pourquoi faire supporter à un autre une faute qui n'est imputable qu'à lui ?

Nous ne nous arrêterons pas à l'influence des forêts sur le climat, car ce n'est pas l'état boisé du sol qui est visé (nous verrons plus loin que le défrichement n'est point à redouter aujourd'hui), c'est la coupe abusive, c'est-à-dire celle qui ne respecte pas les grands arbres, qui est l'objet de toutes les critiques.

Le rôle des forêts est à ce point de vue certain et bienfaisant (1). D'observations faites à Nancy, il résulte que la pluie est plus abondante sur les massifs boisés qu'en plaine, que la température y est plus douce.

« La sécheresse peut affecter deux formes, écrit M. Descombes, insuffisance de pluie ou insuffisance du débit des sources. La forêt atténue la première en facilitant les précipitations atmosphériques; elle produit ainsi un premier effet sur l'alimentation des sources par les pluies qu'elle provoque; la forêt contribue en outre à leur perpétuité par le ralentissement imprimé au ruissellement (2). »

Et M. Jacquot (3) dans son livre, « La Forêt, son rôle dans la nature et la société » cite de nombreux exemples de sources supprimées par le déboisement.

Dans un article publié dans « Je sais tout »,

(1) Les forêts précèdent les peuples, les déserts les suivent, CHATEAUBRIAND.

(2) DESCOMBES. *Eléments de Sylvonomie*, Bordeaux, 1913.

(3) JACQUOT. *La Forêt, son rôle dans la nature et la Société*, Paris, 1911.

M. Branly, inventeur de la télégraphie sans fil, écrit : « Les arbres sur les hauteurs, mais ce n'est rien moins par leur cime pointée vers le ciel, par leurs racines plongées dans le sol humide, qu'autant de paratonnerres déchargeant continuellement l'électricité atmosphérique, et empêchant ainsi l'accumulation de cette électricité dans les nuages, cette accumulation qui aboutit aux formidables décharges des orages (1). »

Reste enfin un troisième argument, les forêts sont nécessaires à la régularisation du régime des eaux.

Pour ancienne que soit cette assertion (2), elle ne nous en paraît pas moins contestable, en partie tout au moins, car à notre sens il faut distinguer selon les régions :

(1) *Moniteur des Scieries*, 27 février 1926.

«Combien pourrait-on citer de contrées en Prusse, qui florissantes, autrefois, ont été réduites à un état misérable par les défrichements des bois. C'est grâce à la destruction des forêts dans le Nehringen, que les côtes de la Baltique sont devenues la proie des vents et des tourmentes, que le sable des dunes a couvert des territoires autrefois fertiles, que des villages, où régnait le bien-être, ont totalement disparu. Dans les plaines de l'Est et du Centre on a vu surgir : tantôt des montagnes de sable mouvant, tantôt des marais immenses, là où jusqu'alors la forêt avait suffi à maintenir le sol et absorber les eaux stagnantes. En même temps, l'état hygrométrique de l'atmosphère s'est altéré, et les marécages engendrent en toute saison des brouillards, qui détruisent toute végétation aux alentours.»

OTTO VON HAGEN. «Les forêts en Prusse.» *Revue des Eaux et Forêts*, 1869-1870.

(2) En 1840, inondations suivies d'un projet de loi sur les forêts de protection.

1° En régions de montagnes il est certain que l'utilité des forêts est très grande, les racines des bois ou buissons qui les composent forment dans le sol généralement peu profond de ces hautes régions, un tissu aux mailles très serrées, dont la trame puissante, accrochée à toutes les aspérités, glissée dans toutes les fentes de la roche qui constitue le sous-sol, est en quelque sorte le seul obstacle naturel qui s'oppose à la mise à nu de cette roche. L'eau, en effet, si elle pouvait couler librement, de par la rapidité des pentes, aurait tôt fait d'entraîner la faible couche d'humus qui sauve de l'aridité ces pentes verdoyantes.

Au lieu de cela, l'eau canalisée se jette avec furie dans des torrents et ce, généralement, sans dommages pour les forêts voisines; d'autre part, les eaux de pluie se trouvent obligées de se filtrer à travers cet humus et n'arrivent que plus lentement aux torrents et ruisseaux. Sous ce rapport il est certain que les forêts jouent un rôle régulateur.

2° En toutes régions. Mais aux contrées montagneuses ne se bornent pas les visées du législateur, M. Durand, Ministre de l'Agriculture, vient précisément de déposer un projet de loi pour étendre le contrôle de l'administration forestière aux bois de plaine, car selon lui « un lien étroit existe entre la forêt et le régime des eaux. La forêt est un des meilleurs régulateurs des rivières et un puissant moyen de lutte contre les inondations, mais elle ne peut jouer son

rôle qu'autant que le massif boisé reste constitué normalement, pour que le sol forestier conserve toutes ses propriétés de perméabilité, lui permettant de retenir des quantités importantes d'eau et de les distraire momentanément du ruissellement, ce qui atténue les crues des rivières et les rend moins subites ».

Bien que ces considérations figurent dans l'exposé des motifs du projet de loi, déposé le 11 février dernier à la Chambre des Députés, nous ne pouvons les admettre sans réserve.

Sans nier un rapport possible entre le régime des pluies et les forêts, il nous semble bien difficile de pousser plus loin le rapprochement ; en acceptant même qu'une masse boisée à l'état de forêt vierge, c'est-à-dire sans chemin, sans sentier, sans fossé, puisse retarder le cours des eaux, nous ne croyons pas que nos forêts françaises, percées de chemins larges et nombreux, traversées de fossés d'écoulement profonds, établis précisément pour l'assainissement, puissent remplir cet office, et à notre avis, il ne faudrait point voir dans l'ouverture de ces chemins et fossés une erreur de gestion ; loin de là, les chemins étaient indispensables à la mise en valeur de notre richesse boisée et les fossés nécessaires au développement régulier des peuplements.

Et puis, entrer dans la voie de la réglementation pour l'ouverture de ces fossés, ce ne serait qu'à un abus de pouvoir ajouter une injustice tout à fait inu-

tile : une injustice d'abord, car pourquoi laisser noyer des plants forestiers et favoriser les drainages dans les autres catégories de culture, s'il fallait voir là une cause d'inondation, nous répondrions simplement que c'est la rançon du progrès.

Et en outre une injustice tout à fait inutile.

Pour s'en convaincre, il suffit d'interroger les faits ; remontant bien au-delà du Code forestier, nous retrouvons dans les annales françaises des inondations terribles.

Il y a eu sous Louis XIV une crue de la Seine plus forte, que celle de 1910 et plus loin de nous encore, au VI^e siècle, à une époque où d'immenses forêts recouvraient notre sol, Grégoire de Tours signale une inondation de la Seine s'étendant jusqu'à l'église Saint-Laurent, aujourd'hui gare de l'Est.

Dans ces conditions, comment attribuer aux forêts, un rôle qu'elles n'ont pas et ne sauraient avoir ; cette insistance à chercher en elles un remède contre les inondations ne viendrait-elle pas plutôt de l'insouciance du législateur, ou mieux de son impuissance à empêcher le renouvellement de semblable fléau.

Et puis, il est un autre fait qui parle éloquemment ; dès l'instant qu'il ne s'agit plus que de conserver au sol la qualité que lui confère la plantation de sujets forestiers, il ne peut plus être question de distinguer entre les bois de haute futaie et les taillis ; il est même admis qu'une surface faiblement boisée mais bien

couverte de buissons vaut autant qu'un taillis sous ce rapport.

Or sans compter les landes peuplées de bruyères ou de ronces, Monsieur Perdrizet, inspecteur des Eaux et Forêts évalue la surface totale des bois en France à 10.346.686 ha., et si l'on se reporte aux chiffres donnés en 1837 par Monsieur le Ministre des Finances, on enregistre une augmentation de 1.825.586 hectares, et si l'on cherche à voir quel est de l'Etat, des communes ou des particuliers la catégorie de propriétaires qui a le plus étendu son domaine forestier, on est presque surpris de constater, que ce sont les particuliers. Voici les chiffres respectifs :

Pour l'Etat l'augmentation est de	331.098 ha
Pour les Communes ou Etablissements	
publics	642.147 ha
Particuliers	852.341 ha

Les motifs donnés pour demander l'ingérence de l'administration forestière dans le domaine privé, nous semblent donc nettement insuffisants; et cependant, si nous interrogeons l'histoire, c'est bien vers le régime de la réglementation des forêts particulières qu'elle paraît s'orienter.

En 1550 Bernard de Palissy écrivait déjà : « Je suis tout émerveillé de la grande ignorance des hommes, lesquels il semble qu'aujourd'hui, ils ne s'estudient qu'à rompre, couper et déchirer les belles forêts, que

leurs prédécesseurs avaient si précieusement gardées, je ne puis assez détester une telle chose et ne la puis appeler faute, mais une véritable malédiction et un malheur à toute la France. »

Et les textes législatifs ne restent point en retard sur cette manière de voir : un édit du 11 juillet 1376 réglemente les droits d'usage et s'oriente vers les mesures propres à assurer la conservation des forêts ; après qu'une ordonnance de 1518 eut autorisé tout particulier à mettre ses bois sous la protection de l'administration nous trouvons l'ordonnance de 1563 interdisant aux particuliers de couper leur bois taillis, avant l'âge de dix ans et l'ordonnance de 1659, dont les art. 1 et 2 du titre XXVI sont très précis dans le sens de la limitation : « Art. I. Enjoignons à tous nos sujets, sans exception ni différence, de régler la coupe de leur bois taillis au moins à dix années avec réserve de 16 baliveaux en chacun arpent (1) ... et qu'au surplus ils observent en l'exploitation, ce qui est prescrit pour l'usage de nos bois, aux peines portées par les ordonnances... Art. II. Permettons aux Grands Maîtres et autres officiers des Eaux et Forêts la visite

(1) Une ordonnance d'Henri II, Paris 1554 prescrivait de laisser au moins 8 baliveaux par arpent sans compter les modernes et les anciens et autorisait les Grands Maîtres des Eaux et Forêts à faire vérifier dans les forêts des particuliers l'existence de la réserve imposée.

SAINCTYON. *Edits, ordonnances, coutumes et jugements*. Paris, 1610.

et inspection dans les bois des particuliers pour y faire observer la présente ordonnance.»

Il est vrai qu'en échange, les délits commis dans les bois des particuliers étaient punis des mêmes peines que ceux commis dans les forêts domaniales, art. V.

Nous pourrions répondre : autre temps, autres mœurs, tout droit de propriété alors ne venait-il pas se confondre entre les mains du roi, souverain maître et seigneur de toutes choses ; mais nous croyons trouver le véritable motif de ces prescriptions dans les termes mêmes de l'ordonnance générale de 1597 : « Pour remettre et conserver à l'avenir, le plus qu'il sera possible de bois en nature de haute futaie. » Si en 1669 nous retrouvons les textes cités plus haut, n'est-ce pas toujours dans le même but ? c'est-à-dire pour avoir le plus de bois d'œuvre possible et par là la possibilité d'une marine puissante ; car, ne l'oublions pas, ces textes émanent de l'époque de Colbert, et l'on connaît l'idée chère à ce ministre, conquérir l'empire des mers.

Aussi, indépendamment même du changement profond, produit dans notre législation par l'époque révolutionnaire, nous ne pensons pas qu'il convienne d'attacher une très grande importance à ce précédent historique ; car, nous l'avons dit, les conditions économiques sont toutes différentes, l'usage aujourd'hui général des métaux suppléant avantageusement au bois en beaucoup de cas.

La loi du 29 septembre 1791 vint rendre aux propriétaires la libre et entière disposition de leurs biens forestiers; cependant dans les années qui suivirent, l'on retrouve deux textes, qu'il convient de mentionner.

Le premier nous confirme dans la manière de voir que nous signalions : l'importance attachée aux besoins de notre marine primant toutes autres considérations. C'est le décret des 4 et 5 octobre 1793 autorisant à nouveau le Ministre de la Marine à faire effectuer des visites dans les bois de **tous** les citoyens sans exception et à y faire marquer les arbres jugés propres au service de la marine.

Le second est la négation complète de ce droit de libre disposition accordée par la loi du 29 septembre 1791. Le décret du 13 Pluviose, an II (4^{er} février 1794), stipule en effet que sur toute l'étendue de la France, il sera procédé à une coupe par anticipation dans tous les bois, et autorise les corps administratifs à faire procéder à cette coupe dans les bois des particuliers qui auront négligé, ou refusé de l'effectuer.

Semblable mesure était dictée aux législateurs de cette époque troublée, par la disette des bois, qui se faisait sentir à Paris.

§ II. — Les textes limitatifs des droits des propriétaires.

Quoi qu'il en soit de tous les motifs que nous venons d'examiner rapidement, nous nous trouvons aujourd'hui

d'hui, quant à la liberté laissée aux propriétaires forestiers en présence de plusieurs textes restrictifs :

- a) Les articles du Code forestier;
- b) Les règles fixées pour la conservation des terrains en montagne ;
- c) Les règles fixées pour la consolidation des dunes;
- d) Les règles fixées pour la lutte contre les incendies.

A) *Les articles du Code forestier.*

Nombreux sont les textes de ce code, qui traitent des bois non soumis au régime forestier, c'est-à-dire des forêts particulières. Nous pouvons cependant les diviser en deux groupes : ceux qui constituent une mesure de protection pour la conservation des forêts particulières, et ceux qui, en quelque sorte la contrepartie de ces faveurs accordées par le législateur, viennent édicter telle ou telle restriction aux droits des propriétaires. Réservant les premiers sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, limitons-nous ici aux textes restrictifs des droits de propriété.

Ces derniers se répartissent à leur tour en deux classes : ceux visant l'affectation à des services publics et ceux touchant à l'interdiction de défricher.

La loi impose aux bois particuliers la charge de concourir aux besoins de certains services publics.

Les articles 122 à 135 soumettent à l'obligation de fournitures à la marine à la fois les bois de l'Etat, des

communes et établissements publics et des particuliers; l'article 124 stipule en effet : « Pendant dix ans, à compter de la promulgation de la présente loi, le département de la marine exercera le droit de choix et de martelage sur les bois des particuliers, futaies, arbres de réserve, avenues, lisières et arbres épars.

Ce droit ne pourra être exercé que sur les arbres en essence de chêne, qui seront destinés à être coupés et dont la circonférence, mesurée à 1 m. du sol, sera de 15 décimètres au moins.

Les arbres qui existeront dans les lieux clos attenant aux habitations, qui ne sont point aménagés en coupes réglées, ne seront point assujettis au martelage. »

Les articles 125 et suivants donnent toutes précisions concernant les modalités d'application de ce droit de martelage par le service de la marine.

Saintcyon, dans son recueil des édits et ordonnances sur les eaux et forêts, nous rapporte des dispositions relatives aux fournitures à effectuer à la marine; elles émanent de Philippe le Long en 1318, de Philippe de Valois en 1346, de Charles V en 1377, de Charles VI en 1388 et 1402, de François I^{er} en 1515. L'origine de cette servitude était donc ancienne.

Depuis 1837 cette charge ne pèse plus sur les bois des particuliers. D'autre part un décret du 16 octobre 1858 autorise l'Administration des forêts à conserver et livrer directement chaque année, à la marine, les

bois extraits des forêts dépendant du domaine de l'Etat et propres aux constructions navales, ce qui, d'ailleurs, n'a lieu que fort rarement (1).

Les articles 136 à 143 font une situation un peu spéciale aux bois voisins du Rhin ; ils n'ont jamais donné lieu à controverse importante ; le but que doivent remplir les prélèvements faits aux propriétés : précautions à prendre contre les ravages possibles du Rhin — montrent suffisamment que les mesures édictées sont d'intérêt public. De plus l'article 136 précise bien la question en ne soumettant à cette charge les bois particuliers qu'en tout dernier lieu « dans tous les cas où les travaux d'endiguage ou de fascinage sur le Rhin exigeront une prompte fourniture de bois ou oseraies, le préfet, en constatant l'urgence, pourra en requérir la délivrance dans les bois de l'Etat, en cas d'insuffisance de ces bois, dans ceux des communes et des établissements publics et subsidiairement

(1) L'ordonnance de 1669, titre XXVI, art. 3, stipulait : « Ne pourront, ceux qui possèdent bois de haute futaie, assis à dix lieues de la mer et deux des rivières navigables, les vendre ou faire exploiter, qu'ils n'en aient six mois auparavant donné avis au Contrôleur général et au Grand Maître à peine de 3 mille livres d'amende et de confiscation des bois coupés ou vendus. »

Un règlement du 1 mars 1857 étendait cette mesure à tout propriétaire de bois de futaie, arbres épars, baliveaux ou taillis dans quelques lieux ou endroits qu'ils soient et à quelque distance que ce soit de la mer ou des rivières navigables.

enfin dans ceux des particuliers, le tout à la distance de 5 kilomètres des bords du fleuve.» (1)

A côté de cette prescription, le propriétaire doit encore, aux termes de l'article 145, supporter l'occupation temporaire par le service des Ponts et Chaussées, qui jouit de la faculté d'indiquer les lieux, où doivent être faites les extractions de matériaux pour les travaux publics, à charge d'ailleurs par l'entrepreneur desdits travaux de payer toutes les indemnités de droit (2).

(1) Des mesures analogues étaient déjà prescrites par le décret du 6 novembre 1813. Les particuliers, propriétaires de bois taillis ou autres, dans les îles sur les rives et à une distance de 15 kilomètres du cours du Rhin, seront assujettis à faire trois mois à l'avance, une déclaration de leur volonté d'abattre telle ou telle portion de leur bois, afin que l'administration... puisse se réserver les quantités de ces bois, que pourraient réclamer les travaux du Rhin. Les propriétaires, qui abattraient sans avoir fait dans les délais voulus la déclaration prescrite, seront traduits devant les tribunaux, pour y être condamnés à une amende fixée à 8 frs par stère, et à 20 frs par cent de fagots de bois de toutes essences, façonnés dans les coupes exploitées en contravention.

Le rayon d'application de cette servitude a donc été réduit des 2/3 par le Code forestier.

(2) L'indemnité à attribuer ne peut comprendre que la réparation des dommages causés par l'occupation temporaire... MEAUME, p. 412. *Commentaires du Code forestier*, tome II. Au cas, où les matériaux seraient pris dans une carrière en exploitation, l'indemnité pourrait comprendre la valeur des matériaux enlevés, mais par exploitation, il faut entendre une carrière fournissant au propriétaire : « un revenu assuré, soit qu'il l'exploite régulièrement pour lui-même ou pour ses

Ce privilège est d'origine très ancienne. Un arrêt du Conseil du roi du 4 septembre 1755 confirmatif des arrêtés précédents des 3 octobre 1667, 3 décembre 1672 et 22 juin 1706 autorise les entrepreneurs de travaux publics à prendre la pierre, le grès, le sable et autres matériaux pour l'exécution des ouvrages dans tous les lieux indiqués par les devis (1).

Mais il est une autre charge qui pèse beaucoup plus lourdement sur les bois des particuliers ; c'est celle édictée par le titre XV : « L'interdiction de défricher ». Semblable expression, paraît très explicite en elle-même, pourtant elle a donné lieu à d'assez nombreuses difficultés.

Défricher un bois, (2) c'est, au sens littéral du mot, extraire du sol toutes les racines ou souches des arbres qui y vivaient ; mais l'administration fores-

besoins, soit qu'il en fasse un objet de commerce en l'exploitant régulièrement par lui-même ou par autrui. » Décret du Conseil d'Etat du 6 septembre 1813 annulant un arrêté du Conseil de Préfecture des Landes du 6 janvier 1813 (affaire Lasalle).

Les lieux clos ne sont point soumis à cette servitude.

(1) Ces anciens arrêts du Conseil ont d'ailleurs été formellement visés par deux décisions du Conseil d'Etat, 5 novembre 1828 (affaire Pasquier) et 28 juin 1838 (affaire Latour-Maubourg).

(2) Défricher un bois, c'est selon M. Dupin : « arracher un bois, tronc et racines afin d'y faire passer la charrue. »

DUPIN. *Code forestier annoté.*

Selon la législation allemande le défrichement « est la transformation de la culture forestière en une autre culture, »

tière a étendu le sens qu'il convenait de donner au mot défrichement ; et elle a cherché à assimiler au défrichement toute opération ayant pour but ou pour conséquence de changer la nature de culture du sol ; en l'occurrence, faire d'un bois une lande, une prairie ou un champ labourable présente à ses yeux le fait constitutif du délit de défrichement.

L'importance de cette manière de voir n'échappera pas ; car si pour faire d'une forêt un terrain cultivable ou même une prairie, il est des faits du propriétaire, dont l'exécution indispensable marque une volonté consciente et nette, extraction de racines, semis de graines, etc... il suffit parfois de simples faits, indépendants même de la volonté du propriétaire pour changer en lande un sol précédemment boisé.

Sans parler de l'incendie qui est peut-être le principal agent de défrichement, nous pouvons supposer par exemple une futaie résineuse déjà âgée, quelques semis naturels apparaissent, le propriétaire, comme il est d'usage, coupe à blanc estoc, confiant en une régénération naturelle que tout lui laissait prévoir ; à la suite de l'exploitation, les jeunes semis se montrent nombreux, le repeuplement de son sol paraît assuré ; survient un été très sec, les rayons solaires trop violents brûlent les petits pins, c'en est fait de leur avenir, le sol ne sera plus qu'une lande ; et cependant de quel acte s'est rendu coupable l'infortuné propriétaire ?

On peut encore imaginer le cas d'un sol boisé, qui, à la suite d'une coupe, est à l'insu du propriétaire parcouru par des bestiaux, ces derniers broutant les jeunes bourgeons font crever les souches qui les produisaient, et détruisent ainsi le peuplement. Cette situation s'est d'ailleurs présentée et nous aurons l'occasion d'en reparler.

Dans les diverses propositions touchant aux forêts, que nous avons rencontrées en ces dernières années, c'est cette conception large que nous voyons admettre.

Le projet de loi de M. Ruau, du 20 février 1908, contient la disposition suivante : « assimilant au défrichement quant à l'application des peines, l'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie, qui aurait pour conséquence d'entraîner la destruction de tout ou partie de la forêt dans lequel il serait pratiqué », avec comme sanction complémentaire le rétablissement des lieux en l'état s'il en est ainsi ordonné par le ministre, et ceci applicable aux coupes rases et aux coupes qui dépassent cinq fois la possibilité moyenne de la forêt suivant les usages de l'exploitation.

Dans l'article 9 de la proposition Chalamel, objet d'un rapport de M. Deléglise à la Chambre des Députés en 1914, nous retrouvons des termes analogues : « Les exploitations abusives, l'exercice du parcours après exploitation, recépage ou incendie et toute opération quelconque du propriétaire qui aurait pour

conséquence d'entraîner la destruction de tout ou partie de la forêt dans laquelle ils seront pratiqués, seraient après avertissement préalable, notifiés au propriétaire de la dite forêt, assimilés au défrichement.

Pourront, toutefois, ne pas être considérées comme des exploitations abusives, assimilables au défrichement, les coupes rases, même suivies de culture temporaire qui sont pratiquées dans certaines forêts, pourvu que les propriétaires se soient préalablement entendus avec le conservateur des Eaux et Forêts sur les conditions dans lesquelles le peuplement sera reconstitué.

Ces dernières lignes signalent une coutume que l'on ne saurait qu'approuver ; il est en effet constant qu'après un défrichis de bois, le sol pourvu d'amendements spéciaux, lentement accumulés au cours de la croissance des bois, fournit une récolte dépassant l'ordinaire.

C'est cette tendance à étendre à certaines pratiques les règles prohibant le défrichement que confirme la jurisprudence, avec, cependant, un élément de modération, dicté d'ailleurs par la saine justice.

Dans un arrêt du 23 mai 1906, la Cour de Bourges déclare : « La coupe à blanc estoc sans autorisation préalable dans les forêts particulières d'essence feuillue ou d'essence résineuse ne constitue pas nécessairement par elle-même un défrichement prohibé, mais

il en est autrement lorsque, par suite des circonstances où elle est pratiquée, elle aboutit à la destruction de tout ou partie du massif forestier et par suite à un défrichement indirect.... Notamment lorsque le propriétaire d'une forêt de hêtres, après avoir substitué la coupe à blanc estoc au furetage, jusqu'alors employé de temps immémorial n'a pas assuré le repeuplement, au besoin par des moyens artificiels, et n'a pas protégé les jeunes pousses contre le pacage des animaux des tiers, aussi bien que de ses propres animaux. (Bourges, 23 mai 1906.)

Le tribunal de Château-Chinon, dans un jugement rendu antérieurement à l'arrêt de la Cour suscité, renvoyait sans dépens le scieur Lebaudy, actionné par les Eaux et Forêts, pour coupes de 50 hectares assimilée par l'administration au défrichement sur la raison que des bestiaux avaient pénétré dans ce bois. « Le fait par un particulier d'avoir effectué dans sa forêt une coupe à blanc estoc, sans autorisation préalable, ne constitue pas le délit de défrichement prohibé, lorsque à la suite de cette coupe, aucun acte émanant du dit propriétaire ou de ses représentants n'a empêché la reproduction naturelle du bois ; et il en est ainsi, bien que des bestiaux du voisinage soient venus pâturer dans la partie, ainsi exploitée et que des vides s'y soient produits. »

En l'état actuel il faut donc considérer comme assimilable au défrichement prohibé tout acte du proprié-

taire d'une forêt ayant pour résultat de détruire en tout ou en partie le peuplement de cette forêt, à l'exclusion des faits qui pourraient résulter de la force majeure ou de l'ingérence plus ou moins directe de tiers non autorisés.

Si l'on jette un regard sur l'histoire, l'on ne peut qu'être frappé par les textes réglementant le défrichement.

Parmi les plus anciens documents se rapportant aux forêts, nous trouvons en effet un Capitulaire de Charlemagne de l'an 802 et un autre de Louis le Débonnaire.

Le premier est ainsi conçu : « Et ubi locus fuerit ad stirpandum, stirpare facient iudices » ; le second complète cette disposition : « Ut comitibus denuntiari ne ullam forestam noviter instituant, et ubi noviter instituas sine nostra jussione invenerint dimittere præcipiant. » Mais comme le disait M. Roy dans son rapport à la Chambre des Pairs : « nous sommes loin des temps où l'abondance des bois était telle que nos rois étaient obligés d'en défendre de nouvelles plantations et d'ordonner le défrichement de ceux qui étaient plantés ».

Il n'en reste pas moins que les forestarii, officiers forestiers de l'époque étaient spécialement chargés de veiller à la non extension des forêts ; il est vrai que celles-ci, de par leur étendue, constituaient plutôt une gêne à la civilisation et à l'accroissement de la population qu'une ressource pour l'industrie.

Cette législation resta en vigueur assez longtemps; cependant avant même la révolution le changement s'était opéré dans le sens de la limitation du droit de défricher. L'ordonnance de 1669 n'avait pas formellement interdit le défrichement aux particuliers; mais l'obligation qui leur était faite d'un aménagement à dix ans et d'une réserve importante ne laissait aucun doute : le défrichement était prohibé.

Il fallut la liberté illimitée, accordée aux propriétaires forestiers par la loi du 29 septembre 1791 (1) pour rendre à ces derniers le droit dont ils étaient privés; il convient de dire qu'ils usèrent très largement de cette faculté, les terrains de montagne eux-mêmes ne furent point épargnés, et, comme conséquence, devant les nombreuses réclamations soulevées, la loi du 9 floréal an XI (29 avril 1803), vint interdire, pendant 25 ans, les défrichements, sauf autorisation préalable.

Tel était l'état de notre législation sur ce point quand notre Code forestier, dans des dispositions transitoires, placées in fine, renouvela pour 20 ans cette prohibition. Pourquoi cette nouvelle période de vingt ans ? Le rapporteur nous en donne la raison : « Il

(1) La loi du 29 septembre 1791 dans son article 6 stipule : « Les bois appartenant aux propriétaires cesseront d'y être soumis (c'est-à-dire à l'administration forestière) et chaque propriétaire sera libre de les administrer et d'en disposer à l'avenir comme bon lui semblera. »

faut convenir que cette disposition n'est pas conforme au principe, selon lequel chacun peut user et abuser de sa propriété et qu'elle ne peut être admise que par la considération que les bois sont des objets de première nécessité et par des motifs d'ordre public ; c'est parce que le gouvernement reconnaît lui-même ces principes qu'il ne propose qu'une disposition temporaire et exceptionnelle. »

Celle-ci est devenue définitive par la loi du 18 juin 1859, qui prohibe tout défrichement non autorisé, à peine par le propriétaire « d'être condamné à une amende calculée à raison de 500 fr. au moins et de 1500 fr. au plus par hectare de bois défriché ; il doit en outre, s'il en est ainsi ordonné par le Ministre des Finances, rétablir les lieux défrichés en nature de bois dans un délai qui ne peut excéder trois années ». (Art. 221.)

Sont exceptés des dispositions précédentes :

« 1° Les jeunes bois pendant les 20 premières années après leur semis ou plantation — sauf le cas prévu à l'article précédent (plantation exécutée sur ordonnance du Ministre des Finances en remplacement de bois défriché) (1) ;

(1) En vertu de l'article 6 de la loi du 4 avril 1882 sur la conservation des terrains en montagne, les plantations ou reboisements effectués en application de cette loi ne tombent en aucun cas sous l'application de l'art. 124 du Code forestier.

2° Les parcs ou jardins clos ou attenant aux habitations;

3° Les bois non clos d'une étendue au-dessous de 10 hectares, lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 10 hectares ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne.

La première catégorie de terrains, exceptée de l'interdiction de défricher, appelle une remarque qui dit plantation dit généralement bois choisi et propre à croître en futaie : pourquoi, dès lors, autoriser leur défrichement à l'âge de 20 ans, c'est-à-dire précisément à l'époque où ils vont entrer en pleine végétation ?

Sans doute quelques cas peuvent se produire de plants mal appropriés à la nature du sol, d'où insuccès de la plantation, mais cette faculté laissée au propriétaire ne l'est-elle pas surtout pour ne pas l'empêcher de se livrer aux travaux qu'il envisage sur son bien ?

Quel homme, en effet, sachant que planter c'est perdre immédiatement et définitivement la libre disposition de son bien, consentirait de gaieté de cœur et aux frais onéreux de la plantation et à cette limitation de son droit de propriétaire qu'il lui est si facile d'éviter.

Dans la deuxième classe, la substitution du mot « ou » au mot « et » opérée par la loi du 18 juin 1859

semble devoir être attribuée à une erreur matérielle. La jurisprudence se range à cette manière de voir (1). Nancy, 22 novembre 1834, Riom, 11 juin 1883.

D'autre part la loi du 18 juin 1859 porte à dix ha l'étendue du massif boisé qui ne peut être défriché sans déclaration : le texte précédent portait quatre ha et la loi de l'an XI deux ha.

A ce sujet il convient de remarquer que l'art. 213 ne fait aucune distinction entre les bois appartenant au même propriétaire ou à des propriétaires différents, il suffit que les parcelles de bois réunies forment un ensemble d'au moins dix ha (2).

Un chemin, un fossé, un ruisseau ne détruisent pas la contiguïté entre les parcelles de bois (3) tandis qu'il y a solution de continuité entre deux bois séparés par des terres labourées sur une distance de 30 mètres (4).

L'innovation la plus importante de la loi du 18 juin 1859, réside dans l'article 220, qui retire à l'administration le pouvoir discrétionnaire, que lui avaient confié les lois de l'an XI et de 1827 en matière d'opposition à défrichement.

(1) Voir DALLOZ, *Périodique*, 1884 et *Exposé des motifs*.

(2) Arrêt, Chambre criminelle, 8 janvier 1836. DALLOZ, *Périodique* 1837. — RIEM, Arrêt précité.

(3) Arrêt, Chambre criminelle, 28 août 1847, DALLOZ, *Périodique*, 1847. DYON, Arrêt du 27 juin 1832.

(4) Décision ministérielle du 14 août 1865.

Désormais l'opposition au défrichement ne pourra plus être prononcée que si la conservation des bois est reconnue nécessaire :

- 1° Au maintien des terres sur les montagnes ;
- 2° A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières et torrents ;
- 3° A l'existence des sources et cours d'eau ;
- 4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements des sables ;
- 5° A la défense du territoire ;
- 6° A la salubrité publique.

Ce dernier terme extrêmement large parut une porte ouverte laissée à l'arbitraire ; voici comment le rapporteur s'exprima sur ce point : « Ce n'est pas que nous ayons eu l'intention de ranger sous ce titre général, la plupart de ces conditions plus ou moins problématiques, que nous venons de rappeler et qu'en particulier, nous affirmions que les forêts sont un des éléments nécessaires à la salubrité générale d'une contrée ; c'est purement et simplement, parce que nous avons cru pouvoir admettre, qu'il est des cas particuliers, où l'existence d'une forêt, par exemple entre un marais pestilentiel ou au moins infect et une localité déterminée, peut importer à la santé de cette dernière. »

Bien plus vague encore était la proposition de Monsieur F. David du 17 mars 1907 interdisant le défrichement des forêts nécessaires au maintien des con-

ditions économiques existantes, « relatives aux besoins des populations bucheronnes et industrielles, qui vivent de l'exploitation régulière de la forêt » (1).

Celle-ci fut d'ailleurs repoussée; les textes légaux soumettent donc le propriétaire, qui veut défricher, à en faire, quatre mois au moins avant l'ouverture des travaux, la déclaration à l'administration. Mais le silence de celle-ci équivaut à une autorisation; aussi, certains propriétaires avaient-ils pensé que, après une opposition à défrichement, une nouvelle déclaration laissée sans réponse faisait tomber l'opposition préalablement notifiée. La Cour de Cassation en a jugé autrement, 15 mars 1884, 28 novembre 1842.

Convient-il d'étendre ces limitations au droit de défricher ?

(1) « Le défrichement d'une forêt de 1.000 ha supprime à tout jamais une vingtaine de mille francs de salaires annuels, qui répandaient l'aisance dans un grand nombre de familles, et produit fatalement une crise ouvrière locale. Le départ pour les villes de bien des campagnards, qui vont y grossir l'armée de la misère, raréfie la main-d'œuvre régionale... » DESCOMBES, *Eléments de Sylvonomie*. Bordeaux, 1913. Cette considération ne nous semble pas justifier la proposition en question. Les terrains, une fois en culture, demanderont eux aussi de la main-d'œuvre pour leur mise en valeur, et nous ne sommes pas éloignés de croire que les salaires, distribués après défrichement, dépasseront ceux donnés pour l'abatage et l'exploitation des bois; en outre nous constatons de nos jours une pénurie d'ouvriers telle qu'en de nombreuses circonstances les exploitants forestiers sont obligés de faire appel aux travailleurs étrangers.

Dans l'Exposé des motifs de la proposition du 15 mars 1907, dont nous venons de parler, M. F. David déclare : « Nous n'hésiterons pas à conclure que la surface boisée de notre pays doit désormais être déclarée irréductible. »

Pour nous, en l'état économique actuel, sans nous arrêter au taux de boisement de notre pays (1), nous pensons que la réglementation en vigueur est sur ce point suffisante.

Le propriétaire, qui veut défricher ne le fait que

(1) *Statistique du bureau de l'Agriculture. Washington, 1911.*

Etendue boisée représentant % du territoire.

Autriche	9.712.000 ha	26,5
Hongrie	7.565.000 »	25,7
Croatie-Slavonie	1.525.000 »	35,9
Bosnie-Herzégovine	2.582.000 »	50,5
Allemagne	14.160.000 »	25,9
Y compris Alsace-Lorraine	440.523 »	30,3
France	9.887.000 »	18,7
Norvège	6.818.000 »	21
Suède	19.998.000 »	48,6
Russie d'Europe	188.000.000 »	30,3
Finlande	21.247.000 »	54,3
Espagne	6.502.000 »	13
Italie	4.094.000 »	14,3
Bulgarie	3.077.000 »	30,3
Roumanie	2.577.000 »	18
Serbie	1.564.000 »	32
Angleterre et Islande	1.226.000 »	2,4
Suisse	866.000 »	20,6
Belgique	528.000 »	17,7

Cette statistique est reproduite par M. l'Inspecteur Général Lafosse: « Les Eaux et les Bois. »

parce qu'il espère tirer de la mise en culture de son champ, un bénéfice plus grand ; or, avant de mettre la charrue dans son bois, il devra extraire les racines du sol ; et si l'on pense, que pour ce travail il aura à payer des ouvriers un prix moyen de 25 fr. à 30 fr. par jour, que dans un sol normalement boisé un bon travailleur nettoiera 1 are environ par jour, nous doutons fort que cette opération soit entreprise à la légère ou par fantaisie. Les frais à engager seront tels que le propriétaire ne s'y décidera que lorsqu'il sera certain d'obtenir un rendement intéressant, par la transformation de la nature de culture.

Dans ces conditions, à une époque où l'étranger nous fait payer si cher le blé que nous sommes obligés de lui acheter, nous serions tentés d'approuver cette opération. Mais il faut bien le dire, elle sera rare, très rare et ne portera, à quelques exceptions près que sur de petites étendues, là où le propriétaire travaillant lui-même, oubliera dans ses prévisions, volontairement ou non, de compter le prix de son travail (1).

Quelques textes se rencontrent encore pour interdire en même temps et le déboisement et l'assèchement des marais et même l'ouverture des chemins dans un certain rayon des places fortes et aux environs de la ligne frontière : ce sont les lois des 7 avril 1854, 31 juillet 1861, 15 mars 1862, 3 mars 1874.

Dictées par les nécessités de la défense nationale,

(1) Voir en appendice le texte du projet de loi de Monsieur Durand sur le déboisement.

ces mesures n'appellent aucun commentaire d'ordre forestier.

C'était également pour satisfaire aux exigences de la guerre, que par arrêté du 25 Fructidor, an XI l'administration des poudres et salpêtres était autorisée à rechercher les bois de bourdaine propres à la fabrication de la poudre dans les bois soumis au régime forestier, et dans les forêts particulières, situées dans un rayon de six myriamètres des fabriques de poudre. Un décret impérial daté d'Alexandrie le 16 floréal, an XIII, portait à quinze myriamètres le rayon des bois soumis à cette servitude.

Le développement de nos industries chimiques a retiré à peu près toute valeur au bois de bourdaine, bois noir, de faibles dimensions, incapable d'atteindre une taille même moyenne. D'autre part la question s'était posée de savoir si le privilège, dont jouissait le service des poudres et salpêtres, était abrogé ou non? Plusieurs lettres du Directeur général des Eaux et Forêts, en date des 19 septembre 1829, 28 avril et juin 1830, ont répondu affirmativement, s'appuyant sur l'art. 218 du Code forestier qui abroge toutes lois, ordonnances, édits, déclarations, arrêts du Conseil, arrêts et décrets et tous règlements intervenus, à quelque époque que ce soit, sur les matières réglées par le dit Code en tout ce qui concerne les forêts; et l'explication non équivoque, fournie devant les Chambres lors de la discussion du titre IX, explications qui mar-

quaient l'intention formelle d'abroger le règlement en question.

Néanmoins dans les bois de l'Etat, l'administration des poudres et salpêtres peut, sur sa demande, être autorisée à recueillir le bois de bourdaine (1).

A côté de ces textes, il convient de signaler ici l'article 3 du titre 28 de l'ordonnance de 1669 : « Ordonnons que dans les six mois du jour de la publication des présentes, tous bois, épinés et broussailles, qui se trouveront dans l'espace de 60 pieds (20 mètres) des grands chemins, servant au passage des coches et carrosses publics, tant de nos forêts que de celles des ecclésiastiques, communautés, seigneurs et particuliers, seront essartés et coupés en sorte que le chemin soit libre et plus sûr, le tout à nos frais ès forêts de notre domaine, et aux frais des ecclésiastiques, communautés et particuliers, dans les bois de leur dépendance. »

Ces bois gênent la circulation, entretiennent une humidité, gravement préjudiciable au bon entretien des chemins. Nul n'est plus sujet que le propriétaire des bois, visés par cet article, à utiliser ces voies de communication, aussi ne voyons-nous en cette obligation d'essartement qui lui est imposée, qu'une charge bien minime.

(1) Voir Meaume, tome III, page 289.

DALLOZ, *Répertoire de législation*, tome XXV, chap. XII.

L'on s'est d'ailleurs demandé si l'art 218 du Code forestier n'avait pas abrogé cette disposition ?

Nous ne le pensons pas, car l'art. 218 ne parle que des édits, ordonnances ou règlements intervenus sur les matières réglées par le Code forestier. Or, nulle part, il n'est question dans ce texte de l'essartement. Il est donc permis de conclure au maintien en vigueur de la disposition de l'ordonnance de 1669.

En ce sens un avis du Conseil d'Etat du 31 décembre 1849 ne laisse aucun doute (1).

B) *Règles fixées pour la conservation des terrains
en montagne.*

La loi du 28 avril 1922 est le dernier texte législatif portant atteinte aux droits des propriétaires.

Après avoir classé en deux catégories les bois et forêts : les forêts de protection et les forêts simplement soumises au Code forestier, la loi limite les forêts susceptibles d'être classées forêts de protection : « pourront être classées forêts de protection, celles dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes et à la défense contre les avalanches et les érosions et contre les envahissements des sables ».

Nous avons déjà dit comment la forêt jouait un rôle régulateur et bienfaisant dans les régions de

(1) DALLOZ, *Répertoire de législation*, liv. XXV, ch. II, sect. 1.

haute altitude, aux versants accentués et généralement abrupts.

L'intérêt, qui s'attache à la conservation du sol de ces régions en nature de bois, n'avait d'ailleurs pas échappé aux différentes législatures, comme en témoignent les lois du 23 juillet 1805 — relative aux torrents du département des Hautes-Alpes (1) — du 28 juillet 1860, du 8 juin 1864 (2) — le décret portant réglementation d'administration publique du 10 novembre 1864 — ces textes touchant au reboisement et au gazonnement en montagnes. D'autre part, la loi du 4 avril 1882, modifiée par celle du 16 août 1913, jointe au décret portant réglementation d'administration publique du 11 juillet 1882, organisait déjà un régime

(1) Le décret du 16 septembre 1808 étendait aux Basses Alpes et à la Drôme le décret du 23 juillet 1805.

(2) Aux termes de ces lois, les particuliers refusant de reboiser étaient expropriés. Ils avaient la faculté d'obtenir leur réintégration pendant 5 ans en remboursant l'indemnité d'expropriation et le prix du capital (avec intérêts à 5 %) des travaux effectués.

Pour les communes, elles étaient privées de la jouissance jusqu'à complet remboursement des avances. Les uns et les autres avaient la faculté de remplacer le paiement ci-dessus par l'abandon de la moitié du terrain, si celui-ci avait été boisé et du quart seulement s'il s'agissait de gazonnement. Les travaux étaient rendus obligatoires par décret rendu en Conseil d'Etat.

La loi de 1882 mit sur un même rang les communes ou établissements publics et les particuliers.

Voir PUTON, *Code de législation forestière*, pp. 393 et suivantes. Paris, 1883.

très précis où les droits des propriétaires s'effaçaient assez largement devant l'intérêt collectif.

Aux termes de ces textes, l'administration procède à la désignation des terrains, dont elle estime la restauration d'utilité publique, que ces terrains soient ou non dégradés; la faculté de comprendre dans le périmètre, placé sous sa protection des terrains non encore ravagés, résulte de la loi du 16 août 1913, l'article 2 de la loi du 4 avril 1882, demandait, en effet, un danger « né et actuel » pour justifier l'intervention de l'administration. Celle-ci dresse ensuite un procès-verbal de reconnaissance des terrains, un plan des lieux et un avant-projet des travaux dont elle propose l'exécution.

A la suite d'une enquête ouverte dans chaque commune intéressée, d'une délibération des conseils municipaux de ses communes, de l'avis du conseil d'arrondissement et de celui du conseil général, ainsi que de l'avis d'une commission spéciale, composée du préfet ou de son délégué président avec voix prépondérante, d'un membre du conseil général et d'un membre du conseil d'arrondissement, autres que ceux du canton, où se trouve le périmètre, délégués par leurs conseils respectifs et toujours rééligibles, et dans l'intervalle des sessions par la commission départementale, de deux délégués de la commune intéressée, désignés dans les mêmes conditions par le conseil municipal, d'un ingénieur des Ponts et Chaussées ou des

Mines, d'un agent forestier, ces deux derniers nommés par le préfet, le procès-verbal de reconnaissance des terrains et toutes les pièces de l'instruction sont communiqués par le préfet au Ministre de l'Agriculture.

Quand la loi est intervenue, elle est publiée et affichée dans les communes intéressées, en même temps qu'une notification du projet et du plan est faite par le sous-préfet aux maires des communes ou administrateurs des établissements publics ou aux particuliers propriétaires de bois.

Ceux-ci n'ont plus alors d'autres alternatives que de s'entendre avec l'administration sur les travaux subventionnés ou non qu'ils devront effectuer ou de se laisser exproprier. Libre à eux cependant de constituer des associations syndicales.

A supposer que les propriétaires ou syndicats de propriétaires veulent user du droit qui leur est laissé de conserver leurs terrains, obligation leur est imposée de faire connaître leurs intentions au conservateur des eaux et forêts dans un délai de 30 jours, à dater de la signification dont nous avons parlé plus haut; et en outre, « cet engagement doit contenir la justification des moyens d'exécution » (titre 1, chap. 2, art. 9, déc.-11 juillet 1882) et l'art. 12 du même décret stipule: « Les travaux neufs ou d'entretien, effectués sur leurs terrains par les particuliers, les communes ou les établissements publics sont soumis au contrôle

et à la surveillance de l'administration des forêts. — L'indemnité n'est payée qu'après exécution des travaux, au vu d'un procès-verbal de réception, dressé par l'agent forestier local et sur l'avis du conservateur. — En cas d'inexécution dans les délais fixés, de mauvaise exécution ou de défaut d'entretien constaté par le conservateur des forêts ou son délégué, contradictoirement ou en l'absence des propriétaires dûment convoqués, une décision du Ministre de l'Agriculture ordonne qu'il soit procédé conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la loi du 4 avril 1882, c'est-à-dire par voie d'expropriation.

Si l'on ajoute à ces dispositions que l'administration des forêts pourra requérir la mise en défens des terrains et pâturages en montagnes appartenant aux communes, établissements publics ou particuliers, toutes les fois que l'état de dégradation du sol ne paraîtra pas encore assez avancé pour nécessiter des travaux de restauration ; qu'il lui appartient de déterminer la nature, la situation et les limites du terrain à interdire, qu'elle fixe en outre la durée de la mise en défens, sans que celle-ci puisse excéder dix ans, et le délai pendant lequel les parties intéressées pourront procéder au règlement amiable de l'indemnité à accorder aux propriétaires pour privation de jouissance, qu'elle peut prolonger la durée de cette mise en défens conformément au titre II, article 22 du même décret, l'on aurait pu croire que l'administra-

tion forestière était suffisamment armée pour veiller à la conservation de nos territoires de montagne.

Il n'en était rien, l'expérience à la fois amère et coûteuse se chargea de montrer l'insuffisance des lois en vigueur, et l'on en revint au système que l'on avait appelé « des forêts de protection », c'est-à-dire à la soumission à un régime forestier spécial imposée aux bois, dont le maintien, en leur nature actuelle, serait jugé nécessaire pour préserver certaines régions des accidents dont elles n'eurent que trop à souffrir : les montagnes, des torrents, avalanches, érosions ; les pays de dune de l'envahissement par le sable.

Cette idée des forêts de protection, nous l'avions déjà vue apparaître en France en 1838. M. Anisson Duperron, député, envisageait les forêts de conservation ; de même en 1840, à la suite d'inondations, cette idée avait été émise à nouveau.

Depuis lors, nombreux furent les projets visant à l'établissement des forêts de protection. Pour ne parler que des plus récents, citons celui de MM. Cazeaux, Cazalet-Dormoy (6 nov. 1905), de M. Fernand David (17 mars 1907), de MM. Louis Marin et Chalamel, proposition qui fut l'objet d'un rapport de M. Deleglise, en 1914, un projet de loi de M. Ruau, Ministre de l'Agriculture (le 20 février 1908), celui-ci semblait oublié, quand M. Taponnier déposa le 28 juillet 1920 une proposition demandant sa discussion immédiate.

Celle-ci se fit attendre ; le Sénat, cédant aux instan-

ces de M. Chauveau, adopta un texte; M. Taponnier, le 19 janvier 1922, se rallia à celui-ci. M. Serot rapporta ce projet à la Chambre au nom de la commission des finances le 21 février 1922; M. Bouvet présenta un avis favorable au nom de la commission des travaux publics.

De retour au Sénat le 5 avril 1922, le texte devint la loi du 28 avril 1922.

C'est certainement là un document législatif important, car il va très loin dans la voie de la réglementation.

Il soumet les forêts de protection à un régime forestier spécial, concernant l'aménagement, l'exercice du pâturage et des droits d'usage, le régime des exploitations, les fouilles et les extractions de matériaux; autant dire que pour toutes ces choses, il fait passer du propriétaire à l'administration le droit de statuer; bien plus le propriétaire sera considéré comme étranger à sa propre chose toutes les fois qu'il aura commis une contravention aux règles de jouissance, qui lui sont imposées; cette contravention entraînera pour lui les mêmes peines qu'un délit forestier de même nature commis dans la forêt d'autrui. En outre, les condamnations pour délits commis dans les forêts de protection pourront s'élever au double de celles fixées par le Code forestier.

Il est vrai que l'on prévoit des indemnités au propriétaire limité dans son droit de jouissance: si

même, du fait de la loi, ce dernier est privé de la moitié de son revenu il pourra exiger l'acquisition de son bien par l'Etat ; cette acquisition aura lieu de gré à gré ou à défaut par expropriation. De son côté d'ailleurs, l'Etat pourra poursuivre l'acquisition des terrains quand il le jugera bon.

Il nous semble que c'est imposer une grosse charge aux propriétaires que d'exiger d'eux cette preuve de diminution de 50 % du revenu, qu'ils tiraient de leur forêt ; et nous ne serions pas éloigné d'admettre, que, sauf de très rares exceptions, ils ne sauront la fournir.

D'ailleurs même ainsi atténué, si l'on tient pour exacts les chiffres fournis par Monsieur Chauveau, le fardeau serait lourd pour nos finances, la loi aboutirait à classer 400.000 ha de forêts dont 100.000 environ seraient expropriés. La dépense à l'estimation du promoteur de la loi atteindrait 110 millions.

Lors de l'élaboration du texte, une tendance s'était manifestée pour supprimer toute indemnité. Dans le rapport présenté au nom de la Commission des finances le 9 juin 1921, nous trouvons une réponse très nette à cette manière de voir : « Si la thèse anti-démocratique (aucune indemnité pour les forêts déclarées de protection) était acceptée, il serait curieux de connaître dans quelle catégorie on pourrait classer le droit de propriété, laissé au possesseur d'une forêt, après que ce droit aurait été amputé

radicalement d'un de ses supports le jus abutendi, et sectionné dans l'autre le jus utendi à des hauteurs variables selon les circonstances, le tout sans compensation d'aucune sorte.» (1)

Les difficultés de la trésorerie sont à notre avis insuffisantes pour justifier une privation de jouissance aussi marquée que celle que peut entraîner le classement en forêt de protection ; et supprimer l'indemnité, n'équivaldrait-il pas à une véritable spoliation ?

Ce sont les difficultés pécuniaires, qui ont déterminé l'abandon de l'article 6 de la proposition primitive, dont le texte réservait à l'Etat un droit de retrait en cas de vente d'un bois particulier d'une étendue de 500 ha au moins ou faisant partie d'un massif de même contenance.

Les conséquences de la loi n'avaient pas échappé aux Chambres, et à côté de la nécessité de conservation de terrains de montagne, Monsieur Serot, dans son rapport, rappelait :

1° Le régime italien, où la loi du 20 juin 1877, édictait des mesures analogues à celles proposées. Cependant le texte italien fixe une limite à l'application du

(1) L'art. 5 de la proposition Chalamel et l'art. 19 de la proposition Louis Marin prévoyaient une indemnité en cas de préjudice ou dépréciation de la propriété.

L'art. 8 (proposition Chalamel) et l'art. 11 (proposition Louis Marin) exonéraient d'impôt les forêts de protection.

régime de protection « jusqu'à la limite supérieure de la végétation du Chataignier », et puis la loi du 2 juillet 1910 précise que les mesures édictées en cette loi ne doivent avoir pour objet que d'assurer le maintien du sol, la conservation des bois ou leur reproduction dans le cas où elle intéresse l'hygiène publique ;

2° Le régime suisse, où la surveillance de l'Administration se traduit par la nécessité d'autorisation pour les coupes rases ou importantes, au moins dans certains cantons. En compensation, de nombreuses subventions ou indemnités sont accordées ;

3° Le régime hongrois où l'article 35 de la loi XXXI de 1879 stipule que : « tout propriétaire forestier est tenu de permettre à l'inspecteur des Eaux et Forêts ou à son suppléant de se rendre compte, en quelque temps que ce soit, de l'état dans lequel se trouvent ses forêts » ;

4° Le régime bavarois, où par la loi du 27 juin 1898, art. 40, les propriétaires qui se demandent si leur forêt a le caractère de forêt de protection ou non, peuvent provoquer à tout moment une décision de l'Administration de police sur ce point.

Pour nous, l'exemple de ces pays ne nous paraît point décisif ; la Suisse en particulier, de par la texture même de son sol, a des obligations qui ne s'imposent point chez nous ; le motif d'utilité publique nous semble avoir plus de force ; il est normal

que dès l'instant qu'une mesure est reconnue répondre à cette utilité ; l'intérêt particulier, justement indemnisé, disparaisse au profit de la collectivité ; et lors même des travaux législatifs des faits furent cités, qui ne permettent point de mettre en doute cette utilité.

Cependant, si contrairement à toute prévision, le résultat de demain venait infirmer les raisons invoquées, nous croyons qu'il serait bon de rapporter la loi du 28 avril 1922 car, si la nécessité publique n'était plus constatée, il ne faudrait point maintenir aux forêts dites de protection, un régime aussi limitatif des droits du propriétaire que celui imposé par la loi Chauveau.

*c) Règles fixées pour la consolidation
des dunes.*

La loi du 28 avril 1922 ne vise point seulement les terrains de montagne, elle stipule dans son article 2 que pourront être classées forêts de protection, celles dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, et à la défense contre les avalanches et les érosions, et les « envahissements des eaux et des sables ».

Par ces derniers mots, elle englobe toutes ces parties sableuses du littoral maritime, qui, formées par les vents, sont, sauf fixation, remuées sans cesse, voire

même emportées par eux avec une plus ou moins grande rapidité (1).

En France nous avons environ 15.000 ha de dunes répartis assez inégalement : Charente Inférieure, 7.963 ha ; Vendée, 5.641 ha ; Loire Inférieure, 51 ha ; Morbihan, 309 ha ; Finistère, 178 ha ; Somme, 51 ha ; Nord, 30 ha.

Avant la loi Chauveau, le régime de ces dunes était fixé par le décret du 14 décembre 1810 sauf pour les dunes de Gascogne, objet de l'ordonnance du 5 février 1817 et pour celles du Pas-de-Calais, visées par l'ordonnance du 15 juillet 1818.

Confiée par ces divers textes au service des Ponts et Chaussées, l'administration des dunes, par décret du 29 avril 1862, passa aux Eaux et Forêts.

Mais les règlements étaient restés les mêmes, et aux termes de ceux-ci, le fait pour les dunes d'être propriétés privées, n'était point un obstacle à leur plantation par l'Etat. Si les particuliers ou communes se trouvaient hors d'état d'exécuter les travaux commandés, ou s'y refusaient, l'administration publique pouvait être autorisée à pourvoir à la plantation à ses frais ; alors elle conservait la jouissance

(1) La commune de Soulac fut entièrement couverte par les sables de la mer. A la fin du XVIII^e siècle la basilique disparut complètement sous les sables dont l'épaisseur dépassait la flèche d'une vingtaine de mètres. Au XIX^e siècle, le clocher fut dégagé jusqu'à la voûte.

des dunes et recueillait les fruits des coupes, qui pouvaient y être faites, jusqu'à l'entier recouvrement des dépenses, qu'elle aurait été dans le cas de faire, et des intérêts ; après quoi les dunes retourneraient aux propriétaires à charge d'entretenir convenablement les plantations (Art. V, décret du 14 décembre 1810).

En outre l'article 6 soumettait à une autorisation spéciale du Directeur général des Ponts et Chaussées statuant sur l'avis du préfet, toutes coupes d'arbres, roseaux ou épines.

Quand les travaux furent entrepris, l'on considérait volontiers que la loi édictait une spoliation déguisée ; comment des sables aussi arides et brûlants pourraient-ils jamais payer les frais de plantation ?

La réponse fut une réussite merveilleuse ; parmi ces dunes, il y avait alors environ 800.000 hectares dans ce qu'on appelait les landes de Gascogne, — « Cette immense surface, déclarait Brémontier, comparable à celle d'une mer en fureur, dont les flots élevés seraient subitement fixés dans le fort de la tempête, n'offre aux yeux qu'une blancheur, qui les blesse, une perspective monotone, un terrain monotueux et nu, enfin un effrayant désert » — et nous voyons aujourd'hui à cette même place une magnifique forêt de pins maritimes, qui a rendu à cette contrée insalubre, santé et prospérité. De ces pins

vivent les industries usuelles du bois et une industrie nouvelle est née, celle du gemmage, qui consiste à inciser les pins pour recueillir la résine, qui, pendant la période de sève, s'écoule quotidiennement de leurs plaies béantes.

Cette nouvelle richesse, jointe à la valeur naturelle des bois, a fait qu'il n'est nul besoin d'interdire aux propriétaires de cette région de défricher leur bois et nous doutons fort, qu'ils ne le fassent de sitôt.

Devant les résultats inespérés, qu'il nous est donné de constater, nous souhaitons plutôt le maintien de la législation antérieure à la loi du 28 avril 1922, convaincus que nous sommes que toute coupe à blanc, non suivie de régénération naturelle sera plantée plus vite et à moins de frais par l'initiative privée que par l'entremise administrative.

D) Règles fixées pour lutter contre les incendies.

Malheureusement l'immense richesse que représentent ces forêts de pins est trop souvent la proie d'un fléau terrible, l'incendie.

Le sol recouvert d'aiguilles de pins, que chauffe l'ardent soleil du Midi, offre à la plus petite étincelle, une matière combustible si bien desséchée, que le vent aidant, il n'est rien ou à peu près rien pour arrêter le feu, qui gagnant les faîtes des pins les embrase comme autant de torches, communiquant l'incendie avec une rapidité déconcertante.

Si bien que pour conserver ces forêts, le moyen, qui nous paraîtrait le plus efficace serait d'arracher et d'entretenir en prairie, ou même sans végétation d'aucune sorte des bandes de terrains assez larges pour ne pas pouvoir être franchies par les brindilles ou aiguilles de pins allumées — une vingtaine de mètres au minimum — disposées judicieusement pour permettre en toutes circonstances de faire la part du feu.

Pour éviter de laisser improductifs ces espaces de terrain, qui seraient assez considérables, un résultat analogue serait vraisemblablement obtenu en portant à 50 mètres la largeur des bandes de protection et en n'y laissant croître que du chêne ou des essences dites feuillues ; (charme, frêne, par exemple) celles-ci entretiennent en effet sous leur ombrage un peu de fraîcheur, parfois de l'herbe verte, suffisant par là à empêcher au feu de courir sur le sol ; comme d'autre part les feuilles ne brûlent que lorsqu'elles sont sèches, et qu'à l'époque des incendies (été) les arbres sont en pleine végétation, il n'y a pas lieu de craindre que le feu se communique par les cîmes.

Le grave danger qu'avaient ainsi à courir ces forêts n'échappa pas au législateur (1).

(1) L'ordonnance de 1669, article XXXII, vise déjà ce cas :
« Faisons aussi défenses à toutes personnes de porter et allu-

Dans les régions des Maures et de l'Estérel, le même fléau sévissait et pour y porter remède furent votées : d'abord la loi du 6 juillet 1870, limitée quant à son effet à une période de vingt ans, prorogée pour deux ans en 1890, puis pour six mois en 1892, et la loi du 19 août 1893.

Aux termes de cette dernière, l'exploitation avec feu est limitée, l'obligation de tranchées garde-feu est imposée, et les Compagnies de chemin de fer elles-mêmes y sont soumises — souvent, en effet, les incendies avaient pour cause une escarbille enflammée projetée par les locomotives — et autre disposition à noter parce qu'exorbitante du droit commun, les gardes particuliers, tout comme les forestiers, peuvent rechercher et constater les délits et infractions com-

mer du feu en quelque saison que ce soit dans nos forêts, landes et bruyères et celles des communautés et particuliers à peine de punition corporelle et d'amende arbitraire, outre la réparation des dommages que l'incendie pourrait avoir causés.»

Et une déclaration royale du 13 novembre 1714 porte que : « Les pâtres et tous autres, qui seront convaincus d'avoir porté du feu ou d'en avoir allumé dans les forêts, landes et bruyères tant du roi que des communautés et particuliers, seront punis pour la première fois de la peine du fouet et de celles des galères en cas de récidive, et que ceux qui, de dessein prémédité, auront mis le feu dans les landes et bruyères et dans les autres lieux des dits bois et forêts, seront punis de mort. » Jousse, *Commentaires sur l'ordonnance 1669*, page 351,

mis contre la dite loi, même sur les propriétés autres que celle confiées à leur garde (1).

Les mesures prises par ces textes, comme celles d'ailleurs édictées par le Code forestier de 1827 (défense de porter ou allumer du feu dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres des bois et forêts) ont pour but de prévenir les incendies, alors qu'au contraire l'article 458 du Code pénal tend à punir l'auteur de l'incendie; la distance de 100 mètres est suffisante aux termes de cet article pour constituer le délit; mais pour que celui-ci existe, il faut que le feu porté à moins de 100 mètres des bois ait été suivi d'incendie (2).

Le système préventif nous paraît en cette matière indispensable; c'est d'ailleurs celui qui fut adopté par la loi du 26 mars 1924.

Le nouvel article 148 du Code forestier est maintenant ainsi conçu :

« Il est défendu à toutes personnes autres que les propriétaires ou leurs ayants droit de porter ou d'allumer du feu dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres des bois et forêts.

(1) La loi de 1870 se bornait à charger les gardes forestiers ou communaux de relever les contraventions commises en violation de ses textes, même chez les particuliers.

(2) La loi des 28 septembre-6 octobre 1791 fixait pour distance minimum 50 toises (100 mètres) et comme peine 12 journées de travail plus la réparation des dommages causés par le feu.

» Pour certaines périodes de l'année dont la durée totale n'excèdera pas cinq mois, les préfets pourront, le conservateur des Eaux et Forêts entendu : 1° soit rendre applicable la disposition ci-dessus aux propriétaires ou à leurs ayants droit; 2° soit régler l'emploi du feu par ces mêmes personnes... »

En outre, aux termes de l'art. 2 de cette même loi, lorsqu'il existera à moins de 20 mètres de la limite de l'emprise des voies ferrées, des terrains en nature de bois, forêts ou landes boisées, les compagnies de chemin de fer auront le droit, sous réserve de l'application de l'art. 1382 du Code civil et, après en avoir avisé les propriétaires intéressés, de débroussailler une bande longitudinale sur une largeur de 20 mètres à partir du bord extérieur de la voie; le débroussaillage ne pourra porter, sauf entente avec les propriétaires, que sur les morts bois, à l'exclusion de toutes les essences forestières d'utilité ou d'agrément. »

Enfin l'article 4 précise que dans les régions particulièrement éprouvées par les incendies, les forêts feront l'objet d'un classement, prononcé par décret rendu après avis des conseils municipaux intéressés, avis du conseil général, le conseil d'Etat entendu.

Une commission spéciale, composée du préfet président, du conservateur et de l'inspecteur des Eaux et Forêts, de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées ou de son délégué, du directeur des Postes, Télégraphes, Téléphones ou de son délégué, de deux con-

seillers généraux, de quatre représentants des propriétaires, de deux représentants des ouvriers gemmeurs ou bûcherons, ces 6 derniers désignés par les syndicats professionnels, seront chargés de donner leur avis sur toutes questions concernant les incendies, arbitrer tout différend de nature technique sur ce même sujet et de se prononcer sur les plans ou projets présentés par les associations syndicales de propriétaires, fondées en exécution de la loi pour la défense contre les incendies.

Au cas où ces projets paraîtraient insuffisants, le préfet pourrait provoquer un décret délibéré en conseil d'Etat conformément aux dispositions des articles 21-22-23-24 de la loi du 8 avril 1898.

Cette dernière disposition permet d'obtenir une certaine unité de vue, là où le morcellement de la propriété rendrait toute mesure individuelle inefficace, pour partie au moins.

De tous ces textes résultent incontestablement des limitations aux droits des propriétaires, qui sont obligés de supporter une ingérence plus ou moins grande d'autrui sur leur propre chose et qui peuvent en outre se trouver limités eux-mêmes dans l'exercice de leurs droits de jouissance; mais la protection dont ils bénéficient, comparée aux pertes qu'ils pourraient subir, nous semble bien préférable à la liberté absolue de jouissance, qui les laisserait exposés à trop d'imprudence. Laissant de côté l'utilité publique, qui

exige la lutte contre l'incendie, pour ne considérer que les quelques entraves apportées aux droits des propriétaires par les textes cités ci-dessus, nous sommes tenté de ne voir dans la réglementation imposée pour prévenir le fléau ou lutter contre lui qu'une mesure indispensable et hautement favorable à l'intérêt bien compris des propriétaires. L'intérêt général se confondant en cette matière avec l'intérêt privé, tel était l'idée qui dictait à M. Jacquot, ces lignes: « Nous n'avons pas à tracer de règles de conduite aux propriétaires particuliers, l'intérêt leur dicte, plus éloquemment que des discours, les mesures à prendre pour prévenir les sinistres, les arrêter ou en restreindre le développement (1). »

§ III. — Mesures favorables aux propriétaires des bois et forêts.

A) Avantages indirects.

Nous plaçant dans le même ordre d'idées que ci-contre, nous tenons pour favorables aux particuliers les mesures qui visent :

1° La police et la conservation des forêts, titre 40, sect. 1^{re}, art. 144-147-149-150.

2° Les peines dont sont frappés les délits et contraventions qu'on y peut commettre; titre 42, art. 192 et suiv.

3° Les poursuites de ces délits et contraventions et

(1) JACQUOT, *Incendie de forêt*. Paris, 1903.

l'exécution des jugements auxquels ils peuvent donner lieu, titre 11, sect. 2, art. 188 et suiv. et titre 13, sect. 2, art. 215 et suiv.

4° Ainsi que l'art. 117 à 121. Parmi ceux-ci les articles 118-120-121, touchant à la réglementation ou à l'extinction des droits d'usage, apparaissent à première vue comme nettement en faveur des particuliers.

Il en est de même de l'article 117, qui appelle cependant une remarque d'ordre historique.

« Les propriétaires qui voudront avoir pour la conservation de leurs bois des gardes particuliers, devront les faire agréer par le sous-préfet de l'arrondissement, sauf le recours au préfet en cas de refus. Ces gardes ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de première instance. »

Selon l'article 40 du Code de Brumaire IV, les gardes particuliers devaient être agréés par l'autorité municipale, puis les articles 15 et 16 de la loi du 29 floreal, an XI soumettaient à l'agrément du conservateur des Eaux et Forêts les gardes particuliers, en cas de refus d'agrément de la personne présentée le préfet statuait; le texte primitif du Code forestier, soumis à la Chambre des Députés, reprenait cette disposition en reportant à l'agent forestier local le soin d'agréer les gardes particuliers.

Mais lors de la discussion de l'article 117,

M. Duhamel demanda que le mot « agréer » fût remplacé par celui de « reconnaître » et la suppression de la clause « en cas de refus... ». Voici comment il justifiait son amendement : « Faire agréer un garde par un agent forestier, c'est soumettre la nomination de ce garde, qui est un homme à gages, à la volonté ou même à la fantaisie de l'agent forestier. Le propriétaire, qui a besoin d'un garde, est intéressé à le bien choisir, et il me serait pénible de penser que nous pourrions avoir chez nous une suprématie au-dessus de notre propre volonté ; je crois aussi qu'il faudrait supprimer les mots en cas de refus... ; ce serait de là plus grande inconvenance et j'espère que vous ne laisserez pas passer cela dans la loi. »

M. Favard de Langlade, répondant à M. Sébastiani, qui soutenait l'amendement, déclara : « l'honorable préopinant a présenté l'article en discussion comme portant atteinte à la propriété ; je soutiens au contraire que cet article la protège, car il tend à donner aux gardes le caractère dont ils ont besoin pour protéger les bois des particuliers. »

L'on reconnut que ce caractère public ne peut être conféré que par un agent du gouvernement et sur la proposition de M. Sébastiani, le sous-préfet fut substitué à l'agent forestier, de cette façon l'ingérence administrative n'était plus à craindre.

Au contraire, des articles cités ci-dessus l'article 119 semble à première lecture édicter une restriction

importante au droit de jouissance du propriétaire .
« Les droits de pâturage, parcours, panage et glandée dans les bois des particuliers, ne pourront être exercés que dans les parties de bois déclarées défensables par l'administration forestière et suivant l'état et la possibilités des forêts reconnus et constatés par la même administration.

Les chemins par lesquels les bestiaux devront passer pour aller au pâturage et pour en revenir seront désignés par le propriétaire. »

Mais cette privation n'est qu'apparente, car un avis du Conseil d'Etat du 18 brumaire, an XIX, approuvé le 16 frimaire suivant (7 décembre 1805), déclare que la défensabilité n'est pas tellement d'ordre public, qu'il ne soit permis au propriétaire d'introduire ses bestiaux dans ses propres forêts à quelque âge que ce soit et sans déclaration préalable de défensabilité.

Or, les avis du Conseil d'Etat, approuvés par l'empereur avaient force de loi; dans ces conditions l'art. 119 est peut-être un de ceux qui sont les plus utiles à la conservation des forêts particulières, car il suffit de la déclaration de non défensabilité pour mettre la forêt à l'abri de ces servitudes de pacage, qui, non réglées, pouvaient, nous l'avons vu, aboutir à sa suppression. Nous croyons d'ailleurs que le propriétaire lui-même agirait sagement en s'abstenant d'envoyer ses bestiaux dans ses trop jeunes bois; le bénéfice qu'il peut en tirer ne saurait, à notre sens, compenser

la perte que lui occasionne la détérioration de bourgeons fragiles.

B) *Avantages directs.*

A côté des textes qui protègent la propriété privée en la préservant des dommages plus ou moins grands, que pourraient lui causer les tiers, nous trouvons encore d'autres dispositions constituant par elles-mêmes un avantage direct pour le propriétaire.

Dans cette catégorie rentre, au premier chef, l'article 226 du Code forestier qui : de par la loi du 18 juin 1859 exonère de tout impôt pendant 30 ans les semis et plantations de bois effectués sur le sommet et le penchant des montagnes et sur les dunes et dans les landes; et de par la loi du 26 mars 1924 exempte de tout impôt les semis et plantations de bois, effectués après incendie et ce pendant une durée égale à l'âge des bois incendiés s'il n'est pas supérieur à 20 ans.

De ce premier texte il faut rapprocher l'article 6 de la loi du 4 avril 1882, qui précise que les bois créés en exécution de cette loi, bénéficient sans exception de l'exemption d'impôt, établi pendant 30 ans par l'article 226.

Ajoutons aussi que l'exemption d'impôt ainsi accordée n'est applicable qu'à la contribution foncière et non aux droits d'enregistrement, spécialement aux droits de mutations par décès. (Req. 7 juillet 1885.)

Dans le même ordre d'idées, la loi du 29 mars 1897 substitue à l'article 116 de la loi du 3 frimaire, an VII (4), relative à la répartition et à l'assiette de la contribution foncière le texte suivant : « Le revenu imposable de tout terrain défriché qui sera ultérieurement planté ou semé en bois, sera réduit des trois quarts pendant les 30 premières années de la plantation ou du semis quelqu'ait été la nature du terrain avant le défrichement.

Ces mesures étaient dictées par le désir de voir augmenter notre domaine forestier national quant à son étendue; un souci analogue a donné naissance à la loi du 2 juillet 1913, qui par son article 3 autorise l'administration forestière à prendre à sa charge, en tout ou en partie, la conservation et la régie des bois des particuliers et des sociétés, moyennant une redevance annuelle et sous les conditions fixées contractuellement.

Les demandes seront adressées au conservateur des eaux et forêts de la région, chargé de traiter avec les particuliers et les associations; les contrats devront avoir une durée d'au moins dix ans.

(4) L'ancien article 116 de la loi du 29 mars 1897 était ainsi conçu :

« Le Revenu imposable des terrains maintenant en valeur, qui seront plantés ou semés en bois ne sera évalué pendant les 30 premières années de la plantation ou du semis qu'au quart de celui des terres d'égale valeur non plantées. »

Et si nous nous reportons au décret du 26 novembre 1918, portant règlement d'Administration publique et déterminant les conditions d'application de la loi du 2 juillet 1913, nous constatons que le régime institué est extrêmement large.

Peuvent rentrer dans les attributions de l'administration, depuis la garde des bois, la surveillance des exploitations, la répression des délits forestiers ou de chasse jusqu'à la marque, l'estimation des coupes et la préparation des ventes, y compris les travaux d'arpentage, de martelage, de recollement et même, si besoin est, l'étude d'un aménagement.

Le propriétaire a la faculté de confier à l'administration la totalité des actes que comporte la jouissance de ses bois, ou simplement de limiter la mise en régie de ceux-ci à telle ou telle opération.

Bien mieux, la forme administrative n'est même pas imposée au contrat à intervenir entre lui et le service des eaux et forêts, il lui est loisible de passer cette pièce devant son notaire si la chose lui agréée.

Il conserve la plénitude de ses droits de jouissance ou d'usages autres que ceux qui sont exclus tant par l'article 3 de la loi du 3 juillet 1913 que par le contrat passé avec l'administration en vertu du présent décret, c'est-à-dire : « seront déclarées nulles les conventions et les ventes, conclues par les propriétaires ou les administrateurs de ces bois (bois confiés à la gestion administrative) qui auraient consenti à des

tiers des droits d'usage ou procédé à des coupes, tant ordinaires qu'extraordinaires, sans l'autorisation de l'administration forestière ou en dehors des conditions fixées par elle ».

Pour ce qui concerne le défrichement, la nomination de gardes indivis entre lui et l'Etat, le paiement des sommes dûs à l'Etat, le propriétaire sera assujéti aux mêmes règles que les communes et établissements publics; comme ces derniers il paiera lui-même son garde, et bénéficiera de l'article 107, paragraphe 2, quant aux poursuites, perception des restitutions et dommages intérêts; ses bois seront tenus pour soumis au régime forestier, quant à la poursuite des délits, qui pourraient y être commis et l'exécution des jugements auxquels pourraient donner lieu les délits ou contraventions relevés — une seule exception de peu d'importance, le paragraphe 2 des articles 169 et 189 (saisie de bestiaux) ne sont point applicables.

En outre, si le propriétaire a un garde, celui-ci est, pour ce qui touche à la conservation des bois, soumis à l'administration forestière. Toutes les décisions de celle-ci, quant aux opérations dont elle a pris la charge, sont par avance acceptées par le propriétaire, qui s'engage en outre à se conformer aux règles fixées par le contrat quant à l'étendue de la régie de l'administration, à sa durée, à son renouvellement, à son expiration et aux redevances à verser à l'Etat.

Nous avons vu que le délai du contrat devait être

de dix ans, la clause de tacite reconduction d'année en année à l'expiration du délai de dix ans est licite.

Le but, visé par cette loi, paraît plutôt être la conservation des grands bois que le développement des terres boisées; cependant les travaux de repeuplement peuvent eux aussi être confiés aux Eaux et Forêts.

Grâce à cette charge rétribuée qu'il s'est imposée, l'Etat peut favoriser le traitement des bois en futaie et la conservation des réserves. Quant au propriétaire, quelquefois incompetent en matière forestière, il se soulage d'un lourd souci et trouve en l'administration forestière un gérant dont l'expérience et le savoir sont indiscutables et l'honnêteté au-dessus de tout éloge.

En vertu d'accords passés, conformément à la loi du 3 juillet 1913, l'administration forestière intervenait dans la conservation et la régie de 3362 hectares au 1^{er} janvier 1924. Si l'on considère que cette faculté accordée aux propriétaires de confier la gestion de leurs biens forestiers à l'administration était encore mal connue de ces derniers, l'Etat peut, peut-être espérer étendre sa gestion, mais cela dépendra surtout de ses agents, qui, par l'exemple des propriétés privées, confiées à leurs soins, devront montrer la supériorité de leur gestion sur celle des particuliers.

§ IV. — Le projet de Monsieur Durand.

A) *Ses conséquences.*

Nous nous sommes bornés dans les pages qui précèdent aux textes législatifs proprement dits; mais nous ne saurions clore ce travail sans parler de la proposition de M. Durand, Ministre de l'Agriculture, a déposé sur le bureau de la Chambre le 11 février dernier. (Enregistré sous le n° 2591 du « Journal Officiel ».)

La modification qu'il propose au régime des bois des particuliers consiste uniquement à ajouter à l'énumération des motifs de classement en forêt, de protection (1), motifs énumérés par l'art. 2 de la loi du 28 avril 1922; les termes suivants « ainsi qu'à la régularisation du régime des eaux ».

La brièveté du texte ne correspond en rien avec son importance, car pour qui voudra classer un bois en forêt de protection, il suffira d'exciper de cet additif à l'article primitif. D'ailleurs, M. le Ministre de l'Agriculture ne cache nullement le but qu'il veut atteindre (2).

« Sur tout le reste du territoire (terrains autres que ceux visés par la loi Chauveau) aucune restriction n'est imposée à l'exploitation des bois des particu-

(1) « Pourront être classées comme forêts de protection, celles dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes et à la défense contre les avalanches et contre les érosions et envahissements des eaux et des sables. » (Art. 11, loi du 28 avril 1922.)

(2) Voir également en ce sens en appendice le projet de M. Durand sur le défrichement.

liers, sauf la prohibition de défricher, édictée par le Code forestier. Or, il est malheureusement trop de particuliers qui ne savent pas résister à l'attrait d'une réalisation immédiate de tout leur matériel ligneux ou aux offres des spéculateurs. Des marchands de bien achètent de nombreuses forêts pour en exploiter tous les produits vendables qu'ils font souvent sortir du pays et abandonnent ensuite à vil prix le sol dénudé après des coupes dont l'importance et parfois les mal façons entraînent pour longtemps la ruine des fonds ainsi traités....

L'Administration vient de faire procéder à une enquête en vue de connaître approximativement l'importance des exploitations intensives effectuées en France, durant les dernières années. D'après les résultats de cette enquête la surface forestière parcourue ou en train d'être parcourue par des coupes d'un caractère nettement abusif est d'environ 170.000 ha.

Les conséquences de ces abus de jouissance de la propriété boisée peuvent se faire sentir au point de vue du régime des eaux et aggraver le danger des inondations.... Un lien étroit existe, en effet, entre la forêt et le régime des eaux.... »

C'est sans doute se rangeant à cette raison que le conseil municipal de Paris, approuvant le projet Durand, demandait, le 15 mars 1926, sa discussion immédiate.

Nous avons déjà dit ce que nous pensions de l'in-

fluence des forêts sur le régime des eaux, nous n'y reviendrons donc pas. Au reste, le régime des eaux n'est dans ce projet que l'accessoire, à notre sens, le but cherché est la reconnaissance comme forêts de protection de toutes celles, qu'il plaira de faire déclarer telles pour arrêter ce danger signalé, auquel l'on a donné le nom de **déforestation**.

Si grande que soit notre confiance en l'administration forestière, nous ne saurions souscrire à cette mesure, qui livre sans défense à sa merci les propriétaires de forêt. Dans son sein, comme partout ailleurs, il peut se trouver des agents, dont l'esprit manque de cette largeur de vue que nous nous plaisons à lui reconnaître; et puis, nous l'avons dit, cette administration peut être troublée dans son recrutement, ses règlements, ou même sa constitution intrinsèque. Enfin l'arbitraire, d'où qu'il vienne, nous paraît une mesure critiquable, voire même insupportable.

Au reste, qu'est-ce donc que ce danger de la déforestation ?

Un grand mot sans doute, dont le sens vague effrayant rivalise avec le projet déposé. Déforester, ce n'est pas défricher, car à quoi bon deux mots pour un même fait ? Est-ce couper à blanc estoc ou de cette manière abusive qui compromet l'avenir du fonds ? — Mais alors, nous l'avons vu, la jurisprudence assimile l'opération au défrichement et la sanctionne comme tel,

Déforester, ce serait donc amoindrir un sol boisé sans lui changer sa nature de bois. Où sont donc les limites d'un pareil terme ?

Déforestation est l'opération qui consiste à retirer d'une forêt, pour tout ou pour partie, le matériel ligneux de haute classe, — et par là il faut entendre les arbres de grandes dimensions — pour ne laisser qu'un sol, où croîtra du taillis simple, qui cependant, au point de vue régime des eaux, ne craindra pas la comparaison avec la futaie, et qui demandera pour sa réalisation une main-d'œuvre quatre ou cinq fois plus nombreuse que des futaies occupant le même espace.

Mais en agissant ainsi, le propriétaire n'use que de son droit essentiel de disposer de sa chose à son gré : le lui retirer, comme le projet déposé le permettrait, serait à la fois une injustice et une erreur économique.

Une injustice, nous allions dire une spoliation.

La loi Chauveau prévoit en effet une indemnité en cas de diminution de revenu, mais comment le propriétaire établira-t-il sa diminution de revenu ?

Deux cas peuvent se présenter : La forêt déclarée de protection sera pourvue d'un aménagement ou non.

Dans la première alternative, il faudra voir jusqu'à quel point l'aménagement est régulier, comment et en quelle proportion étaient marquées les réserves ; tenir compte des coupes dépérissantes ou extraordinaires, en un mot comparer le régime ancien au

régime nouveau imposé; tout cela comportera des comptages, des évaluations de cube, des adoptions de prix; les personnes, qui auront à se mettre d'accord, seront tentées d'exagérer en sens inverse l'une de l'autre; et pour nous, la conciliation sera presque toujours impossible.

Si aucun aménagement n'existe, ce sera bien plus difficile encore. Comment l'administration contrôlera-t-elle les chiffres donnés du revenu d'un bois? Il faudra prendre pour base le produit précédemment retiré, en le répartissant sur un certain nombre d'années, ou bien se reporter à la situation actuelle; mais hier, cette forêt aujourd'hui en taillis, était peut-être futaie, là où s'élèvent des pins; des chênes majestueux étendaient peut-être leurs branches; si bien que, en plus des difficultés d'estimation du revenu actuel, il y aura impossibilité absolue de comparaison, impossibilité voulue ou accidentelle.

Combien devient illusoire, dans ces conditions, l'indemnité que l'on pourrait attribuer en conformité avec les textes?

Et puis, il est un élément, dont en toute équité il faudrait tenir compte du fait même que la disposition des bois n'appartient plus pour totalité au propriétaire, la forêt sera dépréciée pour tout nouvel acquéreur; ici encore, comment évaluer cette perte?

Toutes ces difficultés se retrouveront avec encore plus de force, lorsqu'un propriétaire, usant de la

faculté laissée par la loi, poursuivra l'acquisition de son bien par l'Etat pour réduction de plus de 50 % de son revenu.

En effet, il y a deux parts dans le revenu d'une forêt: « la première comprendra le revenu donné par le sol forestier proprement dit, qui à toute analogie avec rente foncière; la seconde correspondra au rendement du capital forestier, accumulé dans les réserves, revenu d'un caractère mixte, produit du capital et de la prévoyance (1). »

En outre, assimiler les bois à un capital, même à un capital s'augmentant de ses intérêts composés, ce n'est peut-être pas tout à fait juste. « la production annuelle n'est pas constante, le taux d'accroissement de la valeur ne l'est pas davantage; suivant des lois dont l'effet ne peut être mesuré; ils varient l'un et l'autre avec la fertilité du sol; la nature des essences, le mode de traitement, la consistance des massifs (2). »

Et puis ce taux, comment le fixer ?

« Impossible de fixer un taux constant de placement en forêt, il sera toujours essentiellement variable, car il dépend des conditions plus ou moins avantageuses .

(1) DAUBRÉE, *La crue récente de la Seine dans ses rapports avec la question forestière. Commission des inondations. Rapports et documents*, p. 524. Paris, Imp. Nationale, 1910.

(2) GALMICHE, Inspecteur des eaux et forêts, « Note pour la vente des forêts », *Bulletin de la Société forestière de Franche-Comté et de Belfort*, septembre 1897.

de l'acquisition du domaine, de l'habileté de l'administrateur, des cours des bois (1). »

Réuss et Hüffel professent que dans la même région, le taux change avec le mode de traitement, l'exploitabilité adoptée, les essences, le propriétaire (2).

« Forcé de reconnaître la variabilité du revenu et du taux, ainsi que la difficulté de leur détermination, on a cherché, nous dit Puton, divers palliatifs : le taux mobilier moyen, ou bien celui du loyer ordinaire des capitaux mobiliers dans la contrée. C'est une erreur, ce n'est pas par une moyenne qu'il faut mesurer la valeur d'une chose spéciale. De même que les qualités inhérentes à chaque espèce de domaines font acheter ceux-ci à 2 %, 3 % et 5 %, de même une exploitation à court terme et à faible matériel constitue un placement à un taux plus élevé qu'un autre à longue révolution exigeant un important matériel bois (3). »

Bien mieux encore, ce taux lui-même spécial pour chaque forêt ou partie de forêt, variable avec le sol, le traitement suivi, le propriétaire, changera encore, alors même que tous ces éléments resteront identiques.

(1) CANNON et GAZIN, *Une excursion forestière dans l'Est*. Paris, 1891.

(2) Cours d'aménagement et d'estimation des forêts à l'Ecole forestière.

(3) PUTON, *Estimation concernant la propriété forestière*. Paris, 1886.

« Après être resté quelque temps en équilibre à son niveau culminant, le taux descend à mesure que l'âge de la réalisation monte, parce que normalement, si l'exploitation est judicieuse, le capital augmente bien plus vite que le revenu (du fait des réserves accumulées). Cette décroissance est reconnue par tous les économistes sans exception (1) » et M. Jacquot « ne considère nullement la révolution comme une chose fixe et invariable à laquelle il sera défendu de toucher dans l'aménagement en cours. En effet, sa durée ou ce qui revient au même, l'échéance d'exploitabilité dépend de grandeurs très variables : la végétation des peuplements, l'allure du marché, la mercuriale des différentes catégories de marchandises ».

En présence de tant de complexités des intérêts qui s'affronteront, comment arriver à un accord ? Puisque toute donnée générale, tout tarif-type est à rejeter.

Enfin, ou M. le Ministre de l'Agriculture entend faire appliquer son projet au cas où il deviendrait loi, et alors quelle somme formidable devra-t-il faire inscrire au budget ? ou bien, il cherchera à procéder sans indemnité ou en les réduisant au minimum, d'où une plus ou moins grande spoliation, et quand on considère qu'il y a en France 1.528.700 propriétaires de bois, possédant une moyenne de 4 hectares 20 ares

(1) JACQUOT, *Incendie de forêts*. Paris, 1903.

de bois chacun, l'on peut se demander si pareil acte passera sans réclamations, voire même sans sursauts.

Quand on se souvient des difficultés rencontrées en montagnes pour l'application de la loi de 1882 on ne peut considérer comme négligeable cette conséquence possible du projet de loi. A cette époque « on vit les habitants de certains villages forcer les ouvriers de l'administration des forêts à désertar les pépinières. A Barèges les paysans mirent le feu aux pépinières et aux semis sur quatorze endroits différents. » (1) Et Monsieur Daubrée, directeur général des Eaux et Forêts, est contraint de reconnaître « que les dispositions de la loi de 1882 relatives aux pâturages n'ont pu, malgré les efforts de l'administration, donner toujours les résultats qu'on attendait par suite de l'opposition des populations montagnardes. » (2)

Violation du droit de propriété, cette mesure serait une erreur économique irréparable.

Le premier but qu'elle atteindrait serait la suppression quasi immédiate du matériel ligneux, qu'elle voulait protéger. Le propriétaire, à l'annonce précise de la mesure prochaine lui interdisant de toucher à ses grands bois, n'aurait rien de plus pressé que de

(1) MAXIME MIANE, *La question du reboisement des montagnes*, page 58. Paris, 1895.

(2) DAUBRÉE, *Restauration et conservation des terrains en montagne. La défense forestière pastorale*. Paris, 1911.

couper tous ceux, qu'il avait jusque-là jalousement élevés.

Car, ne l'oublions pas, si parmi les propriétaires, il en est qui commettent des abus, il en est beaucoup d'autres qui gèrent de très belle manière leurs immeubles boisés. Souventes fois ceux-ci se livrent à des expériences de sylviculture très onéreuses — introduction d'espèces nouvelles, rares ou exotiques ; conversion de taillis en futaie. — Celle-ci comporte au point de vue esthétique un progrès sensible sur le taillis, mais au point de vue rapport, combien n'est-elle pas inférieure.

Puton écrivait déjà en 1883 : « C'est une production coûteuse que celle des grands bois, elle coûte beaucoup de temps et beaucoup d'argent.

L'Etat seul doit l'entreprendre et il doit le faire sur toutes les forêts qu'il possède.

Il est temps de songer que les bois de l'Etat sont destinés à produire du bois, du gros bois surtout et non de l'argent. » (1)

N'oublions pas que Monsieur Puton fut Directeur de l'Ecole Nationale forestière de Nancy, son opinion est donc particulièrement autorisée. C'est la reconnaissance formelle, et nous y reviendrons, de la mauvaise opération financière que fait le propriétaire réservant.

(1) PUTON, *Traité d'aménagement*. 1883.

des grands arbres. Et alors pourquoi au lieu de le contraindre, ce qui est injuste, ne pas l'encourager ?

N'est-il point curieux qu'en notre pays, où plus souvent qu'en nul autre il est question de liberté, ce soit toujours l'esprit de coercition, qui domine toute réglementation.

Voici comment Monsieur A. Mathey, conservateur des Eaux et Forêts, s'exprimait le 23 novembre 1922, au sujet des différents régimes dont étaient susceptibles les forêts :

« La futaie, c'est le *régime du capitalisme*, celui des hauts barons de la finance, c'est donc le régime qui convient aux personnes morales, tels l'Etat, les communes, à ceux qui n'ont pas un besoin pressant d'argent; on m'objectera qu'il est imprudent de mettre ici l'Etat en cause, qu'en ce moment on ne peut pas dire qu'il soit riche, attendu que les budgets se succèdent mais ne s'équilibrent toujours pas. Espérons en des temps meilleurs.

Le taillis simple, c'est le *régime du prolétariatisme*, celui du pauvre, pas n'est besoin de capital pour faire du taillis simple.

Entre les deux, je trouve un régime spécial, régime bien français, qu'il faudrait inventer s'il n'existait pas, c'est le taillis sous futaie. De ce mode de traitement infiniment souple et infiniment élastique, on peut tirer tout ce qu'on veut, des fagots ou du moule, des gros ou des petits arbres; on peut donc en quelque

sorte modeler le régime sur les besoins non seulement du pays, mais encore du propriétaire. »

Pourquoi ne pas signaler ici l'antagonisme violent, qui existe entre ce projet de M. Durand et les dispositions financières qui frappent les parcs, essentiellement bois de futaie, d'un d'impôt plus grand que les taillis.

Considérer les forêts comme une propriété de luxe, c'est un argument fort commode pour les surimposer, en même temps qu'un moyen fort insidieux de les faire disparaître.

« Il n'est que juste de dire avec Broilliard que le propriétaire de grands bois est un bienfaiteur, et l'on voit combien il serait malhabile d'abuser de son culte du beau pour lui rendre plus onéreux encore les services d'utilité publique, qu'il rend à la collectivité (1).

Et cependant ces propriétaires, qui par amour de leur forêt ou par respect de coutumes ancestrales, se sont imposés les sacrifices importants que comporte la production de futaie ou de vieux arbres, n'accepteraient pas volontiers une obligation quelconque quant à la coupe de ceux-ci.

Tels, qui font volontiers appel aux agents forestiers pour les conseiller n'admettraient nullement la présence de ceux-ci, dès l'instant qu'elle leur serait imposée : ce sentiment de révolte naturelle est en lui-

(1) BROILLIARD, *Du traitement des bois en France.*

même illogique, mais si bien en conformité avec l'esprit français, qui ne peut tolérer la contrainte.

Condamner à la hache, pour une grande partie au moins, les réserves existantes, serait une des premières conséquences de l'adoption de ce projet, et réduire à la stérilité, quant à la production de ces mêmes réserves, toutes les forêts, qui ne seraient pas classées immédiatement forêts de protection, nous apparaît comme une seconde conséquence inévitable de la mesure envisagée.

Quel est l'homme qui serait assez insensé pour aller déposer dans le coffre-fort d'une banque, loué par lui, une partie quelconque de sa fortune, sachant que le jour où le besoin se fera sentir, il ne pourra pas retirer son argent ?

Or, le propriétaire, qui laisse croître au delà de la révolution normale des arbres de sa forêt, ne fait rien autre chose que de conserver pour les retrouver à l'heure voulue, une partie de la fortune, que représente sa forêt. Lui interdire, ou faire planer sur sa tête une menace d'interdiction, de monnayer cette richesse, c'est ruiner la confiance qu'il a en ce mode de placement, et une expérience trop récente nous a montré que, de la crise de confiance à la suppression du placement lui-même, il n'y a qu'un pas vite franchi.

Les sols boisés existants seraient donc voués à une déconsidération profonde, c'est dire que le souci des plantations serait atteint jusque dans son fondement ;

l'intérêt privé s'ingénierait à trouver une autre manière de tirer profit des sols cultivables ou non ; mais les consacrer à la forêt pour se voir plus tard limités dans la jouissance de celle-ci, rares seraient les propriétaires qui s'y résigneraient.

L'erreur économique du projet se double d'ailleurs d'une faute financière non moins grave.

A l'heure actuelle où notre franc, déprécié à l'excès, a tant de mal à se maintenir, il trouve dans les ressources que nous tirons de nos forêts un secours appréciable : d'une part tout ce que nous produisons chez nous, nous n'avons point à l'acheter au dehors à des cours presque prohibitifs, et le bois est de ces matières ; bien plus, à côté d'importations réduites par notre production nationale, nous retirons un avantage intéressant des quelques exportations ligneuses que nous effectuons : que ce soit en Angleterre — états de mines des Landes et de l'Ouest — ou en Espagne — sciages des Landes, et à cette époque où le mot d'ordre adopté pourrait se résumer en cette formule « tout pour le franc », pourquoi lui retirer ce moyen de défense ?

N'oublions pas aussi que le crédit à inscrire à notre budget aurait à pourvoir à deux rôles différents : permettre une augmentation notable du personnel de l'administration forestière (celle-ci, réduite à ses plus extrêmes limites, a en ce moment la gestion de 3.600.000 hectares environ, et les bois des particuliers

couvrent 6.739.593 hectares) et en outre indemniser les propriétaires. C'est dire l'importance de la dépense à engager.

A ce titre, cette mesure est donc au moins inopportune, mais quand des jours meilleurs pour nos finances seront venus, ce n'est pas pour ces sortes de dépenses qu'il faudrait ouvrir un crédit aux Eaux et Forêts, nous croyons plutôt qu'il serait préférable d'augmenter celui mis à la disposition de cette administration pour acheter des forêts menacées ou des terrains à planter, les crédits octroyés à l'heure actuelle étant nettement insuffisants.

Dans un discours prononcé au banquet de la Fédération du Commerce des Bois, le 23 mars 1926, M. Carrier, Directeur général des Eaux et Forêts, s'exprimait ainsi :

« Je vous ai dit que la politique de l'administration forestière tendait surtout à collaborer avec vous et à tâcher de sauver, pour vous, des coupes abusives, en les achetant, les forêts que les malheurs des temps faisaient changer de maîtres.

Dans la mesure où elle l'a pu, l'administration forestière a suivi cette voie, elle a fait quelques bonnes opérations et elle ne demande qu'à continuer; le malheur est qu'elle ne dispose pas d'assez d'argent pour développer, comme il faudrait, cette action heureuse. »

A tant de motifs de rejet, nous pensons qu'il y a lieu d'en ajouter un autre.

Malgré cette administration forestière, qui est peut-être la plus brillante de toutes nos administrations, quel est donc le revenu que l'Etat tire de ses forêts ?

M. de Fels, dans un article publié dans la « Revue de Paris », en 1922, observe qu'au regard du passif de la France, angoissante préoccupation.... « Les bois et forêts sont la moindre partie du domaine privé de l'Etat.

L'Etat, les communes, les établissements publics possèdent de ce chef 6 % du territoire national.... Quel revenu tire-t-il de cette splendide propriété domaniale, confiée à la plus savante et à la plus compétente de nos administrations ? A peine 40 % du produit brut, soit 2 % de la valeur en capital. »

Et son contradicteur, dans la « Revue des Eaux et Forêts », écrit : « Mais que penser de ce chiffre de revenu de 2 %, qui vient mesurer le rendement du domaine forestier de l'Etat ; nous en admettons l'exactitude qui, d'ailleurs, nous paraît correspondre à la réalité. »

En présence d'un tel chiffre, l'on comprend aisément que le particulier préfère sa manière d'opérer.

Faire des coupes importantes ! Mais c'est pour lui augmenter son revenu, car, là où l'outillage moderne et les procédés d'exploitation récents peuvent être employés, la valeur vénale de la marchandise augmente ; et même dans les adjudications de bois domaniaux, qui ont eu lieu en ces dernières années,

il est à remarquer que ce sont les coupes les plus importantes quant à la quantité, qui sont payées les plus chères quant à la valeur intrinsèque des marchandises.

M. Durand signale que les bois, provenant des exploitations abusives, prennent souvent le chemin de l'étranger : sans vouloir chercher s'il y a là un fait regrettable, notons cependant que, par les tarifs douaniers, le gouvernement a la possibilité de mettre fin à cet état de chose.

Couper ses bois sans réserve ou presque ! Mais c'est pour le propriétaire une opération sans doute plus lucrative que d'élever de la futaie, car nous sommes bien convaincus que s'il en était autrement, il serait le premier à viser à la production de grands arbres.

C'est ce que nous confirme M. Jacquot : « La futaie à longue révolution, écrit-il, qui en dehors des régions montagneuses convient exclusivement à l'Etat ou à des communes riches, a naturellement le taux (de placement) le plus faible en raison de la lointaine échéance des coupes principales et de l'important matériel accumulé. Les gros bois, qu'elle seule est capable de livrer, augmentent en effet le rendement et donnent la rente forestière la plus élevée, mais à condition de ne pas se préoccuper du capital engagé.

Bien que le plus souvent en sol pauvre, le taillis simple rapporte un peu plus de 3 %. Le planteur entreprenant, doué de clairvoyance et d'initiative,

obtient 5 %, au prix il est vrai d'insuccès possible, de risques d'incendie, d'attention constante et éclairée, de talent même dans le martelage (1). »

« Le propriétaire qui conserve sa réserve forestière, en fait travailler le capital à moins de 3 %. Il aurait pécuniairement avantage à faire une coupe rase et à en placer le produit en valeur de portefeuille, rapportant 3 % », disait Descombes. (2)

Les pourcentages ont changé, mais comparé aux revenus des capitaux mobiliers, le produit forestier reste toujours inférieur.

Bien plus, au point de vue sylviculture, est-ce une opération si condamnable ?

Nous ne le croyons pas, souvent il a été donné de constater que de magnifiques taillis où trop de réserves avaient été marquées ne présentaient plus à la révolution suivante qu'un bois chétif, malvenant, dépérissant.

Presque toujours dans les taillis, les plus gros arbres ont tué toute végétation autour d'eux.

Dans ses « Estimations concernant la propriété forestière », Puton majore chaque coupe de taillis proportionnellement à la plus grande somme d'air et de lumière dont jouit le recrû lorsqu'il est débarrassé de l'étage dominant, c'est-à-dire des réserves.

(1) JACQUOT, *Incendie de forêts*. Paris, 1903.

(2) DESCOMBES, *Éléments de Sylvonomie*. Bordeaux, 1913.

L'on nous objectera peut-être que les futaies ne peuvent, pour leur régénération, s'accommoder d'une coupe à blanc estoc. Si le propriétaire le préfère et trouve un intérêt à agir de cette façon, quitte à repeupler artificiellement, nous ne voyons pas pourquoi le lui interdire; mais il y a mieux dans nos régions dévastées, là où l'Allemand avait mutilé nos plus belles futaies, les coupant à des hauteurs de 20 à 40 centimètres au-dessus du sol dans le but de les vouer à une ruine certaine, un magnifique semis naturel s'est levé, et ce qui est le plus extraordinaire, c'est que pour une cause qui échappe, le plus habile forestier n'avait point su obtenir de semis dans ces mêmes futaies au cours des années antérieures à 1914.

En outre, M. le conservateur Briot signale que « les plus beaux peuplements de la Savoie et de la Haute-Savoie sont issus de coupes rases, faites dans la première moitié du dernier siècle. Certaines essences réclament impérieusement ce traitement.

En Auvergne, dans la Margeride, le Vivarais, le Velez, le Forez, partout où règne le pin, ce n'est qu'elle qu'on pratique, que les forêts appartiennent à l'Etat, aux communes ou aux particuliers; la coupe rase convient non moins bien à l'épicéa ou au Mélèze (1): »

« D'autre part, les maîtres de la science sylvicole,

(1) M. le Conservateur BRIOT dans le *Patriote républicain de Savoie*.

comme Lorentz et Parade, Puton, préconisent la coupe rase pour les essences à graines légères (1). »

B) *Causes de la déforestation.*

Il est encore un point sur lequel nous ne saurions suivre M. le Ministre de l'Agriculture; c'est sur la cause qu'il attribue au déboisement.

« Il est malheureusement trop de particuliers qui ne savent pas résister à l'attrait d'une réalisation immédiate de tout leur matériel ligneux ou aux offres des spéculateurs. »

Nous ne nions pas que le cas, envisagé par les lignes ci-dessus reproduites de l'exposé des motifs du projet de loi, se rencontrent quelquefois, mais nous pensons que la majorité des propriétaires obéissent à un tout autre motif.

L'accroissement du coût de la vie a réduit presque à la misère toute cette catégorie de gens que l'on désigne sous le nom de petits rentiers, c'est-à-dire tous ces gens, qui, après une petite aisance acquise par leurs travaux, avaient organisé leur vie pour vivre en dépensant leur revenu; le prix de la vie augmentant, les ressources de ceux-ci sont devenues insuffisantes, ils n'eurent d'autres alternatives que de travailler à nouveau; mais en bien des cas leur retraite des affai-

(1) DUCROT, *La Réforme forestière et la propriété privée*. Thèse, Grenoble, 1910.

res ou du monde du travail n'était due qu'à la maladie ou au grand âge : dans ces conditions, il leur fallait pourtant vivre et pour cela leur dernière et suprême ressource était d'entamer peu à peu leur capital.

Or, il n'existait dans le portefeuille de ceux-ci que des valeurs françaises (le plus souvent rentes sur l'Etat) à moins que ce ne fussent des titres russes qui avaient, lors de leur émission, trouvé tant de succès auprès de la petite épargne.

Du fait de la dépréciation de ces valeurs, les vendre, c'était consentir à une perte importante et sans compensation possible et si, dans le patrimoine de ces personnes, se trouvait une quelconque propriété, maison, terre ou bois, fût-ce une propriété familiale, la dure nécessité les contraignait à en tirer partie immédiatement, voire même à les vendre.

Et en France, sur environ 1.528.700 propriétaires forestiers, 1.446.000 possèdent 2.300.000 hectares de bois, soit moins de 10 hectares chacun, et 64.000 autres possèdent de 10 à 50 hectares chacun. Ceux qui, dans ces conditions, ont exploité leurs bois ou vendu même sol et superficie, ne l'ont point fait par spéculation.

Mais, dira-t-on, à côté de ces petites parcelles, il existe d'immenses massifs et c'est eux surtout que vise l'exposé des motifs.

Sans doute les grandes propriétés boisées existent, mais relativement en petit nombre, au point que Monsieur l'Inspecteur Général Lafosse n'a pas craint

d'écrire en parlant des bois particuliers : « cet émiettement de la propriété forestière, cette poussière de bois est une cause de faiblesse pour notre production ligneuse. »

La statistique dément, en effet, cette idée généralement admise que la propriété des forêts n'est le privilège que de quelques individus (1).

FORÊTS PARTICULIÈRES

1.446.000	propriétaires	possèdent	moins de 10 ha
64.000	»	»	de 10 à 50 ha
10.200	»	»	de 50 à 100 ha
5.000	»	»	de 100 à 200 ha
1.500	»	»	de 200 à 300 ha
700	»	»	de 300 à 400 ha
400	»	»	de 400 à 500 ha
710	»	»	plus de 500 ha

Les grands domaines se trouvent dans les Landes :

101 propriétaires pour 95.328

la Gironde	81	»	»	92.248
le Var	48	»	»	41.311
le Cher	39	»	»	29.452
la Maine	23	»	»	21.234

Au surplus, ces grands domaines ont, en outre des besoins d'argent que peuvent éprouver leurs propriétaires, une autre cause d'exploitation et de vente

(1) M. l'Inspecteur Général des Eaux et Forêts Lafosse présente la statistique suivante :

Quand, consécutivement à une mutation par décès, il faut que l'héritier acquitte un droit, qui peut atteindre 60 à 70 % de leur valeur, il est bien rare, que cette somme puisse être versée sans exploitation.

Fréquemment un emprunt onéreux permet d'opérer le versement au trésor, mais il faut songer au remboursement, et la mise en coupe est inévitable.

En d'autres circonstances, l'héritier, plus ou moins mal préparé à la gestion d'un domaine forestier important, voit là une charge difficile et quand il lui faut en plus verser sans délai une somme considérable pour droits de succession, il n'hésite plus ; il préfère vendre son domaine, ainsi il a de l'argent frais. Il n'a pas eu de difficultés d'estimation avec le fisc, ni à vendre pour s'acquitter, des valeurs dépréciées.

Il est à remarquer, que mieux était traitée la forêt, plus grosse est la somme à verser au trésor pour droits de mutation ; c'est en effet sur la valeur au jour du décès et non sur le revenu qu'est établi l'impôt des successions ; et comme une réalisation, si rapide soit-elle, du matériel ligneux ne saurait être effectuée en temps utile pour couvrir les frais de mutation, la difficulté n'est que plus grande.

Une autre cause de la déforestation vient aussi du bouleversement actuel des fortunes, bouleversement en quelque sorte né de la guerre.

Dans toutes les catégories de biens, notamment dans les biens fonciers, nous assistons à de nombreux

changements de propriétaires. Pour ce qui concerne les forêts, lors des ventes, ou bien elles sont rachetées par des gens, qui veulent les conserver, et alors leur mode d'exploitation n'est pas modifiée ; ou bien elles étaient en âge de produire des bois propres au service, et alors il arrive que des commerçants s'en rendent acquéreurs, pour les mettre ensuite en coupe et jeter leurs produits sur le marché ; comment les en blâmer, leurs disponibilités ne permettent généralement pas à ces derniers l'immobilisation des capitaux nécessaires pour conserver intact le domaine ; ils l'exploitent donc en tout ou en partie, revendant ensuite ou gardant pour eux un sol nu sans doute, mais qu'eux ou leurs acheteurs vont traiter avec sollicitude, améliorer au fur et à mesure de leurs disponibilités sinon avec plus de soin, certainement plus rapidement et à moins de frais que ne saurait le faire l'administration forestière.

« On parle trop fréquemment, dit Monsieur de Nicolay, président du Comité des forêts, de l'incompétence, de l'insouciance, voire même de la cupidité des propriétaires (1). Ceux qui le disent ignorent les sacri-

(1) Dans la campagne de presse à laquelle nous assistons, un grand nombre d'articles (articles généralement creux et qui ne signifient rien du tout, écrit M. Le Bouteiller dans la *France forestière et Industrielle*, du 1^{er} février 1926) assimilerait presque les propriétaires et les exploitants forestiers à des vandales

fices que comportent l'entretien et la conservation d'un domaine forestier, et si l'on ne songe qu'aux 150.000 hectares de Sologne et aux 700.000 hectares des Landes, qui ont été reboisés en très peu de temps, exclusivement par l'initiative privée, on est obligé de reconnaître qu'elle a plus servi l'intérêt général qu'elle ne l'a desservi comme certaines tendances voudraient le faire croire aujourd'hui.»

Et l'auteur d'ajouter : «Au reste nous pourrions citer des remontrances adressées par le fisc à certains propriétaires, lors de la détermination du revenu d'une

dévastateurs. Si elle se voyait couronnée de succès une partie de la presse reprendrait volontiers les vers de Th. de Banville :

Et toute créature a le cœur plein d'ivresse

Excepté les pervers et les marchands de bois.

De la légende ainsi créée, nous sommes tentés de rapprocher celle beaucoup plus ancienne, des moines débrouailleurs disputant peu à peu le terrain à l'emprise de la forêt.

Et en présence des lettres-patentes de février 1670 que Louis XIV, plein d'admiration pour les forêts florissantes, qui avoisinaient la Grande Chartreuse, accordait aux moines de cette abbaye, qui au lieu de détruire leurs beaux arbres, les avaient jalousement soignés, lettres-patentes qui devaient les préserver de toute intervention des officiers des eaux et forêts agissant en conformité de l'ordonnance de 1669; en présence du renouvellement de ce privilège par Louis XV, de la confirmation de cette faveur aux Chartreux toujours soucieux de leur forêt, par un arrêt du 2 février 1734 (1), nous n'hésitons pas à dire, que, si semblable manière de faire subsistait encore aujourd'hui, les lettres-patentes seraient légion, et l'exception deviendrait presque la règle.

(1) PECQUET, Tome II, page 258.

forêt, leur reprochant de ne pas tirer de la forêt le revenu qu'une exploitation plus intense pourrait assurer. »

Nous voulons croire que les observations signalées ne sont qu'exceptions regrettables, cependant, indépendamment même du régime des mutations par décès, notre système fiscal a peut-être lui aussi une répercussion indirecte sur la déforestation.

Monsieur Ch. Guyot, ancien Directeur de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts, écrivait le 15 mars 1913 (*Revue des Eaux et Forêts*) : « Sans doute depuis 1908, les réalisations prématurées sont plus fréquentes, et certains particuliers paraissent vouloir abandonner les vieilles habitudes d'épargne et de prévoyance, qui caractérisaient les propriétaires français. Mais à qui la faute ? — A l'Etat, qui semble prendre à tâche de les effrayer par ses menaces de lois coercitives et par des superpositions d'impôts, auxquelles ils espèrent échapper en transformant cette richesse forestière trop visible aux yeux du fisc. »

M. Descombes disait encore (1) : « Une obligation impérieuse incombe au pouvoir public... soulager les propriétaires forestiers qu'écrase l'impôt et qui sont entraînés à alléger leur charge par l'abatage d'un plus grand nombre d'arbres de futaie. »

(1) DESCOMBES, *Eléments de sylvonomie*.

Tel est bien aussi l'opinion de Monsieur J. Reynard, Conservateur des Eaux et Forêts :

« Les propriétaires de bois particuliers prétendent avec une certaine raison, que les impôts divers pèsent trop lourdement sur ce genre de propriété et que le fisc les oblige à des exploitations abusives. Ils seraient obligés d'entamer le capital forêt pour payer ces impôts.

Il y a quelque chose de fondé dans ces griefs et toute la législation fiscale aurait besoin d'être revue à ce point de vue. Mais aujourd'hui je ne veux examiner que la question de l'impôt foncier et de la conservation à l'état boisé des forêts privées dans un but d'utilité publique.

On n'empêchera jamais un propriétaire de détruire sa forêt le jour où la conservation lui causera un préjudice trop grand. Si donc on veut, dans l'intérêt social, maintenir le terrain à l'état boisé, il paraît indispensable d'intéresser le propriétaire à cette conservation. Le dégrèvement de l'impôt foncier semble la mesure la plus juste et la plus naturelle pour obtenir ce résultat.

Les nouveaux projets de loi de M. Jean Durand étendent le mode d'action de la loi sur les forêts de protection du 28 avril 1922, mais ils n'en changent pas le principe. On a bien admis que le propriétaire pourrait avoir droit à une indemnité, en raison du dommage que lui causerait le classement de sa forêt

et des restrictions de jouissance qu'il entraînerait, mais on n'a pas prévu le dégrèvement de l'impôt foncier. Toutefois, si l'Etat achetait cette forêt pour son propre compte, comme il en a le droit d'après l'art. 5 de la loi, l'impôt foncier disparaîtrait par suite de ce simple achat.

Il est incontestable, en effet, que l'opposition au défrichement et la conservation forcée de l'état boisé sont un véritable impôt en nature, qui pèse lourdement sur le propriétaire, impôt souvent supérieur à l'impôt foncier.

On aurait donc dû accorder ce dégrèvement à tout propriétaire dont le bois aurait été frappé d'une opposition, au droit naturel de défrichement..... (1). »

Pour nous résumer, même en tenant pour exacts les chiffres donnés par M. le Ministre de l'Agriculture : 100 hectares de déboisement quotidien, 100 hectares de reboisement par semaine, chiffres contestés cependant par M. de Nicolay, nous ne voyons dans le projet de loi déposé qu'une mesure inopérante, néfaste quant à la conservation et au développement de la forêt, d'autant plus dangereuse même qu'elle est plus vague.

Ce projet de loi n'est pourtant que la répétition, sous une forme plus voilée, d'une proposition de

(1) Journal *Le Bois*, 29 avril 1926.

F. David en 1907, proposition qui tendait à réprimer les coupes rases ou abusives.

Couper abusivement ou déforestier, ce sont là deux expressions synonymes, cependant nous ne saurions passer sous silence les dispositions qui furent envisagées à cette époque. Espérant quant à nous que le texte de M. Durand ira les rejoindre dans l'oubli.

Pour M. F. David « la coupe rase ou à blanc estoc est celle dans laquelle tous les arbres d'une forêt, sans exception, sont coupés dans leur tronc, leur souche à peu près au niveau du sol, sans conservation d'aucun baliveau ».

En outre, sera tenue pour abusive « toute coupe dépassant 5 fois la possibilité de la forêt (F. David) ou toute coupe qui par son étendue ou l'importance de ses produits dépassera le 1/10^e du matériel sur pied. (Amendement Louis Marin.)

La sanction prévue est l'assimilation au défrichement et la remise en état boisé peut être ordonnée.

Les termes de ces textes demandent une explication.

L'usage généralement suivi dans les exploitations est de laisser lors de chaque coupe, un certain nombre de jeunes sujets, choisis parmi les plus beaux, brins de semis, de préférence aux rejets de souche, que l'on appelle baliveaux. A la coupe suivante, à moins de causes spéciales (dépérissement, détérioration accidentelle) ces mêmes sujets seront encore respectés et prendront le nom de modernes; ces derniers, lorsque

la révolution fixée par l'aménagement reviendra, seront désignés sous le nom d'anciens.

Mais lors de chaque coupe, des baliveaux nouveaux auront été laissés et l'ensemble de ces baliveaux, modernes et anciens, constitueront la réserve ou ce qu'on est convenu d'appeler, le matériel de la forêt.

Bien entendu, le propriétaire prélèvera à chaque exploitation un nombre d'anciens plus ou moins considérable, ordinairement à moins de besoins spéciaux, une quantité égale à celle que pourront lui fournir les modernes actuels devenus anciens à la coupe suivante; de manière à trouver toujours à chaque révolution un même nombre d'anciens à abattre. Ce nombre constitue la possibilité de la forêt.

Ceci dit, l'on conçoit aisément que la mesure envisagée aurait été inopérante : limiter à 5 fois la possibilité ou au $1/10^e$ du matériel d'une forêt le quantum qu'il est permis au propriétaire de prélever sur son bien, mais c'est simplement forcer celui-ci à renouveler sa coupe chaque année jusqu'à ce qu'il ait retiré de son bois le produit qui lui est nécessaire. Ceci, à supposer que le contrôle soit effectif.

Dans cette proposition, en outre des sanctions conformes aux lois en vigueur, dont seront passibles les contrevenants « les communes collectivités ou particuliers propriétaires de fonds situés au-dessous des forêts protectrices ou vivant de leurs exploitations, pourront exercer leurs actions en réparation des dom-

mages résultant des coupes illicites ou de leurs conséquences (1). »

Devant semblable mesure, nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reprendre ces lignes de M. le Commandant Audebrand : « Voilà que sous prétexte d'empêcher l'abus, vous allez entraver sinon empêcher l'usage de la chose dont vous ne contestez pas la propriété aux propriétaires, abus bien plus grave, autant dire que la propriété n'est qu'un prétexte à charges... (2). »

Il est vrai qu'aux yeux du rapporteur la question présentait une gravité considérable. « Il ne peut être contesté par personne, disait-il, que les forêts de notre pays soient chaque jour dévastées davantage, ni que l'œuvre de déforestation amène après elle les calamités les plus graves. Le défrichement et la coupe rase se font maintenant d'une façon plus méthodique et même plus scientifique, pourrait-on dire. Ce sont des équipes considérables dirigées parfois par d'anciens agents de l'administration, qui jettent à terre des massifs boisés de plusieurs milliers d'hectares (3). »

Et puis, comme pour nous rassurer, ne disait-il pas :

(1) F. DAVID, *Documents parlementaires*, 1908, n° 1993.

(2) Extrait du *Bulletin des forces hydrauliques*, juin 1905.

(3) L'état dressé en 1908 des exploitations généralisées et des coupes abusives effectuées dans les forêts particulières évaluée à 59.705 ha. les coupes en voie d'exploitation. (Voir DUCROT, *La réforme forestière et la propriété privée*. Thèse, Grenoble, 1910).

F. DAVID, *Documents parlementaires*, 1908, n° 1993,

« l'administration l'a d'ailleurs formellement déclaré, ce qu'elle veut, c'est avoir en main une sorte d'épée de Damoclès, dont elle usera uniquement contre les inconscients ou les vandales devant lesquels elle est impuissante aujourd'hui (1). »

Les inconscients, c'est-à-dire sans doute ceux qui ne reconnaissent pas que « La valeur des forêts comme celle des produits forestiers ne peut que croître dans l'avenir. Il en sera de même de la fortune foncière et des revenus annuels des imprévoyants, à qui la loi tutélaire aura imposé pour leur plus grand bien la conservation de leur forêt (2). »

Rapproché des lignes suivantes, écrites par M. Guyot, sur le défrichement, le texte ci-dessus montre une contradiction dont on est frappé : « Si l'on comprend que le législateur ait cru devoir autoriser assez facilement l'intervention administrative pour une mesure qui, malgré sa gravité, n'entrave en rien la jouissance et la liberté de gestion du propriétaire, il ne saurait plus en être de même pour l'application du régime beaucoup plus restrictif en vertu duquel les agents administratifs pourraient s'immiscer fréquemment dans les moindres détails de la gestion forestière (3). »

Pour nous, reprenant cette manière de voir, nous

(1) Même origine.

(2) F. DAVID, Exposé des motifs-propositions de loi du 15 mars 1907.

(3) GUYOT, *Les forêts de protection*, Besançon, 1905,

appliquerons tant aux propositions antérieures qu'au projet de M. le Ministre de l'Agriculture, cette parole de M. Descombes: « Le législateur doit tout d'abord laisser à tous la faculté de servir l'intérêt général et et de mettre ainsi en évidence l'identité qu'il peut présenter avec l'intérêt particulier(1). »

Quoi qu'il en soit de toutes ces considérations : le dépôt du projet de M. Durand a suscité un mouvement d'opinion; pour ne retenir de ce dernier que les faits qui nous semblent les plus caractéristiques, nous citerons :

1° La protestation du Comité des forêts;

2° Le vœu du Syndicat des marchands de bois de Champagne;

3° Les avis de M. Lesire, président du Syndicat de la Puisaye et de M. Carrier, directeur général des Eaux et Forêts;

4° La lettre adressée à M. le Ministre de l'Agriculture par M. Grand-Clément, président de la Chambre syndicale du Commerce de bois de Lyon et de la région;

5° La lettre de M. Moeder, président de la Chambre syndicale du bois du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle;

(1) DESCOMBES, *Aménagement des Eaux dans le Sud-Ouest de la France*. Bordeaux, 1906.

6° L'avis du Groupement général du Commerce et de l'Industrie du bois en France.

Sans revenir sur la protestation de M. Nicolay, au nom du Comité des Forêts, protestation dont nous avons déjà parlé, examinons rapidement les autres textes :

2° Le vœu du Syndicat des Marchands de bois de Champagne.

Réunis le 25 février 1926, en assemblée générale à Châlons-sur-Marne, les marchands de bois de la Champagne approuvent tout projet de loi qui aura pour but de préserver le domaine forestier.

Mais, considérant qu'il n'est pas nécessaire pour cela de soumettre les bois particuliers au Code forestier, le but à atteindre étant d'empêcher les coupes à blanc estoc et d'assurer la protection de la forêt, émettent le vœu suivant :

« Pour procéder à la mise en vente ou à l'abatage de futaie ou de taillis sous futaie, le propriétaire devra obtenir de l'administration des eaux et forêts une autorisation, qui lui sera délivrée par l'inspecteur de la région forestière sur laquelle sont situés les bois à exploiter.

Pour obtenir cette autorisation, le propriétaire adressera au dit inspecteur :

- 1° La situation et la contenance de la coupe;
- 2° Le nombre des réserves, faites en baliveaux et modernes jusqu'à 1 mètre 30 de circonférence à

1 mètre 30 du sol, le propriétaire pouvant disposer à son gré des arbres de grosseur supérieure et de ceux dépérissants quelle que soit leur grosseur. L'administration forestière n'aura pas à intervenir en ce qui concerne toutes les autres conditions d'exploitation et de vente. Des amendes élevées ou des sanctions pourront être envisagées... (1). »

Ce vœu a sur le projet déposé un grand mérite, c'est de réguirer l'arbitraire, mais pour nous, comme pour M. l'inspecteur des forêts Hirsch, « actuellement nous ne sommes pas en mesure de faire des vérifications de cet ordre », il demanderait de la part des officiers forestiers un surcroît de travail vraiment considérable.

D'autre part il comporte encore bien des causes de conflit. Que se procurerait-il par exemple en cas de refus du permis d'exploiter, refus motivé sur une réserve jugée insuffisante ?

3^o Les avis de Messieurs Lesire et Carrier.

« Vous attribuez au projet de loi plus de conséquence qu'il n'en prévoit lui-même », dit M. Lesire (2) et M. Carrier, directeur général des Eaux et Forêts, s'exprimait ainsi sur ce sujet : « En réalité, je crois qu'on s'effraie beaucoup de ce projet qui n'est pas encore voté; je ne crois pas qu'il porte atteinte en quoi que ce soit au droit de propriété proprement dit;

(1) Journal *Le Bois*, 22 avril 1926.

(2) Journal *Le Bois*, 22 avril 1926.

quand il sera devenu loi, il gênera peut-être un peu le droit d'abuser, mais il ne gênera pas certainement le droit d'user en bon père de famille... (1). »

M. le Directeur général était tenu à une certaine réserve vis-à-vis de son chef, M. le Ministre Durand. Quant à M. Lesire, il nous donne lui-même l'explication de sa manière de voir: « Nous qui sommes des marchands de bois et qui voulons vivre de notre métier, et que nos enfants puissent à leur tour en vivre, nous ne voulons pas que toutes nos forêts de France ressemblent un jour à celles des régions dévastées et que nos usines soient obligées de fermer par manque de bois à travailler (2). »

Nous avons déjà réfuté ces arguments.

**4^e Lettre adressée à M. le Ministre de l'Agriculture
par M. Grand-Clément.**

Cette lettre est antérieure à la déposition sur le bureau de la Chambre du projet de loi, si nous la rapportons, c'est parce qu'elle nous montre un aspect nouveau de la question.

Constatant que notre richesse forestière est déjà très amoindrie par la guerre, que nous avons importé de l'étranger en 1924, 1.645.597 tonnes de bois d'industrie et exporté seulement 623.398 tonnes, Monsieur Grand-

(1) Journal *Le Bois*, 1 avril 1926.

(2) Journal *Le Bois*, 22 avril 1926.

Clément écrit : « Votre nouveau projet de loi aura malheureusement pour résultat d'accroître ce déficit... »

Puis en présence de la hausse des matières ligneuses qu'il signale, il ajoute : « Votre administration, Monsieur le Ministre, pourrait se féliciter de ce résultat au point de vue financier, si ces prix élevés ne constituaient une entrave à la construction des maisons à loyers, dont le besoin se fait de plus en plus sentir dans toutes nos villes de France... Il apparaît donc que comme contre-partie du projet de loi que vous allez déposer vous facilitiez l'entrée des bois étrangers dans notre pays, afin de rétablir l'équilibre que la nouvelle loi va rendre encore plus instable. » (1)

Nous ignorons si Monsieur Grand-Clément est propriétaire forestier, mais nous savons bien qu'il a un nom fort honorablement connu dans le monde des importateurs. Ceci n'explique-t-il pas cela ?

5^e Lettre de Monsieur Moeder.

Dans cette lettre, Monsieur Moeder, président de la Chambre syndicale du bois du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, vice-président de la Chambre de commerce de Strasbourg, écrit :

« Le signe visible d'une fortune bien assise, que représente une forêt petite ou grande, amène bien des

(1) *Moniteur des Scieries*, 17 octobre 1925.

petits propriétaires, bien des paysans à vouloir posséder un coin de forêt, à transformer une mauvaise terre en une sapinière, une châtaigneraie.

» Il serait à craindre que sous une loi trop sévère, ce mouvement si intéressant ne s'arrête ; interdire peut-être la libre utilisation d'un patrimoine aurait des effets funestes qui déprécieraient la propriété forestière.

» Quel propriétaire immobiliserait à jamais sa fortune ne pouvant ainsi disposer de la totalité ou d'une partie de son capital.... Nous ne méconnaissons nullement la valeur que représente la forêt particulière au point de vue général du pays ; nous croyons, Monsieur le Ministre, qu'il suffirait de renforcer le règlement forestier actuel, en astreignant tout propriétaire forestier désirant faire une coupe à blanc estoc à déposer préalablement une caution dans une caisse publique ou forestière de la valeur des frais de repeuplement de cette coupe. Dans ces conditions l'administration forestière aurait les moyens de faire exécuter aux frais du propriétaire récalcitrant les travaux nécessaires. » (1)

Nous entrons bien volontiers dans cette manière de voir ; la charge imposée est pour nous toute minime, car dans la plupart des cas les coupes se régénéreront d'elles-mêmes.

(1) *Moniteur des Scieries*, 13 février 1926.

**6° L'Avis du Groupement Général du Commerce
et de l'Industrie du Bois en France.**

Voici comment son président, Monsieur René Barbier, s'exprimait à l'assemblée générale du 24 mars 1926 sur la question, qui nous occupe; disons de suite que nous sommes en complet accord avec lui sur ce sujet.

« Votre groupement a estimé que si les exploitations abusives étaient à regretter, il y avait lieu également de regretter toute atteinte au droit de propriété. La loi antérieure, notamment sur l'expropriation, donne à l'Administration toute faculté d'exproprier un propriétaire si sa forêt est absolument nécessaire à l'intérêt général. Il est véritablement déplorable que l'on puisse interdire à un propriétaire le droit d'uti et d'abuti, qui a régi le droit de propriété depuis l'ancienne Rome. » (1)

Il est en plus de tous les motifs invoqués pour rejeter le projet de loi un fait économique qui, s'il se développe ou simplement persiste, achèvera de rendre inutile les dangereuses mesures proposées et assurera mieux qu'elles n'auraient su le faire la conservation des grands bois.

Ceux-ci, lorsqu'ils sont exploités, fournissent à l'heure présente un produit considérable à leur propriétaire. De là peut-être certaines exploitations qua-

(1) *La France Forestière et Industrielle*, 16 avril 1926.

lifiées d'abusives. Mais à la suite de circonstances diverses, il se trouve qu'actuellement sur le marché des bois, le bois de chauffage, c'est-à-dire le produit ordinaire des taillis, est coté à une valeur dérisoire. L'on parle couramment de 60 frs la tonne sur wagon départ dans la Nièvre, c'est-à-dire à peine 27 frs le stère. Or, sur ce prix, sans compter le bénéfice légitime de l'exploitant, il convient de déduire environ 10 frs par stère représentant le coût d'exploitation et 10 frs par stère correspondant aux frais de manipulation, transport en gare et chargement sur wagon ; c'est dire que le propriétaire touche pour la même quantité de ce bois à peu près le prix d'avant-guerre.

Aussi en présence d'une part du produit qu'ils retirent de leur gros bois et d'autre part de la somme que leur procurent les taillis, les propriétaires vont-ils tout naturellement faire évoluer ces derniers vers une révolution plus longue qui leur permettra de prélever des étais de mine dans leurs bois, première étape de la conversion des taillis en futaies.

c) *Le reboisement.*

Encore que nous n'ayons pas à l'heure actuelle une statistique générale des reboisements effectués (l'administration forestière travaille à son élaboration), nous pouvons avoir un aperçu des défrichements opérés :

De 1828 à 1912 on a défriché 492.012 hectares

En 1909	»	»	1.163	»
En 1910	»	»	510	»
En 1911	»	»	702	»
En 1912	»	»	555	»

Le mal ne serait pas si grand qu'on le voudrait dire, surtout si l'on considère que l'étendue boisée appartenant à des particuliers est passée en moins d'un siècle de 5.619.000 hectares à 6.471.451 hectares, accusant un accroissement de 852.341 hectares.

Bien mieux, reprenant les statistiques plus récentes, nous trouvons :

1° En 1911 (1), une superficie de 1,189,112 ha. pour les bois de l'Etat	
» 1,947,530 ha. des communes et établissements publics.	
» 6,500,000 ha. pour les bois des particuliers.	
Total	9,636,642 ha.
2° En 1912 (2), les bois domaniaux occupent,	1,199,432 ha.
communaux	1,948,632 ha.
particuliers ou communaux non soumis au régime forestier	6,738,630 ha.
	9,886,694 ha.
3° En 1925 (3), les statistiques nous montrent que les bois de l'Etat couvrent.	1,429,882 ha.
ceux des communes et établissements publics	2,177,211 ha.
ceux des particuliers et les bois des communes non soumis au régime forestier	6,739,593 ha.
	10,346,686 ha.

(1) JACQUOT, *La Forêt, son rôle dans la nature et la société*. Paris, 1911.

(2) DAUBRÉE, *Statistiques forestières*, 1912.

(3) Rapport de M. Perdrizet au Congrès de Grenoble, 1925.

L'aire forestière de la France va donc en augmentant.

Cependant, « puisque le culte de la beauté, qui avait guidé les premiers défenseurs des forêts, est maintenant relégué au nombre des arguments de sentiment, puisque notre siècle pratique donné partout le pas aux intérêts matériels, il n'est pas inutile de montrer que le reboisement tient une place importante sinon la principale parmi les travaux publics indispensables au progrès de l'humanité (1). »

En effet, les terres incultes couvrent en France une surface d'environ 6.000.000 hectares (2).

Dans ce nombre, il est certes des terrains dont la stérilité atteint un degré tel qu'aucune végétation, fût-elle forestière, n'est susceptible de se développer, mais ceux-ci exceptés, l'œuvre à accomplir n'en reste pas moins immense, et il faut le dire, les bonnes volontés font souvent défaut. Le mot reboisement a le malheur de n'être nullement populaire; les cultivateurs voient trop souvent dans la forêt une menace contre les champs qu'ils labourent, et les montagnards le considèrent volontiers comme le synonyme de suppression du bétail; or, les troupeaux sont presque leur seule ressource, ce qui explique l'opiniâtreté avec

(1) DESCOMBES, *Eléments de Sylvonomie*.

(2) Exactement 6.226.489 ha. : *Statistique forestière*, 1892. Paris, 1896, Impr. Nationale.

laquelle ils s'opposent aux plantations et aux boisements, qui entraînent avec eux la mise en défens des territoires sur lesquels ils sont pratiqués.

Il convient aussi d'ajouter que jusqu'à nos jours, les services publics se sont peut-être un peu trop désintéressés de cette question; et M. Cyprien Girerd, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture, a pu écrire: « En un mot, tandis que toutes les initiatives ont été provoquées, encouragées, récompensées dans les entreprises agricoles, elles ont été paralysées dans les exploitations forestières (1). »

Aussi ne saurait-on que féliciter M. le Ministre de l'Agriculture de l'heureuse initiative qu'il veut prendre en cette matière: « Mais il faut aussi reboiser, et je ne croirais pas avoir accompli tout mon devoir si mon intervention se bornait à empêcher de nouveaux vandalismes forestiers. J'ai l'ambition de contribuer de toutes mes forces à la reconstitution de nos forêts, à un reboisement général, qui réglera le cours des eaux....

Comment arriver à cela? Les crédits manquent, il ne faut donc compter que sur nos propres moyens, sur nos moyens actuels et nous faire aider par toutes les bonnes volontés pour arriver à ce reboisement sauveur.

(1) CYPRIEN GIRERD, « La production forestière, ce qu'elle devrait être ». *Semaine Agricole* du 6 février 1910.

Pour cela je m'efforce de susciter, dans toute la France, la création de sociétés de reboisement que nous aiderons le plus que nous pourrons.... Nous leur donnerons des plants que notre service forestier, dont la compétence est au-dessus de tout éloge, pourra fournir en assez grande quantité, pour faire face aux besoins pendant quelque temps....

C'est avec l'appui de toutes les bonnes volontés que je veux mener à bien cette tâche. Je ne l'abandonnerai pas le jour où je quitterai le Ministre de l'Agriculture. Au contraire, je m'y consacrerai avec plus d'ardeur encore.

Clémenceau voulait être le premier des flics, moi je veux être le premier des forestiers (1). »

Dans l'exposé de ce programme, M. le Ministre n'exagère-t-il pas l'espoir que l'on peut avoir dans ces sociétés qu'il veut fonder ?

Encore que M. Descombes (2) ait déjà écrit : « On a pu constater dans bien des circonstances, la supériorité des associations pour exécuter les entreprises d'une réalisation difficile pour les gouvernements », nous réserverons notre appréciation pour juger ces

(1) *Moniteur des Scieries* du 20 février 1926.

Au banquet annuel des officiers des eaux et forêts, M. Jean Durand avait déjà terminé son discours en disant que son vœu le plus cher était d'être proclamé « le premier forestier de France ». *Moniteur des Scieries*, 27 février 1926.

(2) PAUL DESCOMBES, *Etude sur l'aménagement*. Bordeaux, 1905.

dernières à leur œuvre. Puisse l'optimisme de M. Durand n'être pas déçu.

Ajoutons d'ailleurs que ces sociétés de reboisement bénéficieront de prêts à taux réduit, sans parler, bien entendu, des exonérations d'impôts, prévus par le Code ou la loi de 1897.

Cette partie du programme de M. le Ministre est incontestablement ce que celui-ci présente de plus heureux; elle appelle cependant une observation.

Comment l'administration forestière pourrait-elle fournir des plants ou des graines aux particuliers, alors qu'elle n'en a pas sa propre suffisance?

En créant, sans doute, de nouvelles pépinières, mais, c'est une opération qui demandera un certain temps et entraînera de grands frais, ne vaudrait-il pas mieux payer aux particuliers tout ou partie du coût d'acquisition de leurs graines ou de leurs plants.

Dans une circulaire récente, adressée à ses services, M. le Ministre de l'Agriculture prévient qu'il tiendra un grand compte des plantations faites par les propriétaires pour les attributions de décorations (mérite agricole, légion d'honneur), et que des subventions à provenir de la répartition des prélèvements sur le produit des jeux, pourront être octroyées pour plantations.

Antérieurement, ces sommes étaient utilisées pour l'acquisition, par l'administration, de nouvelles forêts; M. Carrier, directeur général des Eaux et Forêts,

signalait lui-même l'insuffisance des crédits affectés à ce titre. Pourquoi les réquie encore ?

Mais de ce que nous jugeons déplorable, la réduction des crédits dont nous venons de parler, il ne faudrait pas conclure que nous condamnions tout secours accordé aux propriétaires qui reboisent.

Ceux-ci ont en effet deux moyens de reboisement : le semis et la plantation.

Pour ne parler que des résineux, le semis a sur la plantation un très grand avantage, il coûte beaucoup moins cher. Les graines sont généralement à un prix abordable et il suffit de les semer en même temps que l'avoine, par exemple, dans la terre à boiser ; à la moisson, l'avoine sera coupée un peu haute et les jeunes tiges pourront se développer.

Leur mélange avec cette céréale ne leur aura nui en rien, au contraire ; préservées des rayons du soleil par le chaume, elles n'auront que plus de chances de résister à la sécheresse.

Le plus grand ennemi du semis comme de la plantation est en effet la sécheresse, mais alors qu'un semis est à recommencer une fois sur deux, la plantation faite normalement réussit le plus souvent.

En outre le semis demande plusieurs années pour se développer et grandir ensuite régulièrement, tandis que la plantation utilisant des sujets choisis, nourris dans des terrains préparés, déplantés et repiqués plusieurs fois, dont les racines sont bien cheve-

lues, prend presque aussitôt un accroissement normal. En procédant par plantation, le propriétaire avance de plusieurs années la coupe définitive, partant la perception de son produit.

La plantation a encore sur le semis un autre avantage intéressant. Si bien réussi que puisse être ce dernier, il y aura ça et là des irrégularités dans le peuplement, et toutes les fois qu'il s'agira de bois résineux, force sera de remédier à ce défaut dans un temps plus ou moins court, mais toujours avant que le développement des brins ne permette de considérer cette opération comme une coupe productive ; bien plus, si cette première éclaircie est mal faite ou mal conduite, l'avenir même du bois peut s'en trouver compromis, inconvénient que l'on ne rencontre pas dans la plantation, car il suffit d'espacer un peu les jeunes arbres (de 1 à 2-mètres en tous sens selon l'essence). Ceci procure une économie sur les frais de reboisement d'abord, et ensuite permet d'attendre que le bois soit arrivé à un âge plus avancé avant de le dégarnir.

Ces observations visent exclusivement, il est vrai, les massifs destinés à croître en futaie, mais comme tel est le cas des essences résineuses et que les propriétaires ont fort bien compris que leur intérêt leur dictait de boiser en peuplements résineux à croissance rapide de préférence aux essences feuillues trop lentes à s'élever, elles touchent à la majorité des cas,

Les inconvénients de la plantation sont les frais de main-d'œuvre beaucoup plus importants (un homme plantant environ 1000 à 1500 pieds par jour de travail) et le coût des plants eux-mêmes qui se paient depuis 100 fr. le mille en pins sylvestres ou Lariciô de deux ans, repiqués jusqu'à 240 fr. le mille en sapin de Douglas du même âge.

Il est encore un autre élément qui vient augmenter les frais de premier établissement, c'est la présence du lapin en de nombreuses régions. « Le lapin, nous dit M. Thélou, agent forestier à Boulogne, est un véritable fléau, il se multiplie avec tant de rapidité, cause tant de dommages qu'il lui suffit de quelques semaines pour détruire des hectares entiers de semis et de plantations. Point de semis qu'il n'attaque, il ne maraude pas seulement pour vivre, il gaspille; à peine les oyats sont-ils repiqués, il les arrache; la graine de pins est-elle semée, il la découvre et l'expose aux intempéries, les pins sont-ils levés, il les ronge (1). »

Le seul moyen efficace pour défendre la plantation contre ces rongeurs est une clôture en grillage qui, enterrée dans le sol et s'élevant assez haute, ne leur permettra ni de creuser en dessous, ni de sauter par dessus; et semblable treillage se paie de 115 à 135 fr. les 100 mètres.

On le voit, les frais que le propriétaire devra enga-

(1) « La fixation des dunes », *Journal de Berck*, 24 janv. 1909.

ger sont importants et toute subvention, sous quelque forme qu'elle se présente sera bien accueillie; mais, même sans secours, les particuliers sont en ce moment suffisamment incités à planter par le prix des bois et l'exemple des Landes et de la Sologne.

L'introduction et la vulgarisation d'essences, dites résineuses, jointes aux résultats obtenus dans ces régions, ont donné un nouvel élan aux plantations.

Le particulier n'a plus à attendre les longues années, que demande la futaie de chêne, pour retirer un revenu de son bois de cette catégorie. Sa futaie résineuse commence aux environs de sa vingtième année à lui fournir un petit produit, puis, par la suite, tous les 5 ans ou tous les 10 ans, il peut faire une coupe de plus en plus productive, son bois, malgré sa faible grosseur, ayant un emploi tout trouvé pour l'éclayage des mines. Plus tard et insensiblement, les dimensions croissant avec les années, le bois d'œuvre apparaît, gagnant en quantité et en valeur, au fur et à mesure des exploitations jusqu'à la coupe définitive, rendue inévitable par le dépérissement des arbres, parvenus à leur pleine maturité. Événement qui, selon les sujets et les sols, se produit de 60 à 120 ans.

Que l'on ne s' imagine pas que ces prélèvements successifs diminueront la valeur de la coupe définitive. « Une forêt, correctement éclaircie, fournit en comparaison d'un autre peuplement similaire main-

tenu serré : 1° un volume au moins égal, sinon supérieur de bois de plus forte dimension; 2° un plus grand revenu d'argent; 3° une meilleure rémunération des capitaux mis dans l'entreprise (1). »

C'est déjà ce que constatait Puton (2), qui déclarait: « Dans le centre de la France, un peuplement de pins sylvestres représente :

A 20 ans	. . .	450 fr. par hectare.
» 30 »	. . .	900 » »
» 40 »	. . .	1500 » »
» 50 »	. . .	2600 » »
» 60 »	. . .	3600 » »
» 70 »	. . .	5000 » »
» 80 »	. . .	6000 » »

Ses enrichissements successifs par an sont donc de :

45 fr.	pour la période de 20 à 30 ans.
60 »	» » 30 à 40 »
110 »	» » 40 à 50 »
100 »	» » 50 à 60 »
140 »	» » 60 à 70 »
100 »	» » 70 à 80 » »

Les chiffres ont changé, mais la proportion est restée la même, et de nos jours une plantation de

(1) HUFFEL, *Les arbres et les peuplements forestiers*. Nancy. 1893.

(2) PUTON, *Traité d'aménagement*.

pins ou sapins bien soignée et bien appropriée à la nature du sol, commence à remunerer le capital qu'elle représente à partir de sa vingtième année environ.

Ainsi disparaît une des causes de la défaveur de la forêt et plus spécialement de la futaie, sa trop longue improductivité.

En outre, le prix de la matière ligneuse augmente pour le plus grand avantage et de nos caisses publiques et des trésoreries particulières ; enfin, cette matière ligneuse, non pas déperissante, mais au contraire productive, c'est du « franc-or ».

Autant de raisons puissantes qui incitent le monde rural, ennemi-né de toute spéculation et de tout bouleversement, à acquérir ou à développer le domaine forestier.

Pourquoi faut-il qu'animé en paroles de si bonnes intentions M. le Ministre de l'Agriculture, menace par son initiative malheureuse d'entraîner l'arrêt brutal de toutes les plantations ?

Nous l'avons déjà dit, le projet déposé risque fort de ralentir ce mouvement de reboisement si intéressant, et nous craignons que s'il venait à être transformé en loi, l'interdiction de la libre utilisation du patrimoine forestier ait comme effet funeste et en quelque sorte inévitable, la dépréciation de la propriété forestière et partant le souci pour tout chef de famille, d'éviter de transformer un bien peu pro-

ductif peut-être, mais dont il est le seul et absolu maître, en un autre, dont il n'aurait même plus la libre administration.

Les seuls moyens qui nous semblent efficaces pour accroître le développement de nos forêts, ce sont et les mesures d'encouragement au reboisement, sous forme d'exonération d'impôts ou de subventions et la liberté absolue, en conformité pourtant avec les textes du Code et les lois existantes, laissée au propriétaire.

Celle-ci se passerait des indemnités pour reboisement, mais la supprimer, c'est rendre inutile tout secours à la plantation.

En outre, pourquoi viser aussi nettement que M. le Ministre de l'Agriculture à la production des grands arbres.

Qui nous dit que demain, un combustible liquide ou non, vraiment national celui-là, parce que tiré du produit de nos forêts, ne viendra pas se substituer à l'essence dont notre sol est privé, donnant un nouveau débouché à nos matières ligneuses, une plus grande valeur à nos produits forestiers, partant un essort encore inconnu à nos forêts.

Enfin il faut bien le dire : « Sans doute il est navrant de voir couper à blanc une belle forêt, mais il est aussi quelque peu scandaleux de voir s'en indigner ceux qui se contentent de goûter gratuitement à son ombre le charme du bien d'autrui. » (J.-E. Lacoste, « Le figaro économique ».)

Il n'est pas plus logique d'imposer un aménagement déterminé au propriétaire forestier, qu'il serait licite de fixer un assolement immuable à l'agriculteur.

Pour nous, la crise forestière, si crise il y a, ne saurait se résoudre sans la liberté conforme aux lois existantes, laissée au propriétaire forestier, liberté qui lui permettra de jouir de son bien en bon père de famille, ce que nul, pas même l'administration forestière, n'a qualité pour faire en sa place.

Vu : Le Président de Thèse,
J. HITIER.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE.

APPENDICE

PROJET DE LOI

relatif au régime des bois des particuliers, déposé le 11 février 1926 sur le bureau de la Chambre par M. J. Durand, Ministre de l'Agriculture.

EXPOSE DES MOTIFS

Messieurs,

La loi du 28 avril 1922, relative aux forêts de protection, due à l'initiative de M. le Sénateur Chauveau, permet de soumettre à un régime spécial, sous le contrôle du service forestier, les forêts dont la conservation est reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, ainsi qu'à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et des sables. Ces dispositions législatives très heureuses écartent un des dangers de la déforestation; mais comme l'ont nettement fait ressortir les rapports des commissions parlementaires, qui ont examiné la proposition de M. Chauveau, devenue loi du 28 avril 1922, les dispositions de cette loi ne visent que la défense « physique » et la défense « mécanique » du sol. Des considérations relatives au régime des cours d'eau ne peuvent motiver le classement comme forêts de protection. Bien que le texte légal n'en limite pas la zone d'application, la loi du 28 avril 1922, telle qu'elle est rédigée, ne jouera guère que dans la haute montagne. Sur tout le reste du territoire, aucune restriction n'est imposée à l'ex-

exploitation des bois des particuliers, sauf la prohibition de défricher édictée par le Code forestier.

Or il est malheureusement trop de particuliers, qui ne savent pas résister à l'attrait d'une réalisation immédiate de tout leur matériel ligneux, ou aux offres des spéculateurs. Des marchands de bien achètent de nombreuses forêts pour en exploiter tous les produits vendables, qu'ils font souvent sortir du pays, et abandonnent ensuite à vil prix le sol dénudé, après des coupes, dont l'importance et parfois les malfaçons entraînent pour longtemps la ruine des fonds ainsi traités. Des points les plus divers du territoire montent des cris d'alarme signalant ces dévastations, qui se multiplient d'autant plus, que les prix élevés des bois les rendent plus attrayantes pour les spéculateurs.

L'administration vient de faire procéder à une enquête, en vue de connaître approximativement l'importance des exploitations intensives effectuées en France durant les dernières années. D'après les résultats de cette enquête, la surface forestière parcourue ou en train d'être parcourue par des coupes d'un caractère nettement abusif est d'environ 170.000 hectares.

Les conséquences de ces abus de jouissance de la propriété boisée peuvent se faire sentir au point de vue du régime des eaux, et aggraver le danger des inondations, ce fléau qui frappe si fréquemment notre pays.

Un lien étroit existe, en effet, entre la forêt et le régime des eaux. La forêt est un des meilleurs régulateurs des rivières, et un moyen puissant de lutte contre les inondations. Mais elle ne peut jouer son rôle, qu'autant que le massif boisé reste constitué normalement, pour que le sol forestier conserve toutes ses propriétés de perméabilité, lui permettant de retenir des quantités importantes d'eau, et de les distraire momentanément du ruissellement: ce qui atténue les crues des rivières et les rend moins subites.

L'intérêt public commande donc d'arrêter la dévastation des forêts dans les divers bassins d'alimentation de nos cours d'eau.

Pour armer l'Administration à cet égard, il suffirait de compléter l'article 2 de la loi du 28 avril 1922, en ajoutant à l'énumération des motifs de classement comme forêts de protection « la régularisation du régime des eaux ». Cette extension des

dispositions de la loi de 1922 permettrait au service des eaux et forêts, sans avoir à s'immiscer dans la gestion de la masse de petites propriétés forestières, de contrôler l'exploitation d'un certain nombre de grands massifs, d'une importance marquée au point de vue de la défense contre les inondations.

Tel est, Messieurs, l'objet du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

PROJET DE LOI.

Article unique.

L'article 2 de la loi du 28 avril 1922 est modifié et remplacé par le suivant :

Art. 2. — Pourront être classées comme forêts de protection, celles dont la conservation sera reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches et contre les érosions et envahissements des eaux et des sables ainsi qu'à la régularisation du régime des eaux.

PROJET DE LOI

portant modification du titre XV du Code forestier relatif au défrichement des bois des particuliers, déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 15 février 1926 par M. J. Durand, Ministre de l'Agriculture.

EXPOSE DES MOTIFS

Messieurs,

Les Pouvoirs Publics se sont préoccupés, à diverses reprises, des conséquences graves que peuvent avoir, au point de vue des intérêts généraux du pays, les défrichements opérés dans les bois particuliers. A la suite des défrichements importants qui sévirent dans toute la France pendant les siècles derniers, la superficie boisée du territoire français est arrivée à une limite inférieure qu'il convient, par tous les moyens, de ne pas laisser s'abaisser sans que des troubles très graves risquent de

se produire dans l'économie nationale. Les défrichements, même sur une faible étendue, peuvent avoir des résultats néfastes, notamment en ce qui concerne le régime des eaux.

Le droit de défricher leurs bois est limité, pour les propriétaires particuliers, par les dispositions du titre XV du Code Forestier (loi du 18 juin 1859). Aux termes de cette loi aucun particulier ne peut défricher ses bois qu'après en avoir fait la déclaration à la sous-préfecture au moins quatre mois d'avance durant lesquels l'Administration peut faire signifier au propriétaire son opposition au défrichement. Les motifs pour lesquels l'Administration sont limitativement désignés par l'article 220 du Code Forestier. D'autre part, certaines catégories de bois sont exceptées des dispositions restrictives dont il s'agit et peuvent être défrichées librement.

Les armes que cette législation donne à l'Administration pour s'opposer aux défrichements sont insuffisantes et il importe de les renforcer. En effet, pendant les années dernières, certains propriétaires, ne considérant que leur intérêt immédiat, sans souci de l'avenir et des conséquences graves de leurs actes au point de vue de l'intérêt général, se sont livrés sur leurs propriétés boisées à des exploitations telles que, conduisant à la suppression de l'état boisé, on doit les considérer comme des défrichements et il importe que l'Administration puisse s'opposer à ces pratiques néfastes. Il suffirait, à cet égard, de compléter les motifs d'opposition au défrichement et de restreindre les catégories de bois exceptés de la règle générale et pouvant être défrichés librement.

Il importerait aussi de donner plus de souplesse à la législation actuelle en matière de défrichement en donnant la possibilité au Ministre de l'Agriculture de subordonner sa non-application à des conditions nettement déterminées.

Le projet qui vous est soumis porte revision d'un certain nombre d'articles du titre XV du Code Forestier et contient des dispositions nouvelles destinées à mettre la législation du défrichement en harmonie avec les conditions économiques actuelles.

Article 219 (Code forestier).

En dehors des modifications de pure forme résultant du

transfert de l'Administration des Eaux et Forêts du ministère des Finances au ministère de l'Agriculture, il est proposé de limiter à dix années, après la déclaration de défrichement, le délai pendant lequel un propriétaire peut effectuer les travaux nécessaires pour changer la nature de son terrain lorsqu'il n'est pas fait opposition au défrichement. Dans la législation actuelle, aucune date ne venant limiter le délai pendant lequel le droit de défricher peut être exercée lorsqu'il n'a pas été fait opposition, un propriétaire peut arguer de décisions fort anciennes, ce qui est de nature à rendre plus difficile la surveillance des défrichements.

D'autre part, les conditions économiques locales peuvent se modifier de telle façon qu'un défrichement, qui pouvait être effectué sans inconvénient à une époque déterminée puisse devenir néfaste, s'il n'est exécuté que très longtemps après.

La disposition proposée est conforme, d'ailleurs, au vœu qui a été émis au cours du Congrès Forestier, tenu à Grenoble, en juillet 1925.

Article 220 (Code forestier).

Le cinquième motif d'opposition au défrichement s'applique aux bois dont la conservation est reconnue nécessaire à la défense du territoire dans la partie de la zone frontière qui sera déterminée par un règlement d'administration publique.

Les massifs forestiers jouent un rôle de plus en plus important dans la guerre moderne. Ils constituent, en particulier, un masque protecteur contre les avions ennemis pour la concentration de nos forces.

Il paraît nécessaire d'étendre à la France entière les dispositions prévues seulement pour la zone frontière.

Article 221 (Code forestier).

La loi actuelle ne punit que le défrichement accompli.

La jurisprudence a admis que, d'une manière générale, les opérations y conduisant indirectement doivent être considérées comme prohibées.

Il convient de considérer que les faits d'un propriétaire peuvent dépasser la limite d'un acte de propriété légitime lorsqu'ils amènent la destruction de la forêt. Un propriétaire n'a

pas le droit d'accomplir directement cette destruction de l'état boisé. Il ne saurait donc la réaliser indirectement par une extension abusive et calculée du droit d'usage et de propriété.

C'est pour donner une base solide à cette jurisprudence et donner aux agents de répression le moyen de verbaliser pour des pratiques assimilables au défrichement, qu'il a été introduit dans cet article, un paragraphe deuxième assimilant au défrichement, quant à l'application des peines, tout acte du propriétaire qui aurait pour conséquence la destruction de l'état boisé.

Article 224 (Code forestier).

Cet article excepte de l'obligation de la déclaration préalable les défrichements opérés dans :

1° Les jeunes bois pendant les vingt premières années après leur semis ou plantation.

2° Les parcs ou jardins clos ou attenant aux habitations.

3° Les bois non clos, d'une étendue au-dessous de 10 hectares lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 10 hectares ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne.

Au paragraphe 2, il conviendrait de remplacer la conjonction « ou » par la conjonction « et ». C'est, en effet, par suite d'une erreur matérielle que, lors du vote de cet article en 1859, la formule actuelle a été adoptée. La jurisprudence en la plupart des cas, a considéré qu'il fallait lire « et » là où la loi avait mis « ou ». Le projet ne fait que consacrer cette interprétation.

D'autre part, la jurisprudence n'admet l'exception résultant de l'article 224 pour le libre défrichement d'un parc que si le terrain boisé à destination de parc est l'annexe, la dépendance de l'habitation et si cette habitation a une importance en rapport avec le parc qui lui est attenant. Pour confirmer cette jurisprudence, il est proposé de donner expressément, dans le texte, la qualification de « principale » à l'habitation à laquelle le parc doit être attenant.

Enfin, en ce qui concerne ce paragraphe 2, la jurisprudence ancienne avait admis que le mot parc devait être considéré dans un sens restrictif comme un terrain boisé clos, attenant à une habitation, servant principalement à l'agrément du proprié-

taire et n'ayant pas d'importance réelle que comme indice d'une destination autre que la simple exploitation forestière ordinaire.

C'est cette jurisprudence que nous vous proposons d'admettre et comme, d'autre part, les parcs peuvent avoir, de par leur étendue, une influence générale analogue en tous points, aux bois de même superficie, il conviendrait de les soumettre à la règle générale en matière de défrichement. Pour éviter d'entraver à l'extrême le libre aménagement des parcs, suivant l'agrément des propriétaires, nous vous proposons de n'exiger une déclaration préalable de défrichement que pour les parcs inclus dans une propriété close de plus de 10 hectares.

Le paragraphe 3 permet de défricher, sans autorisation, les bois d'une étendue inférieure à 10 hectares lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 10 hectares ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne.

La pratique a montré que cette faculté était trop large et permettait d'accomplir des défrichements regrettables. L'existence d'un massif d'une dizaine d'hectares peut, en effet, dans certaines circonstances, être nécessaire au point de vue de l'intérêt général. Il est proposé de remplacer ce maximum de 10 hectares, par celui de 4 hectares, tel qu'il figurait dans la législation antérieure à 1859.

Enfin les mots « non clos », suivant dans la rédaction actuelle le mot bois dans le paragraphe 3, peuvent être supprimés.

Article 5 du présent projet.

La législation actuelle ne donne pas au Ministre de l'Agriculture le droit de subordonner à des conditions résolutoires sa non-opposition à un défrichement.

Cet état de choses empêche dans bien des cas de concilier l'intérêt général et l'intérêt privé.

L'intérêt général serait sauvegardé si la non-opposition au défrichement pouvait, suivant les circonstances, être subordonnée à l'exécution de travaux de reboisement permettant de maintenir à son taux actuel et même d'augmenter la superficie boisée du territoire.

Dans certains cas, même, la conservation sur le terrain con-

sidéré de réserves boisées frappées d'une servitude légale de non-défrichement permettrait de lever des oppositions et de concilier les intérêts de la collectivité et ceux des demandeurs.

Ces dispositions nouvelles, accompagnées de mesures de garantie pour l'exécution des conditions résolutoires auxquelles serait subordonnée la non-opposition au défrichement, font l'objet de cet article.

Article 6 du présent projet.

La loi des 14 mars 1919-19 juillet 1924, relative aux plans d'extension et d'aménagement des villes, trouve fréquemment son application dans des terrains boisés. Cette loi particulière ne peut, en aucun cas, faire obstacle aux mesures d'ordre générale relatives au défrichement prises dans l'intérêt de la collectivité entière.

Il importe donc, pour bien marquer que ces deux législations ne peuvent s'ignorer, que, préalablement à toute demande d'autorisation de lotissement dans un terrain boisé ne rentrant pas dans les exceptions de l'article 224 du Code Forestier, modifié par le présent projet, l'intéressé doit obtenir une décision de non-opposition au défrichement. Les dispositions de l'article précédent, permettant de subordonner à certaines conditions la non-opposition au défrichement, trouveront certainement leur application lors de la déclaration de défrichement en vue de rendre possible un lotissement ultérieur et permettront de mettre en harmonie, plus facilement que par le passé, les mesures d'ordre public édictées en vue de la conservation des forêts et les nécessités résultant de l'extension de certaines villes.

Tel est, Messieurs, l'objet du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

PROJET DE LOI

Article premier.

L'article 219 du Code Forestier est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Art. 219. — Aucun particulier ne peut user du droit d'arracher ou de défricher ses bois qu'après en avoir fait la déclai-

ration à la sous-préfecture, au moins quatre mois d'avance, durant lesquels l'Administration peut faire signifier au propriétaire son opposition au défrichement. Cette déclaration contient élection de domicile dans le canton de la situation des bois.

« Avant la signification de l'opposition et huit jours au moins après avertissement donné à la partie intéressée, un officier des Eaux et Forêts procède à la reconnaissance de l'état et de la situation des bois et en dresse un procès-verbal détaillé, lequel est notifié à la partie, avec invitation de présenter ses observations.

« Le préfet, en conseil de préfecture, donne son avis sur cette opposition.

« L'avis est notifié à l'officier forestier du département ainsi qu'au propriétaire du bois et transmis au Ministre de l'Agriculture, qui prononce administrativement, la section d'Agriculture du Conseil d'Etat préalablement entendue.

« Si, dans les six mois qui suivront la signification de l'opposition, la décision du Ministre n'est pas rendue et signifiée au propriétaire de bois, le défrichement peut être effectué.

« Lorsqu'il n'a pas été fait opposition, le droit de défricher ne peut être exercé que pendant dix ans à dater de la déclaration ».

Article 2.

L'article 220 du Code Forestier est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Art. 220. — L'opposition au défrichement ne peut être formée que pour les bois dont la conservation est reconnue nécessaire :

« 1° Au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes;

« 2° A la défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, des rivières ou torrents;

« 3° A l'existence des sources et cours d'eau;

« 4° A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements des sables;

« 5° A la défense nationale;

« 6° A la salubrité publique.

Article 3.

L'article 221 du Code Forestier est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Art. 221. — En cas de contravention à l'article 219, le propriétaire est condamné à une amende calculée à raison de 500 francs au moins et de 1.500 francs au plus par hectare de bois défriché.

« Tout acte du propriétaire qui aurait pour conséquence la destruction de l'état boisé sera assimilé au délit de défrichement et puni comme tel.

« Le propriétaire doit, en outre, s'il en est ainsi ordonné par le Ministre de l'Agriculture, rétablir les lieux en nature de bois dans le délai que fixera le Ministre et qui ne peut excéder trois années.

Article 4.

L'article 224 du Code Forestier est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Art. 224. — Sont exceptés des dispositions de l'article 219 :

« 1° Les jeunes bois pendant les vingt premières années après leur semis ou plantation, sauf le cas prévu par l'article précédent et les reboisements effectués en application de l'article 5 ci-après;

« 2° Les parcs ou jardins clos et attenant à une habitation principale, lorsque l'étendue close est inférieure à 10 hectares;

« 3° Les bois d'une étendue inférieure à 4 hectares, lorsqu'ils ne font pas partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 4 hectares ou qu'ils ne sont pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne. »

Article 5.

Le Ministre de l'Agriculture pourra subordonner sa non-opposition au défrichement à la conservation sur le terrain considéré de réserves boisées suffisamment importantes pour remplir le rôles utilitaires définis à l'article 220 du Code Forestier ou à l'exécution de travaux de reboisement sur d'autres terrains ».

En cas de non-exécution dans un délai maximum de trois

ans des travaux de reboisement imposés, les lieux défrichés devront être rétablis en nature de bois dans un délai fixé par le Ministre de l'Agriculture et qui ne pourra excéder trois années.

Le défrichement des réserves boisées dont la conservation est imposée au propriétaire donnera lieu à une amende égale au triple de l'amende prévue par l'article 224 du Code Forestier. Le Ministre de l'Agriculture pourra, en outre, dans les conditions fixées à l'alinéa précédent, ordonner la remise en nature de bois des terrains devant être maintenus à l'état de réserves boisées.

Faute par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai prescrit par la décision ministérielle, il y sera pourvu à ses frais dans les conditions stipulés à l'article 222 du Code Forestier.

Article 6.

Préalablement à toute demande d'autorisation de lotissement dans un terrain boisé ne rentrant pas dans les exceptions de l'article 224 du Code Forestier, l'intéressé est tenu d'obtenir une décision de non-opposition au défrichement.

Article 7.

La présente loi est applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

BIBLIOGRAPHIE

- SAINCTYON. — *Edits, ordonnances, coutumes et jugements.* Paris, 1610.
- PECQUET. — *Recueil des lois forestières.* Paris, 1752.
- JOUSSE. — *Commentaires sur l'Ordonnance des Eaux et Forêts.* Paris, 1772.
- ROGRON. — *Code Forestier expliqué.* Paris, 1836.
- PUTON. — *Code de Législation forestière. Traité de l'aménagement des forêts.* Paris, 1883.
- CANNON et GAZIN. — *Une Excursion forestière dans l'Est.* Paris, 1891.
- L. CHANCEREL. — *De l'usufruit des forêts.* Thèse, Paris, 1893.
- HUFFEL. — *Les arbres et les peuplements forestiers.* Nancy, 1893.
- BROILLIARD. — *Le traitement des bois en France.* Paris, 1894.
- CH. BRASSEUR. — *Du Régime forestier et des bois des Communes.* Thèse, Paris, 1895.
- GALMICHE. — « Note pour la vente des forêts ». *Bulletin de la Société forestière de Franche-Comté et de Belfort*, sept. 1897.
- H. MADRE. — *De la mise en rapport des forêts de l'Etat.* Thèse, Paris, 1898.
- AUDEBRAND. — *Bulletin du Syndicat des forces hydrauliques.* 1905.
- DESCOMBES. — *Etude sur l'aménagement.* Bordeaux, 1905.
- GUYOT. — *Les forêts de protection.* Besançon, 1905.
- J. MADELIN. — *Restrictions légales aux droits de propriété.* Thèse, Paris, 1905.
- LOUIS NAU. — *De la protection des forêts.* Thèse, Paris, 1907.

- DELETTRE. — *Les lois forestières et les droits du propriétaire*. Thèse, Paris, 1909.
- TRIQUERA. — *Etude sur la question forestière*. Thèse, Perpignan, 1909.
- DUCROT. — *La Réforme forestière et la propriété privée*. Thèse, Grenoble, 1910.
- DAUBRÉE. — *La crue récente de la Seine dans ses rapports avec la question forestière*. Paris, 1910.
- FROTTÉ. — *Du rôle des forêts dans l'économie politique et financière*. Thèse, Paris, 1910.
- GIRERD. — « La production forestière, ce qu'elle devrait être », *Semaine Agricole*, 1910.
- MOREL. — *La question forestière en France*. Thèse, Lyon, 1910.
- DAUBRÉE. — *Restauration et Conservation des terrains en montagne*. Paris, 1911.
- JACQUOT. — *Incendie de forêts*. Paris, 1903.
- Id., *La forêt, son rôle dans la nature et la société*. Paris, 1911.
- DAUBRÉE. — *Statistiques forestières*. Paris, 1912.
- DESCOMBES. — *Eléments de sylvonomie*. Bordeaux, 1913.
- MATHEY. — *La forêt française* (Conférence), Paris, 1922.
- LAFOSSE. — *Les eaux et les bois*. Paris, 1923.
- PERDRIZET. — *Rapport du Congrès forestier international de Grenoble*, juillet 1925.
- Revue des Eaux et Forêts.*
- Revue Mensuelle du Touring Club de France.*
- Journal Le Bois.*
- Journal Le Moniteur des scieries.*
- Journal La France forestière et industrielle.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Etat. Evolution historique de la forêt française</i>	9
CHAPITRE II. — <i>Les Communes et les Etablissements publics. Soumission de leurs bois au régime forestier, et part, qu'ils conservent, dans l'administration de leurs forêts</i>	22
CHAPITRE III. — <i>Les particuliers</i>	43
Paragraphe I. — Etendue du Droit de propriété quant aux domaines forestiers	43
Paragraphe II. — Les textes limitatifs des droits des propriétaires	58
A. Les articles du Code forestier	59
B. Règles fixées pour la conservation des terrains en montagne	79
C. Règles fixées pour la consolidation des dunes	89
D. Règles fixées pour lutter contre les incendies	92
Paragraphe III. — Mesures favorables aux propriétaires des bois et forêts	98
A. Avantages indirects	98
B. Avantages directs	102
Paragraphe IV. — Le projet de M. Durand	107
A. Ses conséquences	107
B. Causes de la déforestation	126
C. Le reboisement	146
APPENDICE	161
BIBLIOGRAPHIE	173

